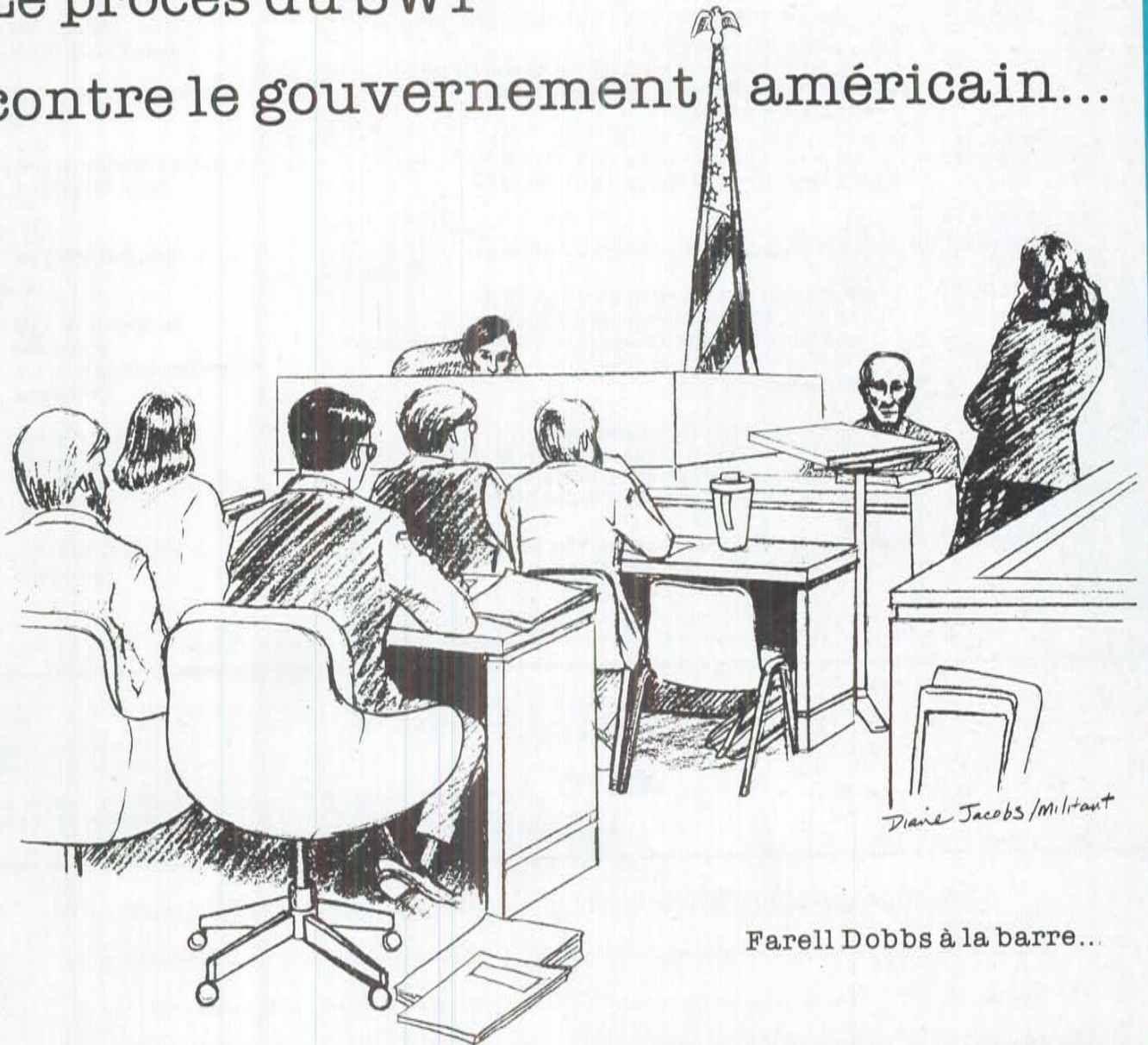


INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Le procès du SWP
contre le gouvernement américain...



Farell Dobbs à la barre...

DOSSIER

Honduras, du règne de l'United Fruit
à l'«institutionnalisation»

Sommaire du n° 101 du 13 mai 1981

3	ETATS-UNIS	Le procès du SWP, un défi aux manœuvres policières US	Janice LYNN
8	NICARAGUA	Les Sandinistes se préparent à affronter la tempête qui lève	Latin American Weekly Report
9		« L'heure de l'agression militaire contre le Nicaragua se rapproche... »	Joaquin CUADRA
10	HONDURAS	Du règne de l'United Fruit à l'« institutionnalisation »	INPRECOR
11		« Le Honduras est différent... »	Lars PALMGREN
13		« Les révolutions nicaraguayenne et salvadorienne ont favorisé la discussion et l'unité d'action entre partis marxistes. »	UN DIRIGEANT DU PCML
15	SALVADOR	L'Eglise salvadorienne menacée d'éclatement	Latin American Weekly Report
16		Un témoignage sur la répression au Salvador	Polly TOYNBEE
17	SALVADOR-HONDURAS	Le sort des réfugiés salvadoriens au Honduras	Lars PALMGREN
19	POLOGNE	L'alliance ouvrière paysanne au centre du I ^{er} Congrès du Syndicat paysans indépendants	Jacqueline ALLIO
20		Déclaration d'intention du Syndicat « Solidarité » paysan	Document
21		« L'aide que nous apportent les ouvriers... »	Stanislawa DOMARACKA
23		Le programme en débat	Document
25	ITALIE	Deux référendums contre l'avortement	Anna LIBERA
27		La Loi 194 sur l'interruption volontaire de grossesse	Document
28		Le référendum du Mouvement pour la vie	Document
28		Le référendum du Parti radical italien (PRI)	Document
30	CONGO	Un masque progressiste pour un Etat néocolonial	Claude GABRIEL
31		La République populaire du Congo	Document

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|
Numéro et Rue |-----|
Commune |-----|
Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|
Pays |-----|

Le procès du Socialist Workers Party (SWP), un défi aux manoeuvres policières US

L'IMPORTANT procès intenté par le *Socialist Workers Party* (SWP — Parti socialiste ouvrier) et la *Young Socialist Alliance* (YSA — Alliance des jeunes socialistes) contre les opérations d'espionnage du gouvernement américain dirigées contre ces deux organisations, s'est ouvert le 2 avril 1981 à New York. La CIA et le FBI, ainsi que d'autres agences gouvernementales, sont poursuivies pour leurs activités illé-

gales contre les socialistes américains. La partie civile, dans cette action en justice commencée en juillet 1973, réclame 40 millions de dollars de dommages et intérêts pour les 40 années d'espionnage et de harcèlement menés par le gouvernement, ainsi que l'arrêt des activités illégales du gouvernement contre le SWP et la YSA.

Janice LYNN

Lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée, lors de l'ouverture du procès, dans l'enceinte du palais de justice, le secrétaire national du SWP, Jack Barnes, a déclaré : « Dans ce procès, ce ne sont pas seulement nos propres droits que nous défendons, mais les droits de tous les travailleurs — des mineurs contre leurs patrons, du peuple salvadorien qui lutte pour le droit de gérer ses affaires comme il l'entend, et pour les Américains qui ne veulent pas d'un autre Vietnam. »

Les socialistes demandent au juge de reconnaître formellement que leurs idées politiques, leurs activités militantes et les objectifs qui en découlent, restent dans les limites de la Constitution des Etats-Unis. Le gouvernement américain prétend qu'il a le droit d'« enquêter légalement sur les individus ou les organisations, indépendamment de leur nature ».

Dans une déclaration préliminaire, Margaret Winter, l'avocate du SWP, a accusé le gouvernement américain de « complot tendant à faire taire les plaignants (le SWP et la YSA), interdire la diffusion de leurs idées et entraver leurs activités ».

Margaret Winter a énuméré les diverses méthodes illégales et perturbatrices mises en œuvre par le gouvernement américain : indicateurs, surveillance électronique, interception du courrier, passage au peigne fin du contenu des poubelles et même vols par effraction. Il y a aussi l'établissement de listes noires, l'examen et la photocopie de correspondance privée, de documents, de dossiers, etc.

L'avocate a fait remarquer qu'une partie tout particulièrement néfaste du complot gouvernemental visait à perturber et à limiter le développement du SWP et de la YSA en présentant les socialistes comme des « subversifs » et en les accusant faussement d'être des « terroristes ».

Les deux premiers témoins au procès ont été Farrel Dobbs, fondateur du SWP et secrétaire national du parti jusqu'en 1972, et Jack Barnes, secrétaire national depuis 1972.

Dobbs et Barnes ont porté témoi-

gnage de la nature, des objectifs et des activités du SWP. Ils ont également mis l'accent sur le travail international et les relations fraternelles du SWP avec la IVe Internationale et avec des partis révolutionnaires frères dans des pays tels que Grenade, le Nicaragua et Cuba. Jack Barnes et Farrel Dobbs ont expliqué la nécessité d'une collaboration internationale des travailleurs à l'échelle mondiale.

LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LA POLICE POLITIQUE

Le procès intenté par le SWP et la YSA contre les services de renseignement du gouvernement américain s'inscrit dans le cadre de l'histoire politique du mouvement ouvrier international. Tout gouvernement capitaliste utilise ses services secrets contre la classe ouvrière pour s'efforcer de l'empêcher de s'organiser et de s'exprimer politiquement.

Cela a été vrai dès le début de l'émergence de la classe ouvrière sur la scène politique. En 1848, le tout jeune mouvement ouvrier allemand, dirigé par Karl Marx et Friedrich Engels, a dû mener la lutte contre les fausses accusations portées contre les dirigeants de la Ligue des communistes.

Le procès de Cologne de 1852 a révélé que nombre des méthodes actuelles des services secrets étaient déjà couramment employées dès cette époque : que ce soient les accusations de conspiration sur la seule base des idées politiques et des activités, les faux témoignages produits par des indicateurs, et même la surveillance du courrier et les falsifications de la police.

Dans le dernier quart du XIXe siècle, le Parti social-démocrate allemand a dû lutter contre les lois anti-socialistes pour garantir sa légalité. Le Parti bolchevique, avec l'ensemble du mouvement ouvrier russe, a dû lutter contre la police tsariste — l'Okhrana — qui comptait environ 40 000 indicateurs infiltrés dans les rangs du mouvement ouvrier.

La lutte du SWP et de la YSA contre la police politique est partie prenante de la longue tradition de combat du

mouvement ouvrier américain ; elle est partie prenante du combat qu'ont mené les ouvriers américains pour gagner le droit de s'organiser syndicalement, de lutter pour leurs droits, de former leur propre parti politique.

Ainsi, il y a eu la campagne nationale contre l'exécution en 1886 des « martyrs de Haymarket », inculpés à la suite des actions d'un agent provocateur lors d'une manifestation ouvrière à Chicago ; la croisade des *Industrial Workers of the World* (IWW) pour arracher le droit d'expression ; la lutte contre l'arrestation, le procès et la détention au cours de la Première Guerre mondiale d'Eugène V. Debs, militant ouvrier anti-guerre ; et la lutte contre la chasse aux communistes et aux immigrants, comme les déportations de 1920 connues sous le nom de *Raids Palmer*.

La lutte contre les agissements de la police et des services secrets est également partie prenante de la lutte contre l'impérialisme américain. Avec l'entrée des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement américain a étendu les réseaux de ses services secrets. Les impérialistes américains, qui se préparaient à entrer en guerre, avaient besoin d'étouffer toute opposition intérieure ; ils se lancèrent donc dans une offensive anti-ouvrière.

L'objectif était de réduire au silence toute opposition à l'entrée en guerre, de canaliser vers les deux partis capitalistes, démocrate et républicain, tout mouvement allant dans le sens de la création d'un parti ouvrier, et d'essayer de faire accepter des sacrifices aux travailleurs au nom de l'effort de guerre. Les gouvernements américains élargirent alors les prérogatives du FBI et le lancèrent contre les syndicats.

Tout cela a commencé en 1938, l'année même où était fondé le SWP.

A Minneapolis, dans le Minnesota, la Section 544 des *Teamsters* (camionneurs) avait été le fer de lance de l'organisation ouvrière de tout le Nord-Est. Sa direction — qui comprenait des militants du SWP — refusa d'abandonner la lutte pour l'amélioration des conditions de travail,

en dépit de l'imminence de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre.

Le gouvernement s'employa à isoler et à réduire au silence de tels opposants et, en 1941, vingt-huit dirigeants des *Teamsters* de Minneapolis et du SWP devinrent les premières victimes d'une loi restreignant la liberté d'opinion, loi votée un an auparavant et qui porte le nom de *Smith Act*. Dix-huit d'entre eux furent condamnés et emprisonnés durant la période 1944-1945 simplement pour avoir fait connaître leurs idées. Au cours de la guerre, le SWP se fit remarquer par sa défense résolue de la démocratie syndicale et son opposition aux plans impérialistes de Washington.

C'est à cette époque que l'on a refusé l'obtention de passeports aux dirigeants du SWP dans le but d'entraver non seulement le fonctionnement du SWP, mais aussi de l'ensemble de la IVe Internationale. On a interdit au SWP de présenter son point de vue et d'entendre ce que d'autres encore avaient à dire. Une législation réactionnaire votée en 1940 — le *Voorhis Act* — contraignit alors le SWP à rompre ses liens avec la IVe Internationale ; des liens fraternels et une collaboration furent cependant maintenus.

L'OFFENSIVE ANTI-OUVRIERE S'INTENSIFIE

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme américain a commencé à supplanter les impérialismes britannique et français dans nombre de pays, en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique latine. L'impérialisme américain a alors commencé à jouer

James Kutcher, militant et combattant du SWP, victime des administrations Roosevelt et Truman.



un rôle grandissant à l'échelle mondiale, en essayant de bloquer les révolutions coloniales et en aidant à la consolidation des classes dirigeantes européennes.

C'est pour cela que les dirigeants impérialistes ont dû redoubler d'efforts dans leur offensive anti-ouvrière et anti-communiste aux Etats-Unis mêmes. Pour compléter leur rôle impérialiste à l'échelle internationale, les Etats-Unis ont lancé une campagne de chasse aux sorcières, dans le cadre de la guerre froide, menée par le sénateur Joseph McCarthy. Cette campagne reflétait au niveau national la volonté des gouvernants américains de contenir le mouvement ouvrier et les mouvements de libération nationale.

En 1948, l'administration Harry S. Truman dressa une liste officielle des « organisations subversives », qui n'est rien d'autre qu'une liste noire. Le SWP figurait sur cette liste, comme bien d'autres organisations.

Au cours de cette période, le SWP a mené des campagnes de défense contre les inculpations et les actions judiciaires dirigées contre lui. Des militants du SWP furent expulsés de la marine marchande ; beaucoup d'autres travailleurs, membres ou sympathisants du SWP dans d'autres secteurs, perdirent également leur emploi.

Le gouvernement américain a poursuivi pendant de longues années son effort pour inculper et faire condamner James Kutcher, militant du SWP, vétéran de la Seconde Guerre mondiale qui avait perdu ses deux jambes. Mais le SWP n'est pas resté sans réagir, et il devait réussir à mobiliser de larges secteurs de l'opinion publique. Au terme d'une lutte de longue haleine — huit ans de campagne —, James

Kutcher gagna le droit d'être membre du SWP sans perdre son travail ; et il conserva sa pension de guerre.

Mais le climat politique était tel pendant l'ère McCarthy, dans les années 1950, qu'il était impossible de se lancer dans une contre-offensive contre les gouvernements américains et leur campagne de chasse aux sorcières. C'est au cours de cette période que Julius et Ethel Rosenberg furent accusés — sur la base d'éléments de preuve falsifiés — d'avoir dérobé le « secret » de la bombe atomique.

Ce n'est qu'après la défaite impérialiste au Vietnam, avec la fin de la longue période d'expansion économique, avec la montée du mouvement pour les droits civiques et les révélations du scandale du *Watergate*, qu'il a été possible de lancer une campagne politique légale contre les agissements de la police et des services secrets du gouvernement américain.

LES SOCIALISTES DECIDENT D'INTENTER UN PROCES

La décision prise par le SWP en 1973 d'intenter un procès correspond aux intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier. Elle était fondée sur l'évolution des rapports de forces à l'échelle mondiale.

C'est la guerre du Vietnam qui a modifié la situation en favorisant le développement d'une opposition massive — à l'intérieur même des Etats-Unis —, à l'envoi des soldats américains pour écraser les luttes de libération nationale. Des divisions, d'ordre tactique, sont apparues au sein de la classe dirigeante américaine, autour de la poursuite ou non de la guerre au Vietnam face à cette opposition croissante.

Les mensonges répandus sur le Vietnam, auxquels se sont ajoutés les mensonges et les dissimulations sur le *Watergate*, ont provoqué une sérieuse crise de confiance de la part des travailleurs américains envers le gouvernement des Etats-Unis. Les révélations du scandale du *Watergate* ont abouti à un rejet généralisé des méthodes des autorités américaines : l'utilisation des services secrets, des indicateurs, des provocateurs, des pièges montés de toutes pièces, des obstacles mis à l'activité des opposants, etc.

C'est dans ce contexte de modification de la situation politique que le SWP et la YSA ont décidé d'intenter leur procès.

Ce procès intenté contre les activités d'espionnage du gouvernement s'est révélé très efficace en ce sens qu'il a mis à jour le vrai visage des autorités capitalistes, et qu'il a montré que c'est le mouvement ouvrier qui est la véritable cible des services secrets gouvernementaux. Il a été possible, grâce à ce procès, de rendre publiques les méthodes utilisées par la police et les services secrets dans le cadre même d'une démocratie bourgeoise. Les révélations du *Watergate* n'ont dévoilé qu'une petite partie des opérations menées par les services secrets gouvernementaux.

L'emploi systématique d'une véritable police politique secrète aux Etats-Unis

— ce pays qui se veut l'un des pays capitalistes les plus démocratiques —, montre que ce type de machine répressive clandestine aux dimensions gigantesques n'est pas l'apanage des Etats policiers, des dictatures sanguinaires ou des régimes fascistes. Elle fait bien plutôt partie intégrante de l'ordre capitaliste, quelle que soit sa forme de domination.

A l'époque, la question avait été soulevée de savoir si le recours aux tribunaux et à la justice bourgeois n'allait pas renforcer les illusions dans le système juridique américain. Il faut bien convenir que c'est devant les tribunaux bourgeois que la meilleure et la plus efficace des propagandes a été faite par nombre de combattants révolutionnaires ; Marx, Wilhelm Liebknecht, Léon Trotsky, Rosa Luxemburg, James P. Cannon et Fidel Castro n'en sont que quelques exemples (1).

L'enceinte du tribunal peut être utilisée pour dénoncer avec efficacité le caractère fallacieux de la démocratie américaine devant un public de plusieurs millions de personnes. Et, plus important encore, on peut s'en servir comme d'une tribune susceptible de toucher les travailleurs avec nos idées socialistes, ces idées que le gouvernement américain veut nous empêcher de faire connaître.

Avant même que le procès ne commence, nous sommes parvenus à susciter un intérêt considérable dans les milieux de la presse, ce qui nous a aidé à faire connaître aux travailleurs américains la façon dont la classe capitaliste gouverne réellement. Nous avons montré comment la classe dirigeante cherche à se maintenir au pouvoir en ayant recours à des indicateurs stipendiés, aux écoutes téléphoniques illégales, aux cambriolages politiques, et à d'autres méthodes tout aussi contraires à la Constitution.

DÉNONCIATION DES DÉLITS DU FBI ET DE LA CIA

Le procès intenté par le SWP et la YSA a joué un rôle important en mettant à jour un grand nombre de délits commis aux Etats-Unis par le FBI et la CIA, et par d'autres agences de renseignement gouvernementales. Le procès a contraint le gouvernement américain à rendre publiques des centaines de milliers de pages de documents gardés secrets jusqu'alors.

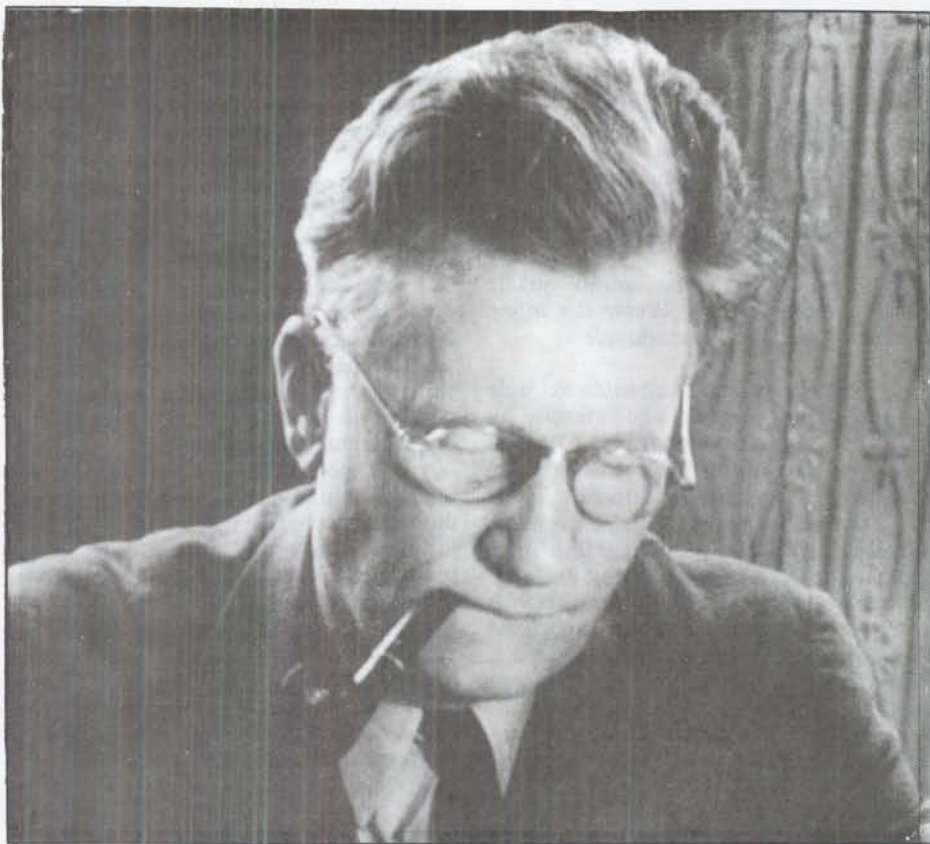
Parmi les révélations rendues publiques lors du procès intenté par le SWP et la YSA, on peut énumérer :

- l'espionnage à grande échelle non seulement contre le SWP, mais également contre les Noirs, les mouvements anti-guerre, féministe et *chicano* (immigrants d'origine mexicaine) ;

- les interventions du FBI auprès des propriétaires et des employeurs, voire des parents, tendant à faire perdre leur emploi ou leur logement aux victimes de ces actions ;

- l'utilisation de centaines d'indicateurs pour espionner les gens, voler des documents et monter des provocations ;

- les écoutes téléphoniques ;



James P. Cannon, fondateur du mouvement communiste et trotskyste américain (1890-1974).

- le recours aux alertes à la bombe et à la violence physique ;

- l'existence d'un « programme visant à gêner l'action du SWP » — programme gouvernemental entamé en 1961 dans le but d'espionner et de gêner les activités politiques légitimes du SWP et de la YSA.

Les documents produits ont également montré que le FBI a monté des machinations contre le mouvement des Noirs et qu'il a essayé de faire chasser des militants syndicaux de leur travail pour prévenir la montée d'un mouvement de masse contre la guerre au Vietnam. Ils ont également révélé la façon dont les lois sur l'immigration ont été utilisées pour expulser des étrangers, membres ou sympathisants du SWP ou de la YSA, sur des critères purement politiques.

Certains documents ont fait apparaître que le Service de l'immigration et des naturalisations (INS) dispose d'une liste noire dont le but est de harceler et d'expulser les non-citoyens. Il a été mis en évidence que l'INS collabore étroitement avec les services secrets d'autres Etats — parmi lesquels l'Afrique du Sud —, et comment il entretient des relations spéciales avec les services de renseignements de la police du Canada et du Mexique.

Les dossiers du INS ont prouvé que les tentatives d'expulsion des Etats-Unis de Hector Marroquin — membre du SWP et de la YSA —, n'ont été entreprises que sur la seule base de ses idées politiques.

Une autre militante du SWP, Marian Bustin, ouvrière des charbonnages, originaire d'Ecosse, a également été victime des services de l'immigration et des naturalisations à cause de ses idées politiques.

Le procès intenté par le SWP et la YSA a mis à jour nombre des opérations internationales engagées par le gouvernement américain. En 1975, on a pu forcer la CIA à remettre aux socialistes américains plusieurs centaines de documents sur ses opérations secrètes dans le monde. Bien que cela ne constitue qu'une part infime de l'ensemble de ses dossiers sur le mouvement trotskyste mondial — et qu'ils étaient de plus largement censurés —, il en ressortait l'existence d'une gigantesque campagne qui visait à entraver le fonctionnement et à détruire la IVe Internationale. Les documents de la CIA ont révélé que :

- des cambrioleurs de la CIA se sont livrés à des effractions et ont emplo-

1. En 1849, dans la phase de reflux de la révolution allemande, Marx passa à deux reprises devant les tribunaux pour outrage à fonctionnaire et ses appels dans la *Nouvelle Gazette rhénane* à ne pas payer l'impôt. Wilhelm Liebknecht, fondateur avec Bebel du Parti ouvrier socialiste allemand fut poursuivi sous le couvert des lois anti-socialistes édictées par Bismarck. Trotsky fut poursuivi à plusieurs reprises par la justice tsariste et se redit célèbre par sa défense comme président du Soviet de St-Petersbourg en 1905. Entre 1936 et 1938, il consacra une grande part de son activité à dénoncer les « procès présidés par le philosophe Dewey. Rosa Luxemburg fut notamment arrêtée pour son action pendant la Première Guerre mondiale et poursuivie depuis la prison son action militante. James P. Cannon, fondateur du mouvement communiste et trotskyste américain, fut poursuivi et arrêté à plusieurs reprises, notamment après les grèves de Minneapolis et pendant la Seconde Guerre mondiale. Fidel Castro prononça au cours du procès qui suivit l'assaut manqué contre la caserne de la Moncada, son fameux manifeste anti-Batista « L'histoire m'absoudra » (NDLR).

yé des moyens de surveillance électronique contre des membres du SWP et de la YSA en voyage à l'étranger ;

— du courrier écrit ou envoyé par les trotskystes américains avait été ouvert et photocopié ;

— des renseignements ont été échangés entre le gouvernement américains et des gouvernements étrangers sur le SWP et la YSA ;

— la CIA a même admis qu'elle « avait commencé à collecter des informations sur la IVe Internationale ».

L'action judiciaire intentée exige de la justice américaine qu'elle interdise au gouvernement d'espionner et d'essayer d'entraver l'action du SWP et de la YSA, ainsi que de la IVe Internationale.

Dans leur document présenté au tribunal, le SWP et la YSA ont affirmé que, depuis leur désaffiliation de la IVe Internationale — à la suite du vote du *Voorhis Act* —, le SWP et la YSA « avaient continué d'exprimer leur soutien politique à la IVe Internationale, de jouer ouvertement un rôle de direction dans les discussions au sein de la IVe Internationale, et de participer à des réunions et des Congrès de la IVe Internationale avec le droit reconnu de s'exprimer, avec vote consultatif sur toutes les questions... »

Dans la période 1975-1976, devant la remise en cause grandissante — à la suite du *Watergate* — des méthodes du gouvernement, les dirigeants américains ont choisi d'autoriser la publication d'une

Certains des dossiers secrets du FBI, rendus publics en 1979, sur la mise sous surveillance des citoyens américains. (DR)

partie de la vérité. Et cela dans le but de prévenir toute tentative indépendante d'exposition des faits. Il s'agissait aussi pour eux de préparer la remise sur pied de leur police et de leurs services secrets.

ASSASSINATS PAR LA CIA ET COUPS D'ETAT

Certains des crimes les plus sordides commis par la CIA commencèrent alors à faire surface — assassinats, coups d'Etat réactionnaires de par le monde, opérations de « déstabilisation », prébendes et pots-de-vin à des politiciens véreux et à des dictateurs sanguinaires.

Au cours des années 1960, la CIA a organisé plusieurs tentatives d'assassinat du président cubain Fidel Castro, allant jusqu'à recruter des tueurs de la *mafia* pour faire le travail. Pendant de nombreuses années, Washington a continué d'envoyer à Cuba des équipes de la CIA qui incendiaient les récoltes et sabotaient les projets industriels. On a également appris que le gouvernement a mis sur pied, avec l'aide de la CIA, de nombreuses prétendues centrales syndicales de par le monde, ainsi que des publications « ouvrières », pour saborder ainsi les réelles tentatives d'organisation des travailleurs.

Les documents qui ont été publiés au cours de cette période ont également montré que les agents des services de renseignements américains ont tenté de porter atteinte au principe de la liberté de la presse, en versant des pots-de-vin à des ré-

dacteurs en chef de journaux et à des journalistes, et en diffusant à la presse internationale des articles arrangés par leurs soins.

Les documents ont montré la manière dont le gouvernement américain a offert son aide aux régimes dictatoriaux les plus brutaux qui soient dans le monde : quand la CIA ne réussissait pas à acheter certains gouvernements, elle les renversait, comme ce fut le cas en Iran en 1953, au Guatemala en 1954, au Congo au début des années 1960 et au Chili en 1973, pour ne citer que quelques exemples (2).

L'initiative prise par le SWP et la YSA, au travers de ce procès, a largement contribué à faire toute la lumière sur certaines des pratiques de la CIA et du FBI.

L'un des acquis les plus importants de ce procès a été d'amener d'autres victimes des services secrets gouvernementaux à résister : c'est le cas tout particulièrement des dirigeants du mouvement noir aux Etats-Unis qui ont été une cible privilégiée des services secrets américains. Depuis que la plainte déposée par le SWP et la YSA a été enregistrée, d'autres faits ont été révélés :

— le FBI s'est acharné à diffamer le leader noir Martin Luther King Jr ;

— le FBI avait juré de se débarrasser de Malcolm X ;

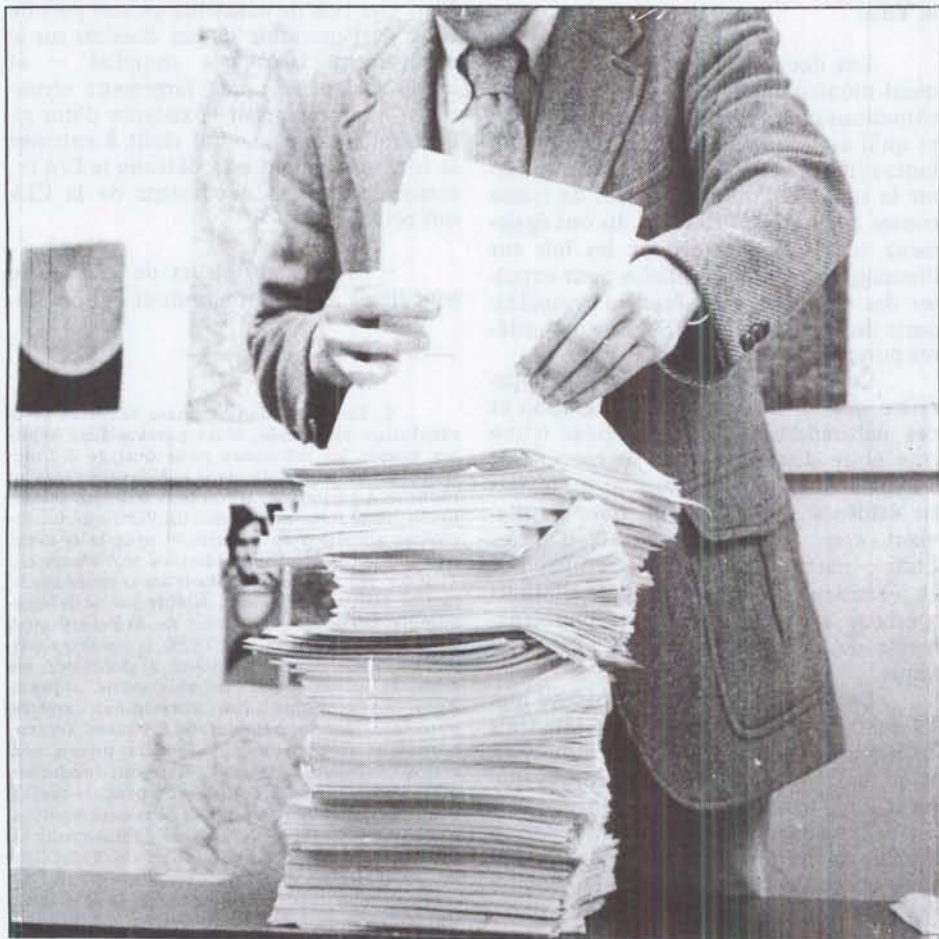
— un informateur du FBI, Gary Rowe, a été impliqué dans l'action du gang de racistes qui ont abattu en 1965 la militante des droits civiques Viola Liuzzo ;

— le FBI a été directement impliqué dans le raid criminel mené par la police contre les *Black Panthers* (les Panthères noires) à Chicago, au cours duquel le dirigeant des Panthères noires, Fred Hampton, a été assassiné dans son lit.

Les documents ont mis en évidence que le FBI a également mené de son côté une guerre d'usure contre les mouvements des *chicanos* et des Indiens d'Amérique, et que le mouvement de libération des femmes a été une autre de ses cibles.

Le procès a également fait la démonstration du lien étroit qui existe entre les méthodes et les objectifs de l'impérialisme à l'échelle internationale et ses méthodes et ses objectifs contre ceux qui s'opposent à l'impérialisme et au capitalisme aux Etats-Unis même. Si le gouvernement américain a été le pivot d'un complot pour faire assassiner le président cubain Fidel Castro, cela implique que le gouvernement est disposé à utiliser les

2. En 1953, la CIA organisa le coup d'Etat contre le régime nationaliste de Mossadegh en Iran. En 1954, elle appuya l'intervention des mercenaires de Castillo Armas pour renverser le gouvernement Arbenz au Guatemala. Au Congo, la CIA appuya la secession katangaise de Moïse Tschombé et intervint dans l'assassinat du dirigeant anti-impérialiste Patrice Lumumba. Le rôle des agences secrètes américaines dans le renversement du gouvernement Allende a été dénoncé, par exemple, par l'ancien ambassadeur Armando Uribe dans son livre *Le Dossier noir de l'intervention américaine au Chili* édité au Seuil, Paris, 1974 (NDLR).



mêmes méthodes contre tous ceux qui défendent aux Etats-Unis la révolution cubaine.

CHANGEMENTS DANS LA SITUATION POLITIQUE

Aujourd'hui, huit années après le début des poursuites engagées par le SWP et la YSA, la situation politique s'est modifiée. La crise économique, qui va en s'approfondissant, a commencé à modifier la manière dont beaucoup de travailleurs perçoivent le gouvernement. Les travailleurs américains sont de plus en plus nombreux à commencer à s'apercevoir que leur gouvernement et les partis républicain et démocrate s'alignent aux côtés des patrons dans leurs attaques contre le niveau de vie des travailleurs et contre les syndicats, dans leur remise en question des acquis des minorités et des femmes, et dans leurs préparatifs d'intervention militaire extérieure.

Alors que de plus en plus de travailleurs commencent à adopter des idées plus radicales, et des formes de lutte plus militantes, les patrons doivent de plus en plus recourir à la répression. On utilise de plus en plus les flics pour intimider les travailleurs en grève ; les patrons ont de plus en plus recours aux intimidations pour casser les grèves ; on assiste à une recrudescence des assassinats — par les flics — de jeunes Noirs ou de *latinos* (Portoricains, Dominicains, etc.), et une utilisation accrue des services secrets contre les organisations noires et les organisations socialistes.

La décision prise par les membres du *United Mine Workers of America* (UMWA — syndicat des mineurs américains) de rejeter la proposition de convention collective telle qu'elle leur était proposée, et de se mettre en grève contre les patrons des mines, est un indice significatif de la modification des attitudes au sein même de la classe ouvrière.

Les mineurs de l'UMWA sont au centre de la résistance de la classe ouvrière aux assauts des gouvernants américains ; ils ont mené la lutte contre la diminution des subventions à leur industrie, contre l'énergie nucléaire, et ils sont maintenant à l'avant-garde du combat pour la défense des syndicats ouvriers.

De même, des dizaines de milliers de militants pour les droits des Noirs ont manifesté dans plusieurs villes des Etats-Unis, pour protester contre les meurtres racistes — jusqu'à présent non éclaircis — d'Atlanta en Géorgie.

Les travailleurs américains ont également été encouragés par la montée de la révolution mondiale. Des manifestations, des meetings centraux et des réunions de solidarité avec la lutte du peuple salvadorien ont eu lieu et ont attiré au total des dizaines de milliers de personnes au cours de ces derniers mois.

Après la victoire de la révolution vietnamienne, de nouvelles victoires importantes se sont produites, au Nicaragua, en Iran, à Grenade, au Kampuchea démocratique, qui ont vu les masses se soulever

pour défier la mainmise de l'impérialisme sur leur pays.

C'est pour cela que les dirigeants américains se sont vus forcés de prendre des mesures pour protéger les intérêts impérialistes à l'étranger. Ils menacent le Salvador afin d'essayer d'empêcher toute nouvelle avancée dans le monde des travailleurs des villes et des campagnes. Mais, pour y parvenir, ils doivent faire refluer la vague d'opposition croissante aux Etats-Unis, produit de l'impopularité de leurs menées bellicistes et du fait que les travailleurs doivent payer les frais de la crise capitaliste.

Il y a toujours plus de tentatives de restriction des libertés fondamentales, liberté d'opinion, de réunion et d'organisation. Le gouvernement américain a plus que jamais besoin des réseaux de ses services secrets pour contrecarrer la résistance des travailleurs.

Pourtant, l'opposition est loin de faiblir, bien au contraire, elle s'étend : le mouvement ouvrier, les militants qui refusent l'inscription sur les listes de conscription, les combattants pour les droits des Noirs, etc., continuent d'affirmer leur droit à manifester et à s'organiser face à la politique de Ronald Reagan.

Le procès intenté par le SWP et la YSA est partie prenante de cette opposition : il défie la prétention du gouvernement américain à avoir le droit légal d'espionner, de harceler, d'établir des listes noires et d'expulser toute personne dont il récuse les opinions politiques.

Ce procès a contraint le gouvernement à se prononcer sur ses véritables intentions, à savoir qu'il aimerait interdire tout groupe ou parti qui proclame et entend diffuser ses idées révolutionnaires. Il ressort des tiroirs ses vieilles lois sur le contrôle des opinions et prépare même une nouvelle législation à cet effet.

En réponse aux poursuites intentées par le SWP et la YSA, le gouvernement américain a admis qu'il ne contestait pas la plupart des faits établis sur le harcèlement et les actions illégales commises par le FBI et la CIA. « La question n'est pas de savoir si le SWP, la YSA, ou l'un de leurs militants peuvent être déclarés coupables d'un délit au-delà d'un doute raisonnable. La question est au contraire de savoir si le gouvernement a le droit de s'informer sur les activités de groupes qui se déclarent publiquement en faveur d'un changement révolutionnaire de la structure et de la direction du gouvernement des

Etats-Unis, même si une telle opinion reste dans le cadre fixé par la lettre de la Constitution. »

Le SWP et la YSA défendent ouvertement l'idée d'un changement révolutionnaire de la société américaine. « *Le but des organisations plaignantes, comme le souligne le dossier présenté au tribunal, est d'éduquer et d'organiser la classe ouvrière pour établir un gouvernement ouvrier afin d'abolir le capitalisme et de construire le socialisme.* »

Mais le gouvernement américain essaie de mettre en évidence que de telles opinions sont illégales, bien qu'au cours de ses quarante années d'enquêtes poursuivies sur le SWP et la YSA, il n'ait pas pu découvrir le moindre plan visant à commettre un délit.

Le gouvernement américain colle aux socialistes l'étiquette de « *subversifs* » et il utilise la même étiquette pour les Noirs et les *latinos* qui luttent pour leurs droits, pour ceux qui s'opposent à l'intervention militaire américaine à l'extérieur et pour les travailleurs qui font grève. De cette façon, les gouvernants américains pensent qu'ils peuvent s'en sortir avec leur prétention avouée de pouvoir espionner, harceler et poursuivre en justice les militants ouvriers.

Avec ce procès, le SWP et la YSA lancent un défi. Quel que soit le résultat du procès, il aura joué un rôle historique en faisant, devant des millions de travailleurs, la démonstration de la façon dont le gouvernement prend pour cible les militants ouvriers et les éléments combattifs des minorités opprimées, en s'arrogeant le droit d'enquêter sur quiconque remet en cause sa politique.

On ne peut pas sous-estimer le fait que le procès ait contribué à amoindrir la capacité du gouvernement de gouverner par le mensonge. Le procès intenté par le SWP et la YSA représente un pas important dans la résistance à la politique du gouvernement américain, pour la défense des droits politiques de tous les travailleurs.

Une victoire dans ce procès serait la victoire de tous les syndicalistes, de tous les militants du mouvement noir, des partisans des droits des femmes, et de tous ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement américain. ■

Janice LYNN
New York, 20 avril 1981.

« Inprecor » a publié...

David Frankel, « Les plans d'austérité de Carter contre la classe ouvrière », numéro 74, du 3 avril 1980.

Inprecor, « Le premier anniversaire de Three Mile Island », numéro 76, du 1er mai 1980.

David Frankel, « Le nouveau mouvement contre la conscription et la politique américaine aujourd'hui », numéro 79, du 12 juin 1980.

David Frankel, « L'élection du 4 novembre : l'Amérique vire-t-elle à droite ? », numéro 89, du 17 novembre 1980.

Inprecor, « Les dossiers du Département d'Etat US pour un nouveau Vietnam au Salvador », numéro 91, du 15 décembre 1980.

Les Sandinistes s'apprêtent à affronter la tempête qui lève

AIDE DES PAYS DU COMECON AU NICARAGUA (juillet 1979 - novembre 1980)

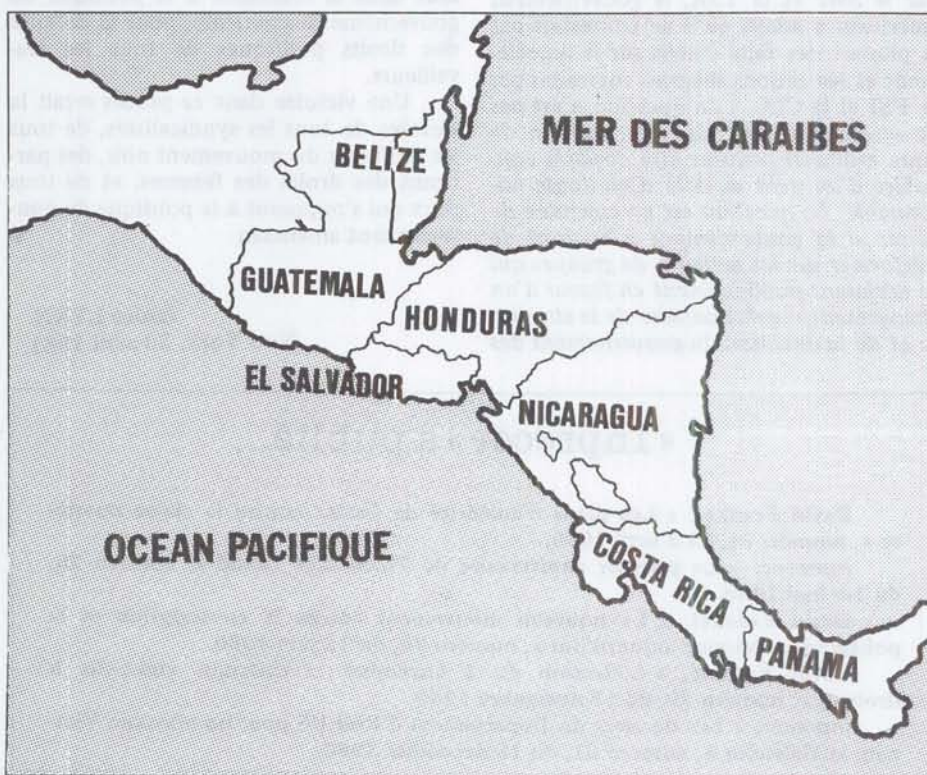
CUBA :	10 millions de dollars (comprenant la valeur d'un bateau offert gracieusement).
RDA :	30 millions de dollars de prêts ; montant inconnu des dons de poudre de lait, de vêtements, de matériel médical et scolaire.
HONGRIE :	4,7 millions de dollars de prêts ; 3,3 millions de dollars de dons en nature.
POLOGNE :	montant inconnu des dons en nature.
URSS :	dons de 1,5 million de crayons, de 1,5 million de livres d'exercice, de 1000 radios à transistors, de 30 000 paires de chaussures et de 10 voitures ; montant total des dons inconnu.

Source : Département des Affaires étrangères du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), Managua.

AIDE DES PAYS OCCIDENTAUX AU NICARAGUA

RFA :	50 millions de dollars.
PAYS-BAS :	15 millions de dollars.
CANADA :	14 millions de dollars.
SUEDE :	8,5 millions de dollars.
MEXIQUE :	a offert un prêt dont la valeur globale n'est pas connue.
LYBIE :	a offert un prêt qui pourrait s'accompagner d'une généreuse donation.

Source : *Latin America Weekly Report*, Londres.



LATIN AMERICA WEEKLY REPORT *

Les Sandinistes sont convaincus que les Etats-Unis ont entrepris une campagne internationale pour déstabiliser le gouvernement nicaraguayen. Ils considèrent que la suspension de l'aide économique américaine n'est que le premier pas sur un chemin qui pourrait déboucher sur une intervention militaire ouverte.

Deux crédits importants ont été immédiatement affectés par la décision de Washington : les 15 millions de dollars qui restaient à verser de l'aide globale de 75 millions de dollars décidée l'année dernière, et un autre crédit de 9,6 millions de dollars destiné à l'achat de blé, qui sont tous deux une nécessité vitale.

Mais les Nicaraguayens craignent que la campagne puisse aller plus loin et que Washington ne bloque le versement des crédits qui avaient été accordés par l'AID (Agence pour l'aide internationale au développement) entre 1975 et 1979. Enfin, ils craignent que l'administration Reagan ne tente d'arrêter l'injection de crédits, dont le montant total s'élève à 120 millions de dollars, de l'Inter-American Development Bank (IADB).

L'un des premiers à critiquer la suspension de cette aide américaine, qui était essentiellement destinée au secteur de l'entreprise privée, a été Alfonso Robelo, dirigeant du principal parti d'opposition, le Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN). Il a expliqué que cette manœuvre était une grave erreur de la politique extérieure menée par les autorités nord-américaines.

Mais la situation sur le front économique est rien moins qu'alarmante pour les Sandinistes, même s'ils ont rencontré certains succès dans leur effort pour diversifier l'aide économique qu'ils reçoivent (voir encadré). Ils sont pleinement conscients que toute tentative d'étranglement économique ne pourrait qu'exacerber les tensions intérieures. Au cours des dernières semaines, ils ont pris une série de mesures tendant à éviter un affrontement avec l'opposition et, le 31 mars, ils ont lancé un appel à toutes les organisations politiques et sociales pour qu'elles participent à un « dialogue patriotique ». La principale place forte de l'opposition, le journal *La Prensa*, a accueilli dans un

* *Latin America Weekly Report* est publié hebdomadairement par Latin American Newsletters Ltd., 90-93 Cowcross Street, London EC 1 M 6 BL, Grande-Bretagne.

premier temps favorablement l'ouverture, avant de décider d'adopter finalement une ligne plus dure.

La direction sandiniste estime que les événements qui se sont produits à la mi-mars à Nandaime ne pourraient être que la première d'une série d'attaques spontanées contre les secteurs les plus récalcitrants du patronat. Les autorités ont empêché que cet affrontement particulier n'aille plus loin et ne débouche sur une escalade. Mais elles ont également souligné que leur patience avait des limites.

Un important dirigeant sandiniste a résumé l'attitude adoptée par son mouvement comme suit : « *Nous ne voulons pas d'affrontement, mais, s'ils le cherchent, nous pourrions donner le feu vert à la lutte des classes.* »

Dans le même temps, plusieurs signes indiquaient qu'un dialogue était possible entre le gouvernement et le secteur privé. Les autorités se sont par exemple récemment engagées dans des discussions avec la famille Pellas, qui possède la raffinerie de sucre de San Antonio, la plus importante d'Amérique centrale. Cette famille est en train d'examiner à présent un nouveau programme d'investissements dans cette entreprise.

Mais les opposants les plus résolus à la révolution nicaraguayenne rejettent toute possibilité de négociation. Ils se préparent d'ores et déjà à un affrontement militaire. Parmi eux se trouve José Francisco Cardenal, ancien dirigeant du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP).

Lors d'une interview qu'il a accordée récemment au *New York Times* et qui aurait été enregistrée au Honduras, Cardenal a lancé cet avertissement : « *La libération du Nicaragua ne peut être le seul fait des Nicaraguayens, de même que le renversement de Somoza n'a pas été acquis par la seule action des Nicaraguayens !* »

Il a expliqué qu'une colonne de 600 soldats entièrement équipés était déjà en train de s'entraîner au Honduras et que « l'invasion » pourrait débuter dans deux mois. « *Le feu vert de Washington nous parviendra bientôt* » a-t-il déclaré. ■

LATIN AMERICA WEEKLY REPORT
Londres, 10 avril 1981.

« L'heure de l'agression militaire contre le Nicaragua se rapproche... »

Une déclaration du commandant de brigade et chef d'état-major de l'Armée populaire sandiniste (EPS), Joaquín Cuadra, vice-ministre de la Défense du Nicaragua.

— « PATRIA LIBRE » : Camarade, quelle appréciation portes-tu sur les manœuvres de l'impérialisme contre notre révolution ?

— JOAQUÍN CUADRA : La situation à laquelle nous avons à faire face en ce moment, sur la base des informations couramment disponibles, et de quelques autres, nous indique que de fortes pressions sont à l'œuvre du côté de l'impérialisme et des forces réactionnaires pour mettre à profit certaines conjonctures qui peuvent se présenter pour introduire dans leurs manœuvres certains éléments de caractère militaire qui nous font penser, et qui nous ont même convaincus, qu'une intervention militaire est sur le point d'être organisée — à court terme — contre notre pays.

Tout le monde a entendu parler des efforts entrepris pour entraîner des mercenaires et d'ex-gardes somozistes dans des camps situés en Floride, aux États-Unis, au Honduras et au Guatemala.

Nous sommes également au courant des efforts entrepris pour unifier toutes les forces réactionnaires et criminelles qui se trouvent encore dispersées à l'étranger depuis le renversement de la dictature.

C'est là l'autre élément qui attire notre attention sur l'accélération que connaît actuellement à l'étranger la préparation des conditions matérielles qui vont dans le sens de l'unification et de la concentration de ces forces.

— Comment se déroule cette concentration de forces ?

— Nous avons eu connaissance que, rien que des États-Unis, sont déjà sortis quelque 600 hommes entraînés qui doivent se regrouper en différents points du Honduras. A ces faits s'ajoute la campagne de propagande politique menée par les gouvernements du Honduras et du Guatemala, qui appellent les peuples de ces deux pays à se préparer à faire face à une prétendue agression du communisme nicaraguayen ; avec les mesures de caractère juridique que vient de prendre le gouvernement du Honduras, tous ces éléments constituent pour nous — à l'évidence — une préparation des conditions pour mener une éventuelle agression contre notre pays.

(...) C'est pourquoi nous estimons que les mois qui viennent, et en particulier les mois d'avril, mai et juin seront les plus difficiles, au cours desquels il est possible que nos ennemis cherchent à rééditer au Nicaragua une version revue, corrigée et augmentée de l'opération de débarquement de Playa Giron contre notre patrie... Mais nous sommes quant à nous prêts à leur riposter de façon énergique et à les écraser aussitôt.

Propos recueillis par *Patria Libre*,
revue des Forces armées sandinistes,
traduit de la revue *Verde Olivo*, numéro 16,
organe des Forces armées révolutionnaires,
La Havane, Cuba, 19 avril 1981.

Dans les plantations de canne...(DR)



Du règne de l'United Fruit à l'« institutionnalisation »

LES répercussions de la victoire sandiniste au Nicaragua et les développements de la crise révolutionnaire au Salvador exercent leurs effets sur tous les États d'Amérique centrale. *Inprecor*, dans son numéro 99, du 13 avril 1981, avait rendu compte de certains des aspects les plus nouveaux des conflits de classe au Guatemala, et notamment la participation de plus en plus massive des communautés indiennes à la lutte pour le renversement du régime.

Nous publions, dans ce numéro, un important dossier réalisé par notre correspondant en Amérique centrale, Lars Palmgren, sur le Honduras.

Le Honduras est le pays le plus pauvre d'Amérique centrale. Le produit national brut (PNB) par habitant a été évalué à 2 400 F par an en 1979, contre 3 300 F au Salvador.

Le Honduras compte 3,4 millions d'habitants, pour une superficie de 112 000 km². L'agriculture occupe 64 % de la population active et représente 35 % du PNB. Si le maïs nécessaire à l'alimentation locale représente 46 % des terres cultivées, l'agriculture hondurienne est dominée par deux agro-industries : la banane et le café.

LE REGNE DE LA « FRUTERA »

Pendant près de quatre 4 décennies, l'histoire du Honduras s'est réduite, ou presque, à l'histoire de la *Frutera*, de l'United Fruit, le trust américain de la banane, qui a longtemps fait du Honduras le modèle des républiques bananières. Après la Première Guerre mondiale, la vie politique hondurienne fut dominée par le conflit entre les « rouges » et les « bleus ». Les premiers, « libéraux », étaient soutenus par la *Cuyamel*, le premier en date des trusts bananiers américains implantés dans le pays, et les seconds, « conservateurs », par l'United Fruit Co.

Quant l'United Fruit eut finalement absorbé économique-

ment la *Cuyamel* (1), Tiburcio Carias, ancien candidat « bleu » au pouvoir, exerça une dictature absolue de 1933 à 1944.

L'éloignement du dictateur ne devait pas signifier la fin de la mainmise de la multinationale bananière. C'est dans la capitale hondurienne, Tegucigalpa, qu'avait été installé en 1954, avec toute l'aide de la *Frutera*, le quartier général des contre-révolutionnaires guatémaltèques de Castillo Armas, qui devaient envahir le pays voisin pour en chasser le gouvernement réformiste d'Arbenz. Celui-ci avait osé nationaliser — contre indemnités — certaines des plantations de l'United Fruit au Guatemala.

LE POIDS DE L'ARMÉE HONDURIENNE

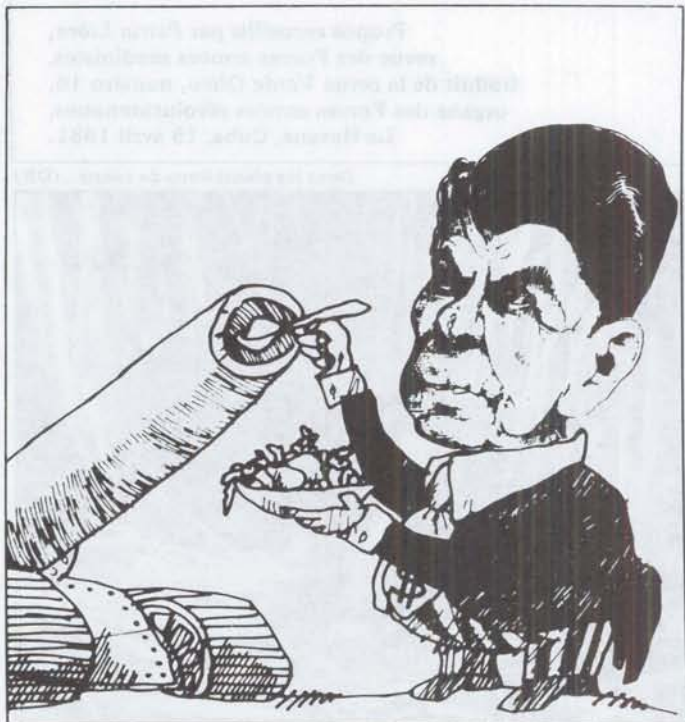
La victoire de la révolution cubaine en 1959, et son impact dans le continent, précipitèrent au Honduras une intervention plus systématique de l'armée dans le jeu politique traditionnel. C'est ainsi qu'elle renversa en 1963 le président bourgeois modéré Villeda Morales, accusé comme son collègue Juan Bosch à Saint-Domingue de ne pas s'opposer avec suffisamment d'énergie au nouveau spectre qui hantait le sommeil agité de l'impérialisme en Amérique latine, le castrisme.

Le rôle de l'armée hondurienne fut renforcé avec l'éclatement, en 1969, de la « guerre du football », un conflit armé avec le Salvador. Plus que les incidents à l'issue du match, qui donna son nom au conflit, les inégalités de développement économique entre les deux pays et le problème des travailleurs migrants salvadoriens qui travaillaient dans les plantations honduriennes, étaient au cœur du différend.

Si l'on excepte la grève de quatre mois en 1954 des 40 000 *macheteros* des plantations bananières, qui s'est faite de manière spontanée et sans véritable structuration politique et syndicale, les luttes de classes au Honduras furent, jusqu'à une période récente, essentiellement marquées par la lutte pour la terre. Théoriquement, la réforme agraire au Honduras est en gestation depuis 1924. Entre 1968 et 1972, 28 000 ha furent expropriés et redistribués. Relancée en 1974-1975, la réforme agraire des militaires a connu bien des déboires ; la lenteur des procédures administratives, la corruption et la résistance des grands propriétaires terriens ont abouti au fait que la réforme est aujourd'hui au point mort. En cinq années, de 1974 à 1979, 28,6 % des 600 000 ha qui devaient effectivement être redistribués l'ont été, et un tiers seulement des familles prévues ont reçu de la terre. Cela a débouché sur d'importantes tensions dans les campagnes, où l'armée reste massivement présente pour éviter l'extension des troubles agraires.

De la même manière que ce « réformisme agraire » soutenu par les États-Unis avait pour fonction d'éviter une hausse trop forte des tensions dans le pays, le processus d'institutionnalisation en cours, qui a été initié sur le conseil même de Washington, avec le retour partiel des militaires dans les casernes qui l'accompagne, et l'élection en 1980 d'une Assemblée constituante, tente d'éviter que le Honduras ne s'engage sur la voie du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala. Mais il n'est pas certain que les processus révolutionnaires à l'œuvre dans ces trois pays épargne longtemps « l'île de la paix ».

INPRECOR
1er mai 1981.



1. Aujourd'hui, United Brand Company, est la nouvelle appellation de l'United Fruit (UFCO).

« Le Honduras est différent »

Lars PALMGREN

« *Le Honduras est différent !* », tels sont les premiers mots qui assaillent le visiteur lorsqu'il débarque dans ce pays. Et il va les entendre à n'en plus finir. C'est l'un des refrains favoris de *La Prensa*, le quotidien le plus réactionnaire de Tegucigalpa. « *Nous, ici au Honduras, nous ne sommes pas comme les gens du Nicaragua ou du Salvador. Nous haïssons la violence, nous aimons la paix et nous résolvons nos problèmes par des élections libres !* » A toute heure, la radio gouvernementale répète : « *Au Honduras, personne n'a besoin d'être libéré !* »

Toute cette démagogie mise à part, il y a un fond de vrai dans le fait que le Honduras est différent. Tandis que tous les autres pays de la région ont connu, au cours des dernières années, l'approfondissement de processus révolutionnaires, au Honduras, un processus d'« institutionnalisation » a commencé l'année dernière.

Les élections pour l'Assemblée constituante, qui ont eu lieu en avril 1980, étaient les premières élections qui se soient tenues depuis plus de dix ans, et elles devaient, disait-on, mettre fin à huit ans de gouvernement militaire (en fait il n'en fut rien, car l'Assemblée constituante a nommé le général Policarpo Paz Garcia « *président provisoire* » jusqu'à la tenue des élections législatives).

La participation électorale a été plus élevée que prévue. Près de 80 % des électeurs inscrits ont effectivement voté. Et cela, malgré une campagne intensive pour l'abstention menée par les quatre partis du Front patriotique hondurien (FPH), le Parti communiste du Honduras (PCH), le Parti communiste marxiste-léniniste (PCml), le Parti socialiste (PASO) et le Parti démocrate-chrétien (PDC).

Seuls trois partis ont participé aux élections : le Parti libéral (PL), le Parti national (PN) et le Parti de l'innovation et de l'unité (PINU), une formation qui se présente comme social-démocrate. On s'attendait à ce que le PN, le parti le plus réactionnaire, lié à l'oligarchie terrienne et à la hiérarchie militaire, gagne ces élections. Mais la surprise fut que le PL l'emporte de 72 000 voix sur le PN et obtienne deux députés de plus à l'Assemblée constituante. Le PINU a obtenu trois députés, ce qui a permis à ce parti de jouer un certain rôle dans l'Assemblée, puisqu'aucun des deux autres n'a la majorité à lui seul.

Le PL a traditionnellement une approche politique hostile aux militaires. Et

c'est l'une des principales raisons de sa victoire. Plus qu'un vote pour son programme, le vote pour le PL a été un vote contre les militaires. C'est pour cela que la réaction de masse a été très forte quand ce parti a soutenu la nomination du dictateur Policarpo Paz Garcia comme « *président provisoire* ».

Malgré les rumeurs de coup d'Etat militaire, il est possible que les élections législatives et présidentielles se tiennent avant la fin de cette année. Selon le vice-président de l'Assemblée constituante, Nicolas Cruz Torres, « *tous les courants politiques qui peuvent exister dans le monde, sont libres de s'organiser en partis au Honduras et de participer aux élections* ». Il est possible que le PC, le PCml et le PASO soient légalisés. Il est également possible que la participation électorale aux prochaines élections soit élevée. Les longues files que l'on peut voir chaque matin devant les bureaux d'enregistrement dans les principales villes en sont une claire indication.

C'est dans ce sens que la définition du Honduras comme un « *pays différent* » n'est pas totalement dépourvue de sens. Le « *processus institutionnel* » signifie également — pour l'instant au moins — une certaine ouverture démocratique. Il est possible d'organiser des grèves, des meetings et des manifestations sans être soumis à une répression immédiate. Après les élections du mois d'avril, les journaux de gauche ont pu être distribués. C'est là une situation complètement différente de ce qui se passe au Guatemala et au Salvador. Une des raisons essentielles de cette situation, c'est que le gouvernement américain veut voir les militaires retourner dans leurs casernes et être remplacés au gouvernement par des civils.

L'ambassadeur américain à Tegucigalpa a même été surpris en train de dire : « *Nous préférons même Cantinflas (le célèbre acteur comique mexicain) comme futur président de la République.* » La raison à cela n'est pas un brusque regain de sentiment démocratique, mais tient au rôle que les Etats-Unis ont assigné au Honduras dans le contexte du soulèvement révolutionnaire en Amérique centrale. Renvoyer d'un côté les militaires dans leurs casernes sert à ce que l'hostilité aux militaires dans la population ne prenne pas une expression militante plus explosive.

La haine contre les militaires est très largement répandue du fait de la corruption bien connue qui touche les officiers de haut rang. Au cours des cinq dernières

années, des militaires de haut rang ont volé, grâce à leur position dans l'appareil d'Etat, près de 120 millions de dollars qui se sont retrouvés sur des comptes en banque de Miami. Un dicton hondurien illustre cet état de fait : « *Nous me donnez pas d'argent, donnez-moi une place dans l'administration !* »

Une autre raison, plus importante, c'est le projet impérialiste de voir à terme les forces armées honduriennes jouer un rôle de gendarme en Amérique centrale. L'armée est déjà nombreuse, elle compte près de 30 000 soldats et l'armée de l'air est équipée d'une vingtaine de jets modernes et d'hélicoptères de combat.

L'année dernière, l'aide militaire américaine a atteint une nouvelle pointe de 3,5 millions de dollars. Un nombre croissant d'officiers honduriens suivent des cours spéciaux aux Etats-Unis et à Panama. L'armée de l'air hondurienne a reçu récemment des crédits spéciaux pour acquérir 10 nouveaux hélicoptères Bell VH-II H (« Huey »).

Dans la liste des matériels militaires américains livrés au Honduras, on trouve plusieurs articles qui sont classés « *secret* », catégorie qui n'est utilisée que pour les systèmes d'armes très sophistiqués. Récemment, l'ambassadeur américain à Tegucigalpa a déclaré que le gouvernement américain était disposé à accroître substantiellement l'aide militaire américaine, c'est-à-dire en triplant — voire plus — le montant fourni en 1980...

L'escalade des activités militaires des éléments somozistes à la frontière entre le Honduras et le Nicaragua est soutenue par l'armée et l'aviation honduriennes, qui fournissent également aux somozistes des facilités d'entraînement. Mais, ce qui est sans doute le plus important, c'est ce qui se prépare par rapport au Salvador. D'ailleurs, l'armée hondurienne est déjà intervenue lorsqu'au cours de l'offensive du FMLN du 10 janvier dernier, des unités honduriennes ont pénétré dans la province de Morazan, tandis que des avions de l'armée de l'air de Tegucigalpa participaient aux opérations... Ce qui s'est passé sur la rivière Sumpul, lorsque l'armée hondurienne a empêché des réfugiés de traverser le cours d'eau, n'est qu'un exemple.

Il ne fait d'ailleurs pas de doute que cette activité de soutien aux forces contre-révolutionnaires salvadoriennes va se développer. A la fin du mois de mars, une réunion de plus de 600 officiers s'est tenue ; on rapporte qu'au cours de cette réunion la décision a été prise que l'armée hondurienne participe à des actions com-

binées avec l'armée salvadorienne pour attaquer les bases de guérilla qui existent dans ce qu'on appelle le *no man's land* entre les deux pays. C'est l'axe de ce qui est dénoncé depuis un an déjà sous la formule de « Opération Sandwich ».

La possibilité pour les forces armées honduriennes de jouer ce rôle de gendarme en Amérique centrale dépend cependant de l'évolution de la lutte des classes dans le pays même.

Il n'y a pas la moindre garantie que l'élection d'un gouvernement civil soit suffisante pour contenir les aspirations du mouvement de masse et puisse déboucher sur une sorte de paix sociale dans le pays. L'approfondissement de la crise économique s'est combinée avec l'impact de la révolution nicaraguayenne et du processus révolutionnaire au Salvador pour favoriser un approfondissement de la lutte des classes, plutôt que son repli. La solidarité de plus en plus profonde que l'on rencontre dans de larges secteurs de la population à l'égard des révolutions nicaraguayenne et salvadorienne signifie que, vraisemblablement, toute nouvelle action offensive des forces armées honduriennes contre les pays voisins pourrait susciter une opposition radicale, particulièrement dans la classe ouvrière et les couches populaires au Honduras.

La situation économique du pays a pris un tour dramatique au cours de l'année qui vient de s'écouler :

- l'inflation a été de 20 % ;
- l'augmentation de l'indice des prix des biens de consommation a atteint 18 % contre 8 % en 1979 ;
- la valeur des importations a augmenté tandis que les exportations stagnent et que la valeur du principal produit exporté, le café, a atteint son cours le plus bas depuis longtemps ;
- la fuite des capitaux du Honduras — principalement vers les banques de Miami — s'est élevée à 200 millions de dollars (ce qui montre que la bourgeoisie ne croit pas trop au slogan selon lequel « le Honduras est un pays différent ») ;
- la croissance du produit intérieur brut (PIB) n'a été que de 1,2 % contre 6,8 % en 1979 ; le niveau du PIB par habitant — compte tenu de la croissance démographique — est même négatif (- 2,2 %).

Cette situation a conduit à de nombreuses grèves actives l'année dernière, et il est peu probable que la situation s'améliore substantiellement cette année. Une caractéristique des grèves de l'année dernière, et qui semble aller en s'accroissant, c'est que si les grèves ont démarré sur des revendications salariales, elles ont également inclu des revendications politiques, telles que la nationalisation des entreprises multinationales, la protestation contre le licenciement de dirigeants syndicaux, des actions de solidarité avec la révolution salvadorienne, etc.

L'année dernière, les mobilisations au Honduras ont été les plus massives, les plus militantes et les plus politisées depuis des années, sans doute depuis la grève gé-

nérale de 1954, lorsque les travailleurs honduriens ont conquis le droit de s'organiser dans des syndicats indépendants.

Un exemple de cette interaction croissante entre les revendications économiques et politiques est fourni par la lutte qu'ont menée les enseignants presque sans interruption ces deux dernières années. La lutte a démarré sur la revendication d'augmentation des salaires et des retraites des enseignants. Maintenant, la demande centrale est la nationalisation du système d'éducation et la garantie du libre droit à l'éducation pour tous. Cela a permis d'intégrer les lycéens et les parents d'élèves à la lutte. Les méthodes de lutte mises en œuvre ont été très militantes : manifestations, meetings, occupations, etc. Dans certains villages et certaines villes, ces mobilisations ont presque atteint des proportions insurrectionnelles, quand toute la population est descendue dans la rue et s'est affrontée à l'armée.

La solidarité avec le Salvador a joué également un rôle important au cours de ces mobilisations. Le principal syndicat enseignant, COLPROSUMA, est également l'une des organisations qui joue un rôle dirigeant dans le Comité de coordination pour la solidarité avec le Salvador.

Un autre exemple est fourni par la grève d'une semaine qu'ont faite les 1 500 travailleurs de la *Rosario Mining Company*, pour protester contre le licenciement d'un de leurs dirigeants. La compagnie a dû satisfaire la revendication des grévistes et réembaucher le dirigeant syndical.

Les manifestations, les grèves et la menace d'une grève générale ont été les éléments déterminants qui ont contraint le gouvernement à relâcher six dirigeants syndicaux à San Pedro Sula ; ils avaient été arrêtés pour avoir peint sur les murs des slogans de soutien à la révolution salvadorienne. Le gouvernement les avait inculpés de « haute trahison ».

Parmi les autres luttes importantes, il y a eu les trois grèves des 12 000 travailleurs de la succursale de l'*United Brand* au Honduras, la *Tela Railroad Company*, celle des 6 000 travailleurs de la santé et des hôpitaux, et la grève des ouvriers des brasseries et des ouvriers de la construction.

D'importantes luttes paysannes ont également eu lieu. De nombreux paysans sans terre ont envahi des propriétés et exigé une véritable réforme agraire. Par ailleurs, plusieurs des coopératives paysannes qui avaient été constituées lors des programmes précédents de réforme agraire, et dont certaines sont dirigées par des dirigeants syndicaux licenciés de la *Tela Railroad Company*, ont lutté contre le contrôle de cette multinationale sur l'exportation et le raffinage du sucre.

Toutes les luttes, cependant, n'ont pas été victorieuses. La dernière en date des trois grèves de la *Tela Railroad Company*, qui avait été entamée contre l'utilisation massive d'insecticides dans les plantations bananières, s'est achevée par un coup de poignard des dirigeants syndicaux dans le dos des travailleurs. Cela a provoqué la naissance d'une forte opposition à la bureaucratie dans le syndicat.

Un autre exemple, c'est la manière avec laquelle le gouvernement est parvenu à détruire une des coopératives paysannes les plus avancées, Las Isletas, en utilisant des bandes de nerfs armés, appuyés par des unités de l'armée. Les éléments les plus radicaux de la direction de la coopérative ont été évincés au profits d'éléments réactionnaires soumis aux ordres de la *Tela Railroad Company* et de l'armée.

On a également assisté, l'an passé, au début d'un mouvement antimilitariste de résistance au recrutement forcé. Le service militaire est obligatoire au Honduras. Mais, comme il n'y a pas de véritable système de conscription, c'est un système d'enrôlement forcé qui est employé depuis des années. Des unités de l'armée sont simplement lâchées pour capturer les jeunes et les enrôler. On peut parfois voir au Honduras des groupes de soldats guetter la sortie des dancings le samedi soir pour enrôler de force les jeunes qui en sortent...

Ces pratiques ont bien sûr suscité une violente opposition et les initiatives contre l'enrôlement forcé ont été largement soutenues, y compris par les soldats encore sous les drapeaux. Deux soldats rencontrés dans la zone des plantations bananières m'ont raconté comment les hommes de troupe discutaient de cette question et comment il existait une forte opposition à l'utilisation de l'armée pour réprimer les travailleurs. Comme je leur demandai ce qu'ils pensaient des actions de l'armée hondurienne contre les réfugiés salvadoriens, ils m'ont répondu que si on leur donnait l'ordre d'aller dans les zones où se trouvent les réfugiés, ils refuseraient d'obéir...

L'une des conséquences, mais aussi l'une des causes de la remontée du mouvement de masse au Honduras, c'est le développement de nouvelles directions « lutte de classes » dans plusieurs des syndicats les plus importants. Le mouvement syndical hondurien est relativement puissant, mais il est divisé et, pendant plusieurs années, il a été contrôlé par des dirigeants anticommunistes liés à la bureaucratie syndicale nord-américaine et à un organisme soutenu par la CIA, l'*American Institute for Free Labour Development*. Le Honduras est le seul pays d'Amérique centrale où cet institut a fondé sa propre école de formation. Cela s'est produit presque immédiatement après la grève générale de 1954.

Cependant, les tendances « lutte de classes » ont récemment gagné de l'influence dans plusieurs organisations importantes telles que le syndicat SITRATERCO qui compte 12 000 affiliés dans les plantations de banane de la *United Brand*, et la plus importante fédération syndicale d'enseignants, la COLPROSUMA qui compte 18 000 syndiqués. Même dans la principale des organisations paysannes, l'ANACH, qui continue d'être contrôlée par des dirigeants anticommunistes, la tendance « lutte de classes » a gagné suffisamment de terrain pour disposer désormais de plusieurs de ses représentants dans la direction nationale.

Une des caractéristiques importantes de cette modification, c'est qu'elle est le

résultat d'un travail d'organisation à long terme à la base. Les Congrès qui ont désigné ces nouvelles directions ont, la plupart du temps, été précédés de périodes prolongées de débats auxquels les adhérents ont pris une large part.

Cette large radicalisation des masses honduriennes reflète également l'impact de la victoire révolutionnaire au Nicaragua et de la lutte révolutionnaire en cours au Salvador. Mais c'est surtout dans les partis politiques à base ouvrière et populaire que se déroulent les discussions les plus intenses sur les leçons à tirer du Nicaragua et du Salvador.

Les trois partis qui se réclament du marxisme, le Parti communiste, le Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti socialiste, ont subi de diverses manières l'influence de ce qui se passe dans les pays limitrophes. Dans tous ces partis, les discussions vont bon train, des différenciations et des scissions sont déjà intervenues.

C'est le Parti communiste qui a subi la plus importante scission, qui a touché près de la moitié de ses militants, en particulier dans le secteur ouvrier et parmi les dirigeants syndicaux du nord du pays. Ceux-ci ont quitté le PC pour former

l'Union révolutionnaire du peuple (URP). L'URP conserve le programme et l'orientation traditionnels du PC, sauf qu'elle y ajoute la nécessité de commencer aujourd'hui la lutte armée.

Au moment même où survenait la scission, le PC a exclu son secrétaire général qui avait contrôlé d'une main de fer le parti pendant plus de dix ans. Un dirigeant communiste m'a déclaré que le Bureau politique et même le Comité central se réduisaient alors presque au seul secrétaire général.

Ces deux événements ont touché en profondeur le Parti communiste et ont débouché sur une plus grande volonté d'unité d'action et de discussion avec les autres partis se réclamant du marxisme.

Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCml), qui a scissionné en 1972 du PC essentiellement sur la question de la lutte armée et de la démocratie interne, a également connu une scission, mais de plus faible importance (lire dans ce même numéro d'*Inprecor* l'interview d'un dirigeant du Parti communiste marxiste-léniniste — PCml).

Le PASO, le Parti socialiste hondurien, est le produit direct des développe-

ments révolutionnaires dans les pays limitrophes. Il a été fondé par un groupe d'anciens militants du PCml et de membres de la jeunesse démocrate-chrétienne comme partie intégrante du projet de construction du Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRTC). Le PASO est le parti qui s'est le plus développé et qui sans doute compte aujourd'hui le plus de militants ; mais aucun de ces trois partis n'est un parti de masse et aucun ne compte plus de cinq cent militants. Si le PCml et le PC sont un peu plus réduits numériquement, ils exercent une plus grande influence de masse dans le mouvement ouvrier organisé.

Ces trois partis travaillent ensemble dans le cadre du Front patriotique hondurien (FPH) et ont passé d'importants accords unitaires. Ainsi, le processus en cours dans la gauche — malgré les scissions qu'elle a connues — est davantage un processus d'unification que d'éparpillement. ■

Lars PALMGREN
Tegucigalpa, 5 avril 1981.

HONDURAS

« Les révolutions nicaraguayenne et salvadorienne favorisent la discussion et l'unité d'action »

Un entretien avec un dirigeant du PCml du Honduras

— INPRECOR : Quel a été l'impact de la révolution nicaraguayenne et du processus révolutionnaire en cours au Salvador sur le développement du mouvement de masse et l'évolution des partis se réclamant du marxisme au Honduras ?

— Deux types de bilan de ces événements ont été tirés. D'un côté, il y a certains groupes qui n'en ont retiré que l'aspect « lutte armée ». Il s'agit d'un groupe qui a scissionné de notre parti pour former le Front morazaniste de libération nationale — FMLN — (1). Ce groupe s'est à son tour divisé en deux, et l'autre secteur s'appelle le Front morazaniste de libération du Honduras. Ces groupes sont très réduits et n'ont guère eu d'activité politique significative. Il semble même qu'ils soient tous les deux en train de disparaître.

La scission qui est survenue dans le Parti communiste hondurien (PCH), il y a un an, s'est également produite fondamentalement sur la question de la lutte armée. Mais le groupe qui a quitté le PC pour former l'URP (Union révolutionnaire du peuple) est beaucoup plus important que les deux groupes qui ont scissionné de notre propre parti. La plupart des membres de l'URP sont des travail-

leurs et des dirigeants syndicaux, et la scission a été un coup très rude pour le PC. Cependant, le programme de l'URP, si l'on met de côté leur prise de position en faveur de la lutte armée — qu'ils définissent comme une tâche immédiate —, reste très proche du programme du PC (2).

Mais la tendance générale, c'est que les révolutions nicaraguayenne et salvadorienne ont provoqué un approfondissement de la discussion sur la tactique et la stratégie révolutionnaires au sein des formations qui se réclament du marxisme au Honduras. Et cette discussion s'accompagne d'une tendance vers une plus grande unité, non seulement entre les divers partis, mais aussi au sein du mouvement de masse.

— Quels sont les principaux points en

discussion et quelles sont les positions des partis en présence ?

— Tout d'abord, il y a un accord général entre nous-mêmes, le PC et le PASO, pour comprendre que l'Amérique centrale est entrée dans une crise révolutionnaire qui est l'expression de la crise mondiale du système capitaliste. Le processus révolutionnaire en cours est également inégal, comme est inégal le développement du système capitaliste. Ici au Honduras, nous connaissons une situation qui tend vers l'écatement d'une crise révolutionnaire, même si nous n'avons pas encore atteint le point de rupture ni le niveau d'intensité qu'a pu connaître la crise au Nicaragua juste avant la victoire, ni même la situation qui prévaut aujourd'hui au Salvador ou au Guatemala. Ce cadre

1. Morazan, général pendant la guerre de libération contre la colonisation espagnole, héros de l'Indépendance intervenue en 1821. Le pays, conquis à partir de 1523, fut rattaché à la capitainerie générale du Guatemala, dépendante de la couronne d'Espagne, à partir de 1790. Indépendant en 1821, il ne forma un Etat dans ses frontières actuelles qu'en 1839.

2. Un processus du même type est intervenu au Guatemala où le PC — le Parti guatémaltèque du travail (PGT) — a connu une importante scission au cours de l'année 1980. L'ail-

majoritaire s'est intégrée à la coordination des organisations qui luttent pour le socialisme par la lutte armée, à savoir l'EGP (Armée de guérilla des pauvres), les FAR (Forces armées rebelles) et l'ORPA (Organisation révolutionnaire du peuple en armes). Cette aile majoritaire s'est battue pour continuer à être reconnue par le mouvement communiste international comme son seul interlocuteur au Guatemala. Elle est reconnue par Moscou et les principaux partis communistes de masse d'Europe occidentale.

général d'accord nous a permis de réaliser l'unité concrète sur diverses questions tactiques au cours de la dernière période. Nos trois partis sont également d'accord sur la nécessité de la violence, de la lutte armée si la prise du pouvoir semble réalisable.

— Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Je veux dire que tu expliques que la question de la lutte armée n'est plus un facteur de division entre vos partis — comme cela l'était auparavant — mais, dans le même temps, deux partis au moins, le PC et le PCml ont connu des scissions précisément sur cette question...

— C'est vrai, mais ceux qui ont scissionné ont une interprétation très volontariste et très formelle du problème de la lutte armée. Ils réutilisent la formule de la « guerre populaire prolongée » sans être capables d'expliquer ce que cela signifie réellement.

Notre point de départ — et c'est ce qui fait qu'il y a une unité de pensée entre nos partis — c'est que la violence et la lutte armée doivent être une lutte armée soutenue par les masses : une violence de masse. Et cette violence prendra la forme d'un processus insurrectionnel de masse. Notre conception de la prise du pouvoir est qu'elle doit être l'aboutissement d'une insurrection de masse, qu'elle ne peut pas être le fait d'une lutte armée menée par de petits groupes isolés.

— Et qu'est-ce que cela signifie, par exemple, pour un parti comme le vôtre dans la situation actuelle ?

— C'est sûr qu'il est plus facile de tomber d'accord sur cette formule très générale que de se mettre d'accord et de définir le contenu concret de cette formule et de ce qu'elle signifie pour aujourd'hui. Concrètement, cela voudrait dire que nous avons commencé les préparatifs « hier ». Il y a encore beaucoup de questions à discuter et sur lesquelles il faut prendre des décisions. Des questions sur les préparatifs militaires pour une situation insurrectionnelle : quand et comment la préparation militaire doit-elle être entamée, quand et comment l'insurrection en tant que telle doit-elle être préparée, à quel moment et sous quelle forme faut-il lancer l'appel à l'insurrection, etc.

Il n'y a pas de réponses toutes faites à ces questions. Et on ne peut y répondre d'un seul point de vue subjectif. La réponse doit venir d'une interprétation correcte du développement concret de la lutte des classes.

La question de la préparation de l'insurrection n'est d'ailleurs pas essentiellement un problème militaire, mais bien plutôt politique. Nous devons gagner l'adhésion des masses à cette perspective révolutionnaire. Comment ? En montrant le chemin à suivre dans toutes les différentes phases de la lutte des classes, en développant, en approfondissant et en coordonnant la lutte revendicative qui se déroule aujourd'hui.

— Peux-tu donner quelques exemples de la manière dont cette politique est mise en œuvre aujourd'hui ?

— Oui, mais laisse-moi d'abord dire quelques mots sur les organisations de la gauche hondurienne. Je ne crois pas que j'exagère en affirmant qu'il n'y a pas en Amérique centrale d'organisations de gauche qui contrôlent une portion aussi importante du mouvement de masse comme nous le faisons, en particulier le PCml et le PC. Cela s'est concrétisé dans la réunion de trois jours qui a récemment été organisée et à laquelle ont participé les délégués de plus de 200 organisations de masse, des syndicats, des organisations paysannes, des partis, des organisations étudiantes, etc. Notre force, c'est ce rapport au mouvement de masse.

Mais c'est également notre faiblesse. Dans quel sens ? Parce qu'en tant que partis et au niveau de nos militants, nous avons eu et nous continuons d'avoir tendance à laisser se diluer, dans la lutte au jour le jour, la perspective politique d'ensemble. Nous n'avons pas été capables de lier cette lutte revendicative quotidienne à une perspective politique d'ensemble, et c'est ce qu'il nous reste à faire. Nous devons travailler à ce que le mouvement fasse un pas en avant pour devenir un mouvement politique de masse, et plus seulement un mouvement revendicatif.

La solidarité avec la révolution salvadorienne et la lutte contre la répression ont été parties prenantes de plusieurs grèves générales menées pour des augmentations de salaires au cours de la dernière période. Ces axes de bataille sont un exemple de ce que nous essayons de concrétiser.

— Est-ce que ce que tu viens de dire est la position du seul PCml ou bien est-ce également la position du PC et du PASO ?

— C'est notre position. Mais il s'agit également de problèmes qui sont l'objet de discussions avec les autres partis dans le cadre du Front patriotique hondurien (FPH), et sur lequel il y a une grande unité dans le sens que je t'ai expliqué.

— Le FPH a été formé à l'occasion des élections à l'Assemblée constituante d'avril 1980. Il était formé du PCml, du PC, du PASO et du Parti démocrate-chrétien (PDC). Est-ce que le FPH continue d'être formé par les mêmes partis ?

— Non. Le Parti démocrate-chrétien n'y participe plus. Et la manière dont le FPH va continuer de fonctionner, ou sa fonction, ne sont pas très claires. Pour le moment, il sert de cadre de discussion entre les groupes se réclamant du marxisme. Mais nous espérons que cette discussion, et l'homogénéisation des points de vue qui peut en résulter, va permettre de faire un pas important vers la solution de la crise de direction révolutionnaire qui existe aujourd'hui au Honduras.

— A l'occasion des élections d'avril

dernier, le FPH a appelé à l'abstention. Comment voyez-vous les élections qui vont certainement avoir lieu en novembre prochain ?

— Nous sommes en train de discuter si nous devons y participer, encore que la forme exacte que cela pourra prendre dépende de la situation politique du moment. Nous allons participer à ces élections, ou au moins mener une campagne à l'occasion de ces élections. Cette campagne se fera dans le cadre de ce que je t'ai dit sur la nécessité de gagner les masses à notre perspective révolutionnaire.

— Quels pourraient être les aspects centraux d'une telle campagne ?

— Le point le plus important c'est que le programme que nous allons présenter, et les candidats que nous allons désigner ou soutenir, doivent représenter les luttes et l'indépendance des masses par rapport aux différents projets de la bourgeoisie.

Nous n'avions pas auparavant une claire compréhension de l'importance de cette question. C'est pour cela qu'au cours des élections de l'année dernière nous avons laissé les démocrates-chrétiens utiliser le FPH et nous manœuvrer en fonction de leurs projets.

Cela ne signifie pas que nous jugions de la même manière les différents projets politiques de la classe dominante. Nous comprenons qu'il existe des différences au sein de la bourgeoisie et que cela s'exprime dans des projets politiques différents, dont certains ont même une connotation réformiste. L'ALIPO, qui est une tendance social-démocrate au sein du Parti libéral (PL), et les démocrates-chrétiens du PDC développent un programme qui, sur certains points, coïncide avec le nôtre. Et nous sommes disposés et désireux d'agir ensemble avec eux sur quelques questions concrètes. Mais notre programme, qui sera développé au cours de cette campagne pour les élections, ne doit soutenir aucune de ces solutions bourgeoises, bien au contraire, il devra refléter l'indépendance de la classe ouvrière et du mouvement de masse.

— Quelle sorte de candidats allez-vous présenter, si vous le faites ?

— L'une des formes de sélection des candidats, que nous sommes en train de discuter, serait d'organiser des assemblées populaires où tous les secteurs du mouvement de masse seraient représentés afin que ce soient ces assemblées qui désignent les candidats. Cela signifierait que nos candidats représenteraient les luttes en cours, qu'ils seraient de véritables représentants du peuple.

— Quelle est la situation du mouvement de masse ? J'ai cru comprendre qu'il y avait un processus de radicalisation et que ce processus s'exprimait notamment par le renforcement des positions « lutte de classes » au sein du mouvement syndical. Pourtant, dans le même temps, la bu-

reaucratie syndicale de l'ORIT, qui dispose historiquement d'une forte influence, continue de jouer un rôle important. Enfin, il faut dire que le mouvement de masse, et en particulier le mouvement syndical, est très divisé. Quelle est votre tactique dans cette situation ?

— Il est vrai que le mouvement de masse est dangereusement divisé, mais il est également vrai que la bureaucratie de l'ORIT connaît une crise profonde. Ce que nous essayons de faire pour changer la situation, c'est de travailler à trois niveaux :

1.— Tout d'abord, nous nous effor-

çons d'unifier tous les syndicats indépendants à direction « lutte de classe » ; les premiers pas ont même été franchis en ce sens dans la voie de la création d'une nouvelle fédération syndicale sur la base de tous ces syndicats.

2.— Dans le même temps, nous expliquons la nécessité de l'unité de la classe ouvrière et de la formation d'une Centrale unique des travailleurs. Nous utilisons l'influence que nous avons dans les syndicats dominés par la bureaucratie de l'ORIT, non pas pour les faire scissionner de leur fédération, mais pour y renforcer les oppositions « lutte de classes » et par voie de conséquence les positions de ceux qui luttent au sein de ces syndicats pour

l'unité ouvrière et la Centrale unique.

3.— Enfin, nous travaillons à l'organisation d'un Comité de coordination des différentes organisations de masses. La réunion de trois jours dont je t'ai parlé était une étape dans cette direction.

Tout ce travail est rendu nécessaire dans le cadre de la compréhension que nous avons de ce que sera l'insurrection armée des masses. Sans cela, parler de lutte armée risque bien de n'être que du bavardage. ■

Propos recueillis par Lars PALMGREN
Tegucigalpa, 5 avril 1981.

DOCUMENT EL SALVADOR

L'Eglise salvadorienne menacée d'éclatement

Alors que l'archevêque Rivera y Damas s'aligne derrière la Junte

L'actuel archevêque de San Salvador, monseigneur Arturo Rivera y Damas, avait décidé de se trouver à l'étranger la semaine dernière lorsque les masses étaient appelées à commémorer l'anniversaire de l'assassinat de son prédécesseur, monseigneur Oscar Arnulfo Romero. Décision significative. Tandis que les éléments d'extrême droite de la hiérarchie catholique salvadorienne n'épargnaient aucun effort pour rompre avec l'héritage de Romero, Rivera, qui était un proche collaborateur de Romero, en vient désormais à appuyer la Junte.

Durant toute la période où Romero a occupé le poste d'archevêque, Rivera était son unique soutien au sein de la Conférence épiscopale de six membres qui est l'organe dirigeant de l'Eglise au Salvador. Libéral du point de vue théologique, Rivera n'a pas la sensibilité populaire de Romero. Depuis qu'il est devenu archevêque, il a subi la pression des forces conservatrices et a désormais totalement rompu avec la position de Romero qui était de sympathie à l'égard des organisations populaires. Ami personnel du président Napoleon Duarte, il a offert le soutien de l'Eglise à la Junte et repris à son compte l'appel lancé par le gouvernement aux guérilleros pour qu'ils déposent les armes.

Malgré l'accumulation des preuves qui indiquent que les forces de sécurité sont directement impliquées dans la répression qui a frappé l'Eglise, Rivera fait porter la responsabilité de ces attaques sur l'extrême droite et en absout le gouvernement.

Loin de soutenir ou de protéger l'organisation légale d'aide de l'Eglise, le Secours juridique, dont les employés ont reçu des menaces de mort, il a menacé de le fermer parce qu'il favoriserait la guérilla.

La direction de l'organisation humanitaire catholique *Caritas* a été remplacée par une équipe qui défend la nouvelle ligne favorable à la Junte.

En l'absence d'une réelle direction

face à l'accentuation de la répression, l'Eglise salvadorienne est en train de se désintégrer. Romero contribuait à rassembler les traditionalistes, les modérés et les théologiens de la libération tout en protégeant les prêtres les plus radicaux. Avec Rivera, les traditionalistes sont sortis de leur réserve pour appuyer ouvertement la droite, tandis que les éléments radicaux subissent des attaques croissantes.

Selon le Secours juridique, 140 attaques ont été perpétrées entre octobre 1980 et la mi-février 1981, contre 180 pour la période janvier-octobre 1980.

Au moins 50 des 216 paroisses du pays n'ont plus de prêtres pour les desservir. Les départements du Cuscatlan, de Cabanas et Chalatenango ont été particulièrement touchés. Au cours des derniers mois, sept prêtres et religieuses ont été tués. De nombreux autres prêtres ont quitté le pays et un curé belge a rejoint la guérilla. La « Coordination nationale de l'Eglise populaire », qui avait été mise sur pied par le clergé radical pour étendre le travail de l'Eglise parmi les communautés de base, a subi une sévère répression et ses organisateurs ont été contraints de passer à la clandestinité.

Deux évêques d'extrême droite, Eduardo Alvarez, de San Miguel, qui est le président de la Conférence épiscopale, et Pedro Arnulfo Aparicio y Quintanilla, de San Vicente, contrôlent désormais la hiérarchie. Aparicio, qui a frappé d'excommunication les organisations populaires dans son diocèse, a le soutien total du secrétaire de la Conférence épiscopale, Freddy Delgado. Les deux autres membres de la Conférence, l'évêque auxiliaire de la capitale, Marco René Revelo, et le vieil évêque Benjamin Barrera y Reyes, de Santa Ana, sont tous les deux des conservateurs et avaient toujours été de farouches opposants de Romero.

Jusqu'en décembre 1980, la domination de la droite dans la Conférence épis-

copale avait été contrebalancée par le travail de deux partisans de Romero, qui occupaient des positions-clés ailleurs dans la hiérarchie : Ricardo Urioste et Fabio Amaya. Comme secrétaire général, Urioste était le second de Romero à San Salvador et, tout au long de la dernière année, il a fait pression sur Rivera pour qu'il poursuive le travail entrepris par Romero de protestation contre la répression. Mais avec de moins en moins de succès. En décembre, Urioste annonça à Rivera, en passant par-dessus Aparicio, que la Garde nationale avait tué un prêtre de son diocèse (celui d'Aparicio). Quand Urioste eut échoué dans sa tentative de convaincre Rivera de dénoncer cet assassinat, il critiqua alors publiquement son attitude en la qualifiant d'immorale et quitta le pays pour les Etats-Unis.

Amaya était le responsable de l'hebdomadaire de l'Eglise *Orientacion* qui dénonçait la répression menée par le gouvernement et l'extrême droite. Le journal était largement lu dans les campagnes et sa diffusion atteignait 15 000 exemplaires avant la mort de Romero.

Au début du mois de décembre, dans son sermon hebdomadaire, Aparicio a accusé Amaya d'être communiste. Peu après, Amaya eut une crise cardiaque et on lui conseilla de quitter le pays. D'autres membres de l'équipe d'*Orientacion* reçurent des menaces de mort et furent contraints de démissionner. Depuis lors, la publication du journal a été suspendue.

La pression exercée contre l'Eglise est également venue du Vatican. Le pape a déclaré qu'il ne nommerait pas de nouveaux évêques et qu'il ne confirmerait pas Rivera dans son poste tant que la situation au Salvador ne serait pas stabilisée. Dans les circonstances actuelles, cela va plutôt limiter les moindres velléités radicales que Rivera aurait encore pu avoir. ■

LATIN AMERICA WEEKLY REPORT
Londres, 3 avril 1981.

Un témoignage sur la répression au Salvador

La présidente de la Commission salvadorienne des droits de l'homme parle...

MARIANELLA Garcia Villa, 32 ans, avocate, est présidente de la Commission salvadorienne des droits de l'homme. Elle vient de faire un bref voyage en Europe pour essayer d'obtenir des appuis pour la Commission et pour faire connaître les informations que son organisation rassemble au péril de la vie de ses membres. Elle est également vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme

(FIDH) dont le siège est à Paris, organisation non gouvernementale reconnue par les Nations-Unies. De passage à Londres, elle a donné à la journaliste Polly Toynbee du *Guardian* une interview qui fournit la base d'un article publié dans le numéro du 27 avril 1981 de ce journal. Nous reprenons ci-dessous quelques-unes des informations qui y sont contenues.

Polly TOYNBEE

Les membres de la Commission des droits de l'homme vivent une existence extrêmement dangereuse. Ils ne dorment jamais deux nuits de suite au même endroit, ils doivent utiliser de nombreux déguisements pour pouvoir photographier les cadavres que l'on retrouve et fuir avant d'être pris. Ils ont réuni une documentation sérieuse sur plus de 15 000 assassinats en trois ans. Malgré les témoignages d'arrestations qu'ils possèdent, le gouvernement n'a jamais admis savoir quelque chose sur aucune des personnes dont ils se sont enquis. Ils ont pourtant présenté des photographies de policiers en uniforme emmenant des gens et des photographies de ces mêmes personnes retrouvées mortes quelques heures plus tard...

Marianella Garcia Villa a été arrêtée et emprisonnée deux fois. « J'ai subi tout ce qu'une femme peut subir lorsqu'elle est agressée dira-t-elle, je ne peux pas supporter d'en parler ;

je vous en prie, ne m'en demandez pas plus ».

Deux des fondateurs de la Commission des droits de l'homme du Salvador ont déjà été tués. Ce fut d'abord une femme : « Elle a été arrêtée le 10 octobre par les policiers et emmenée sous les yeux de son fils de 10 ans. Dans mon pays, il n'y a pas besoin de mandat d'arrêt. On l'a retrouvée quatre jours plus tard tuée de quatre balles de pistolet ; elle avait été violée. Elle avait 31 ans. Les autorités ont affirmé n'être au courant de rien de tout cela. La Junte a même envoyé quatre couronnes à son enterrement. Mais des témoins ont vu des hommes en uniforme décharger son cadavre. Les ordres venaient de très haut. Nous avons la liste des assassins. »

Le deuxième membre du groupe à être tué était également le correspondant d'un groupe de presse international qui avait publié des dénonciations de la torture et des massacres au Salvador. Il a été arrêté et assassiné le jour même par des policiers en uniforme, à 500 mètres de son bureau.

Marianella Garcia Villa explique que son organisation n'est pas politique. Mais elle en vient rapidement à dire qu'elle estime que les droits de l'homme seraient défendus par le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et qu'il n'y a pas grand chose d'autre à croire quand les forces gouvernementales ont massacré 13 000 personnes en un an.

La Commission des droits de l'homme envoie des rapports réguliers aux Nations-Unies qui ont adopté un grand nombre de résolutions assorties de promesses d'envoyer leurs propres délégués au Salvador. Est-ce que cela aide son pays ? Elle sourit : « Chaque fois qu'une délégation débarque au Salvador, les choses s'améliorent pendant son séjour : il y a moins de morts, moins de répression... »

La présidente de la Commission met beaucoup d'espoir dans les initiatives prises en Europe et en Amérique pour dénoncer l'intervention américaine.

Elle feuillette son macabre dossier : « Regardez, dit-elle, j'ai du mal à supporter ces images, mais je le dois. Nous ne

savons pas quels peuvent être les produits chimiques qui ont un tel effet sur la peau, mais ils l'attaquent en profondeur. » Il y a là le corps d'une jeune femme, le torse vêtu d'un T-shirt, son visage est rongé jusqu'au crâne...

« Cela a commencé sérieusement à la fin de l'année dernière. De nombreux témoins nous ont décrit comment les gens brutalement emmenés par les forces de sécurité sont aspergés avec des bombes aérosols de ce produit. Quelquefois, contre des émeutes, ils utilisent de plus grands modèles. Au cours des séances de torture ils ont ces produits à portée de la main.

« Des hélicoptères ont arrosé des régions entières avec une poussière qui rend aveugle, pour essayer d'atteindre la guérilla. Tous ces produits sont fabriqués aux USA. »

Dans son dossier, ce ne sont que corps décapités, enfants, étudiants, rangés de corps, camions pleins, seins coupés, globes oculaires pendant hors des orbites, effets des balles explosives qui entrent par la poitrine et sortent par la tête et — toujours — la marque de reconnaissance des forces de sécurité : les pouces attachés dans le dos des victimes avec une cordelette en nylon. « Tout ce que vous pouvez imaginer qui puisse arriver à un corps humain a été capté ici, par l'objectif des appareils photo. On s'y habitue, il le faut, dit-elle, nous avons décidé que c'était notre devoir ! ».

Aujourd'hui, Marianella Garcia Villa met beaucoup d'espoir dans le développement croissant des manifestations contre l'intervention américaine au Salvador : 20 000 à New York le mois dernier, plusieurs milliers lors d'un rassemblement à Londres, et 200 000 personnes sont attendues pour une manifestation qui sera organisée devant le Pentagone. Elle me tend la liste des morts du mois dernier : 66 femmes, 20 membres des professions libérales, 124 paysans, 118 ouvriers, etc. Au total 704 en un mois, tous photographiés et identifiés au cas où quelqu'un en douterait encore.

d'après Polly TOYNBEE
The Guardian, 27 avril 1981.

Solidarité Salvador

BELGIQUE	— Comité Solidarité Salvador, BP 1510, 1000 Bruxelles 1.
FRANCE	— Comité Solidarité Salvador, c/o Maurice Barth, 45 bis, rue de la Glacière, 75014 Paris.
BELGIQUE	— Comité Solidarité Salvador, BP 1510, 1000 Bruxelles 1.
FRANCE	— Comité Solidarité Salvador, c/o Maurice Barth, 45 bis, rue de la Glacière, 75014 Paris.
GRANDE-BRETAGNE	— El Salvador Solidarity Campaign, 29 Islington Park Street, London 1.
	— El Salvador Committee for Human Rights, 29 Gerard House, Briant Street, London SE 14.
ETAT ESPAGNOL	— FDR, calle Ercilla 48, primero B, Madrid 5.
NORVEGE	— Mello Amerika Gruppen (Latin-Amerika-Gruppen), c/o Einar Haldal, Ekerbergsgate 33, Oslo 2.
PAYS-BAS	— El Salvador Komitee, c/o W. Pelupesi, Houtstraat 14, Tibburg.
REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	— Informationsstelle El Salvador, Kilianplatz 5, 8000 München.
SUISSE	— Coordination nationale des comités Nicaragua et Salvador, Case postale 4026, 3001 Berne.
ETATS-UNIS	— US Committee in Solidarity with the People of El Salvador (CISPES), Box 120 56, Washington DC 20005.
COSTA-RICA	— Comisión para la defensa de los derechos humanos en Centro-América, c/o Regino Alas, Iglesia Fatima, Heredia.
MEXIQUE	— Comité mexicano de solidaridad con el pueblo salvadorino, Apartado postal 19-520, Mexico 19 DF (Zaragoza 94, Colonia Roma, Mexico 7 DF).
	— FDR, Apartado postal 20-059, Mexico 20 DF.
SAN SALVADOR	— Comisión de derechos humanos de El Salvador, c/o Marianella Garcia Villa, avenida Espana 928, San Salvador.
	— Arzobispado de San Salvador, Seminario San José de la Montaña, San Salvador.

Le sort des réfugiés salvadoriens au Honduras

Lars PALMGREN

La Virtud est un petit village retiré, sans électricité, sans école ni médecin. On n'y accède que par une petite route difficile. Situé près de la frontière avec le Salvador, il ne comptait d'ordinaire qu'un millier d'habitants. Maintenant, ce sont plus de 3 000 personnes qui vivent entassées là. Les 2 000 nouveaux venus sont des réfugiés salvadoriens qui ont traversé la frontière pour échapper à la répression. Dans la campagne autour de La Virtud, il y a 7 000 autres réfugiés.

Deux jours tout juste avant mon arrivée, le 18 mars très exactement, 5 000 nouveaux réfugiés avaient franchi le fleuve Lempa qui délimite la frontière à cet endroit. Ils sont maintenant regroupés au lieu-dit « Los Hernandez », près du cours d'eau, à une heure de marche de La Virtud.

En avançant vers « Los Hernandez », nous rencontrons plusieurs groupes de soldats de l'armée hondurienne armés du fusil d'assaut G3 allemand, la même arme que celle employée par l'armée salvadorienne avant l'offensive du 10 janvier dernier menée par le FMLN. Depuis, avec l'aide massive des Etats-Unis à la Junte salvadorienne, elle est dotée du fusil d'assaut M 16 américain.

Sur les hauteurs qui surplombent « Los Hernandez », on peut assister au spectacle de milliers de réfugiés agglutinés devant une petite maison.

Nous sommes arrêtés par une patrouille de l'armée. Il faut une autorisation spéciale pour rencontrer les réfugiés. Lorsque nous parvenons enfin à « Los Hernandez », la distribution de nourriture vient tout juste de commencer. Des femmes, des enfants et des vieillards en haillons sont alignés en file et attendent la ration de riz, de haricots et d'huile qui leur est fournie par les volontaires de l'organisation catholique Caritas qui travaillent dans la zone. Il y a assez de nourriture pour donner à chacun une petite ration, mais l'eau qui est tirée de la rivière est souillée. De plus, presque aucun réfugié n'a emporté avec lui d'ustensiles de cuisine. Les réfugiés vont et viennent pendant des heures avec leurs rations, à la recherche du moyen de faire cuire leur nourriture. Les réfugiés sont concentrés sur une petite bande de terrain qui est contrôlée par l'armée hondurienne. Il n'y a aucune installation sanitaire, pas même de latrines. La saleté et la puanteur sont épouvantables.

Il y a de nombreux malades. On sent

planer la tension et la peur. Les gens dorment entassés les uns sur les autres dans cet étroit périmètre. Personne ne s'avise de se promener, par peur des soldats honduriens. Ceux-ci ont déjà arrêté plusieurs réfugiés. Trois d'entre eux venaient d'être libérés la veille de mon arrivée, mais l'on reste sans nouvelle des autres.

Le jour précédant notre visite, un réfugié a été tué par une sentinelle hondurienne. L'explication du soldat est simple : « Il ne s'est pas arrêté lorsque je le lui ai dit. »

On comprend la peur qui règne chez les réfugiés, mais, plus encore que les soldats honduriens, c'est l'armée salvadorienne et les tueurs des commandos d'extrême droite d'ORDEN qu'ils craignent. A plusieurs reprises, des unités salvadoriennes, accompagnées d'escadrons d'ORDEN, ont traversé la rivière pour mener des raids meurtriers contre les réfugiés. Ceux-ci savent très bien que leurs vies ne pèsent pas lourd pour les militaires salvadoriens et honduriens.

Un vieillard — appuyé sur un bâton — me raconte ce qui s'est passé quand ils ont traversé le Lempa : « Nous avons commencé à traverser de nuit, pour qu'ils ne nous voient pas. Ceux qui savaient nager aidaient ceux qui ne savaient pas. Nous avions aussi de petites embarcations pour les enfants ou les plus vieux. Au début, tout s'est bien passé, mais, quand le jour s'est levé, c'est devenu l'enfer. Ils nous tiraient dessus depuis les hauteurs et ils nous ont attaqué avec des avions, et un hélicoptère qui a tiré, tiré, tiré, juste au-dessus de nous... »

On ne sait pas combien de personnes ont été tuées à cette occasion. Sept cadavres ont été incinérés sur la rive hondurienne, mais plusieurs embarcations ont chaviré lorsque la fusillade a commencé. Et, les jours suivants, des pêcheurs — en aval du fleuve — ont retrouvé dans leurs filets des cadavres d'enfants noyés. L'un des prêtres qui travaille avec les réfugiés m'a affirmé que chaque jour on découvrirait des cadavres autour de « Los Hernandez » : « Mais la majorité de ceux qui ont été tués l'ont été sur la rive salvadorienne. » Combien ? On ne le saura jamais. Les grappes de vautours qui survolent la zone du fleuve indiquent qu'il y en a certainement beaucoup.

« Malgré tout, nous pouvons nous estimer heureux qu'ils ne soient pas parvenus à faire un nouveau Sumpul », m'a dit l'un des responsables des réfugiés. Sumpul est ce massacre — le 14 mai 1980 — de 600 réfugiés, pour la plupart des femmes

et des enfants, qui furent tués lors d'une opération combinée des armées salvadorienne et hondurienne au moment où ils essayaient de traverser la rivière Sumpul, qui délimite également la frontière un peu plus loin.

Cette fois, deux facteurs ont empêché le massacre. Tout d'abord, les réfugiés ont été protégés par des unités des forces révolutionnaires salvadoriennes. La plupart des réfugiés viennent du département de Cabanas au Salvador, et il a fallu organiser leur évacuation à la suite des terribles attaques lancées dans cette région par l'armée salvadorienne pour liquider les bases de guérilla.

Pas seulement à cause des massacres, mais aussi parce que l'armée avait détruit les récoltes et que les opérations militaires interdisaient l'acheminement des denrées alimentaires en provenance d'autres régions. L'évacuation devint alors une nécessité pour empêcher la famine. Tandis que les réfugiés se dirigeaient vers le cours d'eau, les unités de guérilla s'employèrent à bloquer la progression de l'armée. Ensuite, ce qui a empêché l'armée hondurienne de bloquer de son côté le passage de la rivière, c'est que l'équipe internationale de médecins et les volontaires qui travaillent avec les réfugiés à La Virtud sont arrivés sur la rive avant l'armée hondurienne. Les Honduriens n'ont pu répéter l'action du Sumpul en présence de ces observateurs étrangers.

Le gouvernement hondurien continue de nier le massacre de Sumpul. Dans une réponse officielle aux prêtres et religieuses qui avaient les premiers alerté l'opinion publique sur ce massacre, le gouvernement hondurien a expliqué que ce n'était que pure invention. Le gouvernement signalait aussi que la plupart des prêtres étaient « d'origine étrangère et qu'en conséquence ils ne devaient probablement pas se préoccuper de la défense de la souveraineté hondurienne ».

Une réaction presque aussi cynique a été fournie, après les événements survenus sur le fleuve Lempa, par le quotidien *La Prensa* qui a écrit : « A cause de la distance, il a été impossible aux témoins de déterminer si les avions qui ont attaqué les réfugiés appartenaient à l'armée de l'air salvadorienne ou à la guérilla (sic). »

Avec les derniers réfugiés qui sont arrivés à « Los Hernandez », le nombre total des réfugiés salvadoriens au Honduras atteint les 40 000. La plupart se trouvent dans cette zone autour de La Virtud, près des provinces salvadoriennes de Cabanas et de Chalatenango. Le reste se

trouve autour du village de Clomoncagua, au sud de La Virtud, près de la province salvadorienne de Morazan.

Selon le haut-commissaire des Nations-Unies aux Réfugiés présent au Honduras, Charles-Henri Basoche, près de 40 % des réfugiés sont des enfants de moins de 7 ans. 40 % sont des femmes et les 20 % restants sont presque tous des vieillards.

Bien que le gouvernement hondurien ait récemment décidé de reconnaître comme réfugiés ces salvadoriens, ils n'ont en fait pas le statut de réfugiés. Il leur est interdit de quitter les zones contrôlées par l'armée et — à la différence de ce qui s'est produit pour les somozistes qui ont dû quitter le Nicaragua —, il leur est interdit de trouver du travail. Il n'y a pas longtemps, le gouvernement a tenté de regrouper tous les réfugiés dans deux ou trois grands camps de concentration. Il semble que ce projet ait été mis en veilleuse pour le moment.

Avant de quitter « Los Hernandez », une délégation des réfugiés m'a demandé de transmettre leur salut aux paysans honduriens : « Nous sommes profondément reconnaissants à nos frères honduriens, m'expliquèrent-ils, et nous espérons

pouvoir retourner chez nous rapidement. Ce n'est qu'une situation transitoire, nous voulons tous rentrer chez nous pour combattre et pour vaincre. Nous saurons alors nous rappeler de tous ceux qui nous ont sauvé la vie. »

Ce ne sont pas là des paroles en l'air. La solidarité des paysans honduriens est admirable. Ils ont ouvert leurs pauvres demeures et on même laissé une partie de leurs terres aux réfugiés. « Ce sont nos frères, m'a expliqué un paysan de "Los Hernandez", c'est tout simple, ce sont nos frères... »

Pour l'anniversaire de l'assassinat de Romero, l'archevêque de San Salvador, des centaines de paysans honduriens ont rendu visite aux réfugiés en leur apportant toutes sortes de nourriture. Ce n'était pas seulement un geste pour honorer la mémoire de monseigneur Romero. « Nous avons entendu dire que les réfugiés n'avaient pas assez de nourriture », m'a expliqué l'un de ces paysans.

Cette solidarité se retrouve partout au Honduras. Le Comité de coordination pour la solidarité avec le Salvador, qui est la principale organisation de solidarité, est formé de représentants des syndicats et des diverses organisations de masse. Cela

signifie que la solidarité avec le combat mené au Salvador et avec les réfugiés fait partie des luttes qui se sont déroulées depuis un an au Honduras.

J'ai eu l'occasion de participer moi-même à une réunion organisée par ce Comité dans la ville industrielle de San Pedro Sula, dans la partie septentrionale du pays. Les participants étaient pour la plupart des représentants des divers syndicats. La manière dont ils ont discuté et décidé d'organiser une campagne pour collecter des vêtements qui puissent servir d'uniformes pour les révolutionnaires salvadoriens était une démonstration de la volonté et de l'expérience de travail de solidarité qui existent déjà dans les syndicats.

L'un des participants à cette réunion — du syndicat des mineurs — a expliqué que « la solidarité avec la révolution salvadorienne est partie intégrante de notre propre combat. Nous savons que leur triomphe au Salvador nous rapprochera de la victoire au Honduras ; mais s'ils sont vaincus, nos possibilités en seront réduites d'autant... »

Lars PALMGREN
Tegucigalpa, 29 mars 1981.

ROUGE

CHAQUE SEMAINE
EN VENTE
DANS LES KIOSQUES

Quatrième Internationale

avril-mai-juin 1981

EDITORIAL :

Espagne : signal d'alarme.....
Ernest Mandel et John Ross - Nécessité d'un organisation internationale révolutionnaire.....

Fitzroy Ambursley - L'échec du socialisme démocratique à la Jamaïque et l'avenir de la révolution à Grenade.....

Pierre Frank - La théorie de la révolution permanente.....

Alain Brossat - Petr Uhl, Rudolf Bahro, le marxisme renaît à l'Est.....

ARCHIVES DU MARXISME :

Grigory Kostjuk - Les Années maudites.....

NOTES DE LECTURE :

Wang Fan-hsi : *Chinese revolutionary Memoirs 1919-1949* ; Léon Trotsky : *Oeuvres*, tome 9 ; Nadya de Beule : *Het Belgisch Trotskisme 1925-1940*,...

ABONNEMENTS : 1 AN, 4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français

Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir

93100 MONTREUIL

FRANCE

FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges

Ab. soutien 1 000 francs belges

Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-102043-12 de

Quatrième Internationale

12, rue de la Banderie

1000 BRUXELLES

BELGIQUE

AUTOGESTIONS

revue trimestrielle

N° 5
printemps 81

numéro spécial

POLOGNE : LA BRECHE ?

• Articles de J.Kuron, K.Modzelewski, W. Kuczynski, etc. • Documents inédits •
Débat avec K.Pomian, D.Singer et A.Smolar •

Editions PRIVAT, 14 rue des Arts, 31.000 Toulouse.

Abonnements 1981 : 100 F.(indiv.) et 120 F. (inst.) France. 110 F (indiv.) et 110 F. (inst.) Etranger.

Prix au numéro : 30 F. Vendue en librairie

L'alliance ouvrière et paysanne au centre du Ier Congrès du Syndicat des paysans

NOUS ne sommes pas contre le socialisme. La propriété privée des moyens de production existe maintenant depuis 35 ans dans notre pays et nous ne la remettons pas en cause. Ce que nous voulons, c'est aller de l'avant. Et, pour cela, il faut bien le dire, il faut peut-être transformer un peu le système actuel, faire qu'il existe une véritable démocratie. Et la démocratie, c'est aussi notre droit à créer un syndicat », affirmait un paysan lors d'une réunion de « Solidarité rurale » à Torun en mars dernier, au moment même où la bureaucratie polonaise s'en prenait à longueur de colonnes aux visées « antisocialistes » des paysans en lutte pour leur droit à l'auto-organisation.

L'enregistrement du syndicat des paysans qui doit intervenir le 10 mai prochain représente le résultat de cinq mois de luttes, de grèves et d'affrontements parfois très durs comme en témoigne l'interview que nous publions plus loin.

L'exigence des paysans d'avoir le droit de s'organiser, au même titre que les ouvriers, confirme l'extension du processus de radicalisation qui s'étend à toutes les couches de la société polonaise. Mais la reconnaissance légale de « Solidarité rurale » constitue aussi un camouflet sans fard pour les bureaucraties de tous bords.

Les autorités soviétiques ont dû s'en étrangler de rage, elles qui ne cessent depuis des mois de lancer de violentes attaques contre toute perspective de constitution d'un tel syndicat. Cela renforcera sans aucun doute leur propagande sur les dangers que fait courir au pays l'existence d'une organisation de « koulaks » dont les objectifs ne peuvent être que réactionnaires.

« Il y a de plus en plus de gens intervenant de l'extérieur, dont la biographie montre qu'ils sont totalement étrangers aux intérêts des paysans, qui ne cachent pas leurs objectifs antisocialistes et même — il faut bien le dire — contre-révolutionnaires », affirmait de son côté Stanislaw Kania début janvier 1981, caractérisant les revendications avancées par « Solidarité rurale » comme « un programme de division, peu constructif et ne faisant pas avancer les choses (1) ».

Pour plus « subtile » qu'elle se veuille, cette approche marquée par une vision policière de l'histoire en prend, elle aussi, un méchant coup. « Pour la première fois, les paysans cherchent à s'organiser pour la réalisation des intérêts qui leur sont communs à tous. Il est compréhensible que cela soit peu agréable au pouvoir. Ce dernier se trouve confronté à une force sociale qui va pouvoir imposer ses objectifs. La réalisation des principes théoriques de l'alliance ouvrière-paysanne — qui est justement en train de se concrétiser — signifie que le pouvoir perd la possibilité de manipuler tranquillement et de manière incontrôlée une partie de la société et, plus encore, la possibilité de manipuler chaque paysan individuellement. (2) »

En effet, les paysans se montrent non seulement décidés à dépasser les conflits qui les opposaient traditionnellement entre eux, mais ils affirment leur volonté d'établir une alliance durable avec la classe ouvrière. Et la défense des militants de « Solidarité » ou du KOR frappés par la répression — tels Jacek Kuron et Adam Michnik dont on venait d'apprendre la mise sous surveillance policière — occupait une bonne place dans les interventions des délégués au Ier Congrès paysan qui s'est tenu les 8 et 9 mars derniers à Poznan.

Trois organisations paysannes créées l'automne dernier dans la foulée de « Solidarité » s'unissaient ce jour-là pour constituer le Syndicat national des paysans indépendants « So-

lidarité ». Ce qui frappait parmi les 490 délégués venus de tout le pays — représentant plus de 90 % des villages polonais, et pour certaines régions jusqu'à 80, 85 et même parfois 95 % des agriculteurs indépendants —, c'était la détermination avec laquelle ils abordaient le problème de l'unité paysanne et de l'alliance ouvrière et paysanne.

« C'est la première fois dans l'histoire qu'un syndicat paysan voit le jour dans notre pays, et c'est grâce aux ouvriers qui nous ont montré la voie que nous avons décidé de nous organiser. Au départ, il existait plusieurs associations, dans différentes régions, avec différents noms, mais leur programme était sensiblement le même et l'aspiration à l'unité s'est faite sentir dès le départ. Aujourd'hui, c'est chose faite, et le seul problème qui subsiste, c'est de nous mettre d'accord sur le nom de ce nouveau syndicat... », affirmait un dirigeant de « Solidarité rurale » de la région de Poznan lors d'une réunion de préparation au Congrès national. « Nous sommes redevables aux travailleurs qui nous ont tendu une main fraternelle et qui nous appuient dans notre lutte pour la reconnaissance de "Solidarité rurale" », affirmaient de leur côté les 500 délégués de la région de Cracovie dans une résolution votée lors de leur congrès régional (3).

UN ESPRIT COOPÉRATIF

Ce qui frappait également à Poznan, c'était la détermination des délégués présents à se faire reconnaître en tant que syndicat indépendant, et non en tant qu'association au statut mal défini que la bureaucratie serait à même de manipuler et de déclarer illégale à la première occasion.

« Ils » disent qu'ils sont « pleins de bonne volonté »... On verra bien », affirmait un paysan qui ne cachait pas sa méfiance à l'égard des autorités. « Le test, ce sera s'ils acceptent ou non l'enregistrement de notre syndicat. Notre seule garantie d'existence pour l'instant, c'est "Solidarité ouvrière" et le soutien des travailleurs. Mais de toute façon, "ils" sont coincés. Vous avez bien vu les accords de Rzeszow (4) : ils sont signés par Kaczala, le président de la commission gouvernementale, et par le "Comité de grève agissant au nom de comité de fondation du syndicat indépendant des paysans individuels". Donc, ils ont passé des accords avec une organisation illégale... J'en connais un qui a dû se faire sonner les cloches et qui risque d'y perdre son poste ! Il devait être un peu endormi au moment de la signature... », me dit un paysan dans les couloirs du Congrès, tout content qu'« ils » soient si bêtes.

1. Déclaration de Stanislaw Kania du 9 janvier 1981, citée par Solidarité paysanne, supplément spécial au Service d'information de Poznan, daté du 26 janvier 1981.

2. Jednosc, journal de « Solidarité » de Szczecin, numéro 3 (21), du 23 janvier 1981.

3. Gonicz Malopolska (Le Courrier de la petite Pologne), bulletin de « Solidarité » de Cracovie, numéro 17, du 18 février 1981.

4. Accords de Rzeszow : accords qui furent signés le 20 février à Rzeszow (après sept semaines d'occupation de locaux, de sit in et de manifestations). Les délégués paysans venus de tous le pays fin janvier pour soutenir la lutte des paysans d'Ustrzyki Dolne décidèrent de mettre en place à Rzeszow un Comité constitutif du syndicat indépendant des paysans individuels qui élaborera un programme de revendications et qui parvint finalement à signer un compromis avec le gouvernement à la suite d'une série d'affrontements et de négociations avortées.

Déclaration d'intention du Syndicat des paysans indépendants « Solidarité »

Après avoir réaffirmé que l'objectif principal du syndicat des paysans indépendants est de défendre leurs intérêts immédiats et non de constituer une organisation politique concurrente au POUP, le présidium du syndicat affirme :

« (...) 4. Nous avons des relations constructives et de collaboration avec toutes les organisations actives à la campagne. (...) L'indépendance organisationnelle pourra nous conduire plus vite à une coopération et à une défense de nos intérêts communs qu'une unité organisationnelle factice. Nous reconnaissons comme indispensable le renforcement du coopérativisme paysan, sans lequel il est difficile d'imaginer que l'agriculture puisse devenir un service au sens plein du terme. Mais nous considérons également comme indispensable le renforcement de l'autogestion paysanne, ce qui impliquera une modification dans les services effectués par les coopératives actuelles et les liens qu'elles ont entre elles.

« (...) Les machines doivent être accessibles aux paysans. Les cercles agricoles (de villages) doivent disposer de tracteurs alors que les machines spécialisées et les ateliers de réparation doivent être pris en charge par la commune. Afin de permettre l'existence d'une véritable autogestion, il faudrait adopter le principe selon lequel les paysans individuels tout comme les cercles agricoles sont membres directs des coopératives existantes. Nous considérons qu'un élément essentiel de l'autogestion paysanne réside dans la tenue d'assemblées de paysans. Les intérêts de l'ensemble de la communauté paysanne au niveau de la commune doivent être représentés par des conseils communaux démocratiques à l'échelle du pays tout entier. Mais l'existence d'organisations paysannes autonomes données ne saurait être confondue avec l'autogestion paysanne en tant que telle (...) ».

Présidium du NSZZRI Solidarnosc.
7 avril 1981.

Poème...

N.S.Z.Z.I.R. :

Du bon lait pour tes enfants

Le poing a été le dernier

Argument de la couronne

Le poing sera le dernier

Argument du peuple

Pensées, Karl Marx

TRAVAILLEUR !

Si tu ne veux pas

Mourir de faim

Exige l'enregistrement

Du Syndicat autonome

Et indépendant

Des paysans individuels

« Solidarité »

* Extrait du bulletin de « Solidarité rurale » de la région de Gdansk, numéro 2, du 7 février 1981.

Dans les diverses plates-formes avancées par les organisations régionales représentées au Congrès — voir ci-dessous l'extrait du programme de « Solidarité rurale » de la région de Poznan —, une place importante était réservée au problème de l'autogestion paysanne et de l'organisation en associations coopératives.

Dans l'interview qu'elle nous a accordée, Stanislaw Domaracka insiste elle aussi sur cette question. Le poids qu'elle accorde à tous les problèmes sociaux montre bien que ce qui prévaut chez elle, ce n'est pas une approche individualiste de propriétaire défendant avant tout sa terre et ses intérêts, mais une compréhension de ce que les problèmes ne pourront être résolus que de manière collective.

Pour elle, l'argent procuré par la location des tracteurs devra être affecté à des dépenses utiles à toute la communauté (routes, ponts, locaux de réunion). Ce qui donne tout son sens à une perspective d'autogestion paysanne qui n'a de raison d'être que si elle dépasse l'horizon limité de la petite exploitation individuelle pour poser des problèmes collectifs, comme ceux de l'administration municipale, de la voirie, des transports, de l'approvisionnement ou de la commercialisation des produits.

Certes, il existe aussi d'autres points de vue, d'autres courants dans le mouvement paysan polonais, et l'on ne saurait nier que certains entendent se servir du syndicat pour défendre avant tout leurs intérêts particuliers. Cela vaut avant tout pour de nombreux agriculteurs plus aisés, pour qui la revendication de la garantie de la propriété de la terre a une signification toute différente de celle qu'elle a aux yeux des innombrables paysans pauvres (un tiers de l'ensemble des agriculteurs indépendants) dont la ferme de moins de 2 ha suffit à peine à nourrir leur famille, et qui ne produit quasiment rien pour le marché (5).

Ce n'est pas un hasard si Stanislaw Domaracka, cette paysanne d'une cinquantaine d'années, d'une combativité extraordinaire, vient de Bieszczady, l'une des régions les plus pauvres du sud-est du pays, à la frontière soviétique. Région où les paysans ont fait preuve d'une détermination inimaginable il y a quelques temps encore, en menant une grève de 54 jours pour obtenir gain de cause. Région où la « politique agricole » des autorités s'est traduite à l'époque d'Edward Gierek par la saisie

de 60 000 ha de terres et de forêts reconverties en terrains de chasse et en centres de repos pour les bureaucrates, avec palais et terrains d'aviation à la clef...

Mais Stanislaw n'est pas une exception — loin de là —, à écouter les délégués qui se trouvaient à ce Congrès de Poznan. Pourtant, il y a peu, la plupart des agriculteurs polonais, traumatisés par des décennies d'incurie et d'injustice de la part de la bureaucratie, ainsi que par la gabegie et les gaspillages qui règnent dans le secteur d'Etat, rejetaient souvent avec violence toute idée de coopérativisme.

Cependant, la lutte de la classe ouvrière et le soutien concret apporté par « Solidarité » aux paysans, pour aider ces derniers à se procurer les machines qui leur font totalement défaut, a permis de faire émerger un esprit coopératif parmi eux.

Ce qui montre — une fois de plus — le rôle déterminant que joue le prolétariat pour gagner d'autres couches au combat pour l'instauration d'une société véritablement démocratique, et le fait que les obstacles à la construction du socialisme en Pologne ne sont pas d'abord le fait des paysans, comme d'aucuns se plaisent à le dire, mais bien d'une minorité bureaucratique tentant, par tous les moyens, d'empêcher les masses de prendre leurs affaires en mains. A voir le cours des événements, les bureaucrates ne semblent pas prêts d'arriver à leurs fins...

Aux réflexions amères d'un journaliste catholique de la presse officielle qui, lors d'une conférence de presse tenue pendant le Congrès de Poznan, reprochait aux paysans d'être trop pressés, de vouloir tout obtenir à la fois, c'est un petit curé de campagne, bien connu pour sa combativité depuis les grèves d'août 1980, qui répondit : « Vous savez, quand Lénine a décidé de faire la révolution, il n'a pas été demander la permission à "ceux d'en haut". Il a consulté ses camarades et ils ont foncé... »

Jacqueline ALLIO
30 avril 1980.

5. Pour plus de données sur la répartition des terres et sur la situation objective des paysans en général, lire l'article de Jacqueline Allio, dans *Inprecor*, numéro 94-95, spécial économique, du 16 février 1981.

« L'aide que nous apportent les ouvriers de Mazowsze est un exemple de l'unité entre les paysans et les travailleurs... »

Un entretien avec la militante paysanne Stanisława Domaracka

— INPRECOR : Après le Congrès qui vient de se tenir, le Syndicat des paysans indépendants est aujourd'hui une réalité (1). Vous étiez déléguée au Congrès, comment en êtes-vous arrivée à la conviction qu'il fallait constituer un syndicat indépendant dans votre région ?

— Stanisława DOMARACKA : Après les accords de Gdansk de fin août 1980, ce sont les paysans qui — en tant que couche sociale la plus défavorisée — ont décidé d'entrer en lutte pour leurs droits. Nous avons commencé à organiser les gens des villages contre l'oppression et contre la discrimination dont nous sommes victimes de la part des autorités. Nous paysans, nous n'avions pas la possibilité de nous défendre puisque la loi ne nous permet pas de nous regrouper dans une organisation syndicale.

C'est pourquoi certaines entreprises se sont jointes à nous et nous avons pu former une sorte de fédération comprenant les paysans, les ouvriers et d'autres groupes professionnels. Et c'est sous le nom de cette fédération que nous nous sommes enregistrés auprès du MKZ de Cracovie. C'est grâce à l'existence de cette fédération que nous avons pu organiser les paysans de la région, et ceci bien qu'il y ait très peu d'autochtones chez nous : beaucoup viennent d'autres régions de Pologne, il y a même des Grecs (2), etc. Mais cela ne nous a pas empêchés de nous unir pour lutter tous ensemble, parce que nous sommes tous opprimés.

Nous pensions déjà tous au moment de notre libération, car nous étions persécutés. Ils nous privaient de la presse, nous prenaient nos documents officiels, nous étions retenus au poste par la milice, ils ont même volé son vélo à l'un d'entre nous et tous les documents qu'il rapportait d'une réunion.

Le 7 novembre 1980, nous avons donc tenu une assemblée avec les gens de toute la région de Bieszczady, au cours de laquelle nous avons exigé que les autorités en finissent avec ces pratiques. C'est de ce moment-là que date le début du fonctionnement de notre fédération, et cela a duré jusqu'aux accords de Rzeszow le 20 février 1981. A partir de là, nous nous sommes transformés en Comité constitutif du Syndicat autonome et indépendant des agriculteurs individuels (NSZZRI) « Solidarité ». Et c'est le nom qui sera le nôtre désormais, après la décision du Congrès qui vient de se tenir. Personnellement, je regrette qu'on n'ait pas décidé de s'appeler « Solidarité rurale » : nous

sommes des paysans et c'est important qu'on puisse distinguer notre syndicat du syndicat des ouvriers. Mais cela n'a pas été accepté parce que c'était le nom de l'une des trois organisations paysannes qui existaient depuis l'automne et qui viennent de fusionner. Et, ma foi, il était plus important de s'unir en un seul syndicat que de rester en désaccord à cause d'un nom.

— Quelle est la situation des paysans dans votre région ? Est-ce qu'ils possèdent beaucoup de terres ou est-ce une région pauvre ? Et quels étaient les problèmes les plus brûlants qui vous ont poussés à vous révolter et à vous organiser comme vous l'avez fait ?

— La moyenne des paysans d'ici possède entre 10 et 15 ha. Certains en ont plus, mais d'autres n'en ont que 4 ou 5. Moi, par exemple, j'ai 8 ha de champs et, à part cela, 22 ha improductifs. Et ceux qui rendent quelque chose, il m'a fallu trois ans pour les arracher à la montagne. Je n'ai ni cheval ni tracteur, comme la plupart des paysans de la région. Je n'ai que 24 têtes de bétail dont quelques vaches et 10 brebis.

D'une manière générale, les terres sont très pauvres chez nous. Ce sont des terres de montagne, des terres rocailleuses, de sixième catégorie... Et en plus, les champs sont souvent ravagés par les animaux sauvages, ce qui fait que les gens ont cessé de les cultiver. Les dédommagements que nous recevons sont d'un montant dérisoire. Du coup, les paysans sont obligés de se mettre à l'élevage, mais, le plus souvent, ça marche mal à cause du climat qui est très dur.

Pour nous, l'année écoulée a été l'une des plus dures sur le plan financier. Sur nos 8 ha, il n'y en a que la moitié qui a rapporté quelque chose, car les cerfs et les sangliers ont détruit tout le reste. Ce qui fait qu'aujourd'hui, à la mi-mars, nous n'avons plus du tout de fourrage et que nous devons l'acheter très cher.

La plupart des gens travaillent très dur chez nous. Alors, il ne faut pas s'étonner si le nombre des malades est aussi élevé ici par rapport à d'autres régions. On a calculé qu'en 1980 il y avait 500 tuberculeux sur une population de 20 000 habitants dans notre région. Or, il n'y a aucun sanatorium dans les environs. Le plus proche se trouve à quelque 200 km.

Sur d'autres plans aussi, les conditions sociales sont très mauvaises. Les autorités ont liquidé les écoles de villages

pour ne conserver que celles qui se trouvent dans les bourgs. Chez nous, les enfants sont obligés de faire 10 à 15 km le matin, en bus, dans les montagnes, dans des conditions très pénibles, pour aller à Ustrzyki Dolne. Ils attendent debout dans le froid à l'arrêt de l'autocar et ils arrivent à Ustrzyki avant 7 h alors que l'école ne commence qu'à 8 h. Comment est-ce qu'ils peuvent apprendre quelque chose dans des conditions pareilles, alors qu'ils sont épuisés, sans rien dans le ventre ? Et pour le retour, c'est pareil : ils rentrent avec l'autocar, et ils sont parfois obligés d'attendre ; ils passent alors deux ou trois heures à errer dans les rues, et ils arrivent à la maison fatigués et affamés. Il ne faut pas s'étonner s'ils ne réussissent pas dans leurs études : ils n'ont plus de force pour apprendre. C'est incroyable quand on pense que les écoles qui ont été bâties avec notre argent restent vides au milieu de nos villages...

A Ustrzyki, le nombre de places à l'école maternelle est totalement insuffisant, sans compter que la crèche est en ruines... En revanche, il y a des restaurants et des bars à profusion, avec de la bière et de la vodka.

De plus, il faut ajouter qu'en général, il n'y a aucun lieu de rencontre ni de récréation, pas de maisons de la culture. Il n'y a pas de cinéma ambulant dans les villages. Le plus proche est à Ustrzyki, et pour certains cela veut dire faire 60 km. Il n'y a aucun cadre culturel. Les bibliothèques ont été dévastées, leurs rayons ont été vidés et on ne sait même pas ce que sont devenus les livres.

— Qu'en est-il de ce dont on a beaucoup entendu parler dans la presse occidentale à propos de ce qui se passait dans la région de Bieszczady, à savoir la saisie des terres par les autorités et leur utilisation pour la satisfaction des besoins personnels des bureaucrates ?

1. Premier congrès national du Syndicat autonome et indépendant des paysans individuels « Solidarité » (NSZZRI — *Solidarność*), qui entérinait la fusion des trois organisations paysannes autonomes nées l'an dernier après les grèves d'août et liées à « Solidarité ». Ce congrès s'est tenu à Poznań les 8 et 9 mars dernier.

2. La minorité grecque orthodoxe représente une proportion relativement importante de la population dans la région de Bieszczady. Il s'agit d'une communauté issue d'un mouvement d'émigration datant du siècle dernier.

— Ah oui, ça, c'est ce qu'il y a de plus révoltant. Les paysans ont été expulsés de douze villages de la région de Bieszczady et se sont retrouvés privés de tous leurs droits. Ils ont saisi 60 000 hectares de champs et de forêts pour les transformer en réserves de chasse et en centres de repos pour la bureaucratie. Dans d'autres villages, comme Muczne dans la région de Smolnik, ils ont saisi des forêts et des terrains entiers ainsi que des maisons de forestiers, et les forestiers ont été obligés de partir pour d'autres régions.

Dans les réserves de chasse, ils ont accumulé artificiellement une quantité de gibier qui dévaste les champs des paysans, sans compensation en retour. Et beaucoup de gens ne supportent pas cette situation. Un paysan de Jureczkowa dont on avait saisi les terres pour en faire un terrain de chasse à l'intention des membres du Conseil des ministres en est même devenu fou. Un autre à qui il ne restait presque plus rien à fini par se pendre de désespoir. Il a laissé trois petits enfants derrière lui...

Un certain Bonczak, chef de l'administration locale, a saisi des champs de paysans de la région au nom de l'administration et il les a tout simplement vendus à sa famille. En plus, il coupait les arbres sans en avoir le droit et il mettait l'argent de la vente du bois dans sa poche. Sans parler du fait que tous les postes de l'administration qu'il dirigeait étaient occupés par des membres de sa famille... Il a donc licencié tous les gens qui travaillaient là auparavant sous de faux prétextes. Il n'occupe plus ce poste, mais cela ne change rien à sa situation puisqu'il est maintenant directeur d'une maison de repos à Polanczyk...

Dans un autre village, à Stefkowa, il a vendu la salle communale à un membre

de sa famille sous prétexte qu'elle était dangereuse et qu'elle menaçait de s'écrouler. Son parent y a installé un atelier de menuisier avec plusieurs machines très bruyantes et, depuis un an qu'il y est, on peut constater que la salle tient parfaitement debout. Mais il n'y a plus de salle communale...

Ailleurs, les autorités ont fait des choses incroyables. Par exemple, ils ont carrément changé le nom de villages qui existaient — pour certains depuis des siècles — comme Ucherce qui porte un nom hongrois vieux de six cents ans, pour l'appeler Nowa Wies Bieszczadzka (Nouveau village de Bieszczady). Ou bien encore, ils ont transformé Muczne en Kazimierzowo parce que le prénom du ministre directement intéressé à l'affaire était Kazimierz (Casimir).

Le curé d'Ustrzyki a été harcelé par les services de sécurité et la milice, sous prétexte qu'il avait acheté une petite maison à Ustrzyki. Il l'avait remise à neuf lui-même avec l'aide des paysans du coin, pour y donner ses cours de catéchisme. Ils l'ont tourmenté, ils l'ont obligé à venir dans les bureaux de l'administration régionale. Ils l'ont même condamné à une amende de 2 600 zlotys et à un an de prison avec sursis. Pourtant, la plupart des habitants d'Ustrzyki sont catholiques et, non loin de la petite maison que le curé a reconstruite, il y a une école de 600 enfants où rien n'avait été prévu pour donner des cours de catéchisme.

— Et c'est cela qui a déclenché la grève ?

— Non. C'est tout ce que je viens de dire qui est à l'origine de la colère des paysans, mais, ce qui a déclenché la grève, c'est le moment où ils ont commencé à

réprimer ceux qui voulaient créer le syndicat. La grève a commencé le 29 décembre. Le 6 janvier, une commission gouvernementale est arrivée pour discuter des revendications que nous avions mis en avant. Mais elle n'avait aucun pouvoir, elle venait simplement pour discuter, et elle voulait que ce soient les autorités locales qui signent l'accord. Mais le *voivode* (préfet) n'était pas compétent, lui non plus... Et, après un jour de discussion, il est devenu évident que la commission ne pouvait rien faire, et elle est repartie le même soir. Alors des délégations sont venues de toute la Pologne pour nous soutenir, mais, comme il n'y avait pas les conditions nécessaires pour les loger, etc., ils sont partis à Rzeszow, où une grève de soutien avait démarré trois jours auparavant.

Les ouvriers avaient occupé le WRZZ (3) de Rzeszow pour exiger que les biens des anciens syndicats soient transmis à « Solidarité » et notre grève était soutenue par les paysans de toute la région de Tarnobrzeg, Rzeszow et Przemysl. Il y en a environ 200 qui décidèrent de rester pour nous soutenir à Ustrzyki Dolne.

Le 12 janvier, au lieu de la commission gouvernementale que nous attendions pour la signature des accords, nous avons vu arriver la police secrète et la milice qui sont entrées de force dans le bâtiment de l'administration communale. A ce moment-là, il y avait 63 paysans qui occupaient le bâtiment, plus un grand nombre de délégués du reste du pays. Les forces de l'ordre étaient environ une cinquantaine. Ils avaient des matraques, des gaz lacrymogènes, et ils se sont immédiatement rendus dans la salle du télex qu'ils ont complètement détruit, et ils ont expulsé les quatre personnes qui se trouvaient dans la pièce. Ce qui a coupé les contacts que nous avions avec le reste du pays. Il n'y avait plus non plus de téléphone et nous nous sommes retrouvés totalement isolés.

C'est alors que le responsable de l'administration communale est arrivé avec un procureur, et il nous a donné l'ordre d'évacuer les lieux dans les dix minutes qui suivaient. Le responsable a lu sa déclaration, mais nous n'avons pas laissé sortir le procureur et nous l'avons retenu en otage, car nous étions conscients que, si nous le laissions partir, ils pourraient se livrer à des actes de répression à tout moment, avec les gaz, etc. Après avoir discuté une demi-heure avec lui, nous avons écrit une demande pour pouvoir rester 24 heures de plus dans le bâtiment, étant donné que les paysans ne savaient pas où

Scène de campagne polonaise.



3. WRZZ : Comité régional des syndicats « officiels » (les anciens syndicats reliés à la Confédération centrale dont l'instance a été dissoute à la fin décembre 1980). Des conflits similaires ont opposé « Solidarité » aux anciens syndicats dans de nombreuses villes, ces derniers se refusant à mettre leurs locaux — ou une partie de leurs locaux — à disposition de « Solidarité », en dépit des accords régionaux allant dans ce sens et du fait qu'ils ne représentent en général presque plus rien.

aller, la nuit étant tombée. Malheureusement, le responsable n'a pas accepté et le procureur a exigé de s'en aller immédiatement.

Pendant ce temps, nous avons commencé à emballer nos affaires, nos documents, les vivres que nous avions avec nous ; nous étions 34 à ce moment-là et nous avons exigé que le procureur signe un papier assurant notre sécurité où que nous allions. Il a refusé, mais il s'est engagé oralement à ce qu'il ne nous arrive rien. Nous sommes sortis du bâtiment en groupe et ils ont apposé des scellés sur tous les locaux que nous avions occupés.

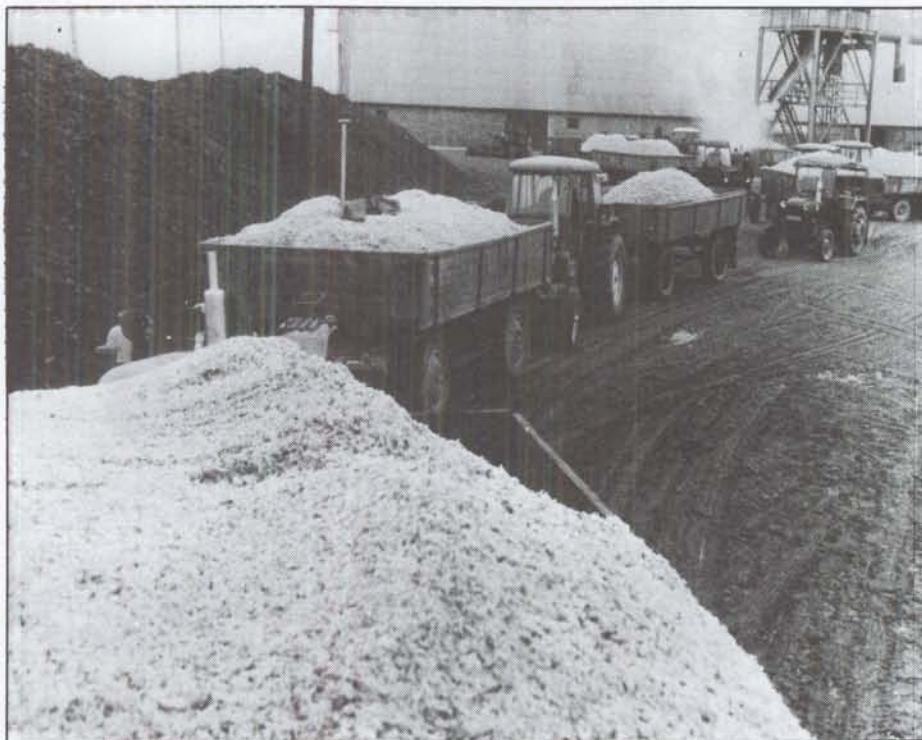
Nous sommes allés en ville et nous avons rencontré des jeunes du lycée qui nous ont crié : « *Courage, les paysans, nous sommes avec vous !* » Dans la rue, nous avons été surpris, car nous avons constaté que le bâtiment que nous avions occupé était entouré de voitures de la milice, de voitures de pompiers, d'ambulances et de policiers avec des chiens. Comme nous l'avons appris à ce moment-là, dans ce bourg de 3 000 habitants, il y avait alors 800 hommes des forces de l'ordre venus d'un peu partout qui étaient là pour nous surveiller.

Nous sommes restés en groupe pour aller à la gare, car il n'y avait plus d'autocar. Et nous n'avions pas le choix : il nous fallait voyager toute une nuit pour nous rendre à Rzeszow où la grève des paysans avait pris une dimension nationale, en liaison avec Ustrzyki Dolne. Nous sommes montés dans le train et nous avons pu constater que les cheminots étaient nos amis, dans toutes les gares où nous passions, il y avait des drapeaux polonais qui flottaient.

Mais nous n'avons pas été jusqu'à Rzeszow parce que quatre stations avant, une estafette de « Solidarité » est arrivée pour nous prévenir que nous devions descendre à la station suivante, étant donné que la ville était entourée par les forces de l'ordre, et on ne savait pas ce qui pourrait nous arriver si nous allions jusqu'à Rzeszow. A 4 heures et demie du matin, nous sommes descendus du train et nous avons marché à travers champs, de peur que nous ne soyons recherchés et que nous nous heurtions à la milice sur la route. Parmi nous, il y avait des personnes âgées, et même un vieux qui avait près de 80 ans, et nous avons fini par prendre l'autocar qui nous a amenés au bâtiment du WRZZ où l'occupation se poursuivait.

Grâce aux messages transmis par les cheminots, nous étions attendus. Après nous être reposés deux ou trois heures, nous avons déclaré que, bien que nos revendications aient été reprises dans tout le pays, nous devions retourner à Ustrzyki Dolne, qui est notre ville natale, notre région, là où nous avions été lésés. A Ustrzyki Dolne, le MKZ nous a donné deux petites salles où les 63 personnes que nous étions ont continué la grève jusqu'au 20 février.

Cela a été la plus longue grève de paysans qui ait jamais eu lieu en Pologne. Entre-temps, une commission gouvernementale avec le vice-ministre Kaczala est arrivée, mais elle n'était toujours pas man-



Raffinerie de sucre de betterave à Javoz. (DR)

datée. Pourtant, nous avons commencé les négociations, parce que c'était le seul moyen pour que nos revendications soient présentées au gouvernement. Et après être rentrée à Varsovie pour consulter les autorités, la commission est revenue le 19 février. Ils sont arrivés vers midi, nous avons pris les revendications les unes après les autres, et après seize heures de discussion, nous avons fini par arriver à un accord le 20 février, à 6 heures du matin. Seule la question du syndicat fut laissée de côté jusqu'à l'enregistrement.

— Quelles sont les revendications essentielles parmi celles qui figurent dans les accords ?

— La revendication la plus importante, c'était la question de la restitution des

terres d'Alamow qui sont des terres très riches où l'on a investi beaucoup d'argent, puisque le fonds de développement de la région de Bieszczady a été consacré pour l'essentiel à ces terrains. Mais les autorités n'ont pas accepté cette revendication ; du moins son acceptation est-elle suspendue jusqu'à ce qu'elle ait l'appui du Premier ministre.

Parmi les autres revendications contenues dans l'accord, l'un des principaux points concerne la restitution des terres aux paysans qui avaient été expulsés de ces onze villages et privés de tous leurs droits. L'accord stipule aussi la restitution à la direction de l'administration régionale de Bieszczady des 60 000 ha de forêts saisis pour en faire des centres de repos pour les bureaucrates, les champs devant,

LE PROGRAMME EN DEBAT

Le premier congrès national du syndicat paysan a été précédé d'un large débat entre les différentes organisations et en leur sein. Parfois, ces organisations régionales ont été jusqu'à la formulation de programmes, qui ont été discutés par les congressistes et servirent de base pour l'élaboration du programme de la nouvelle organisation.

Ainsi, le syndicat de la région de Poznan, après avoir réaffirmé les principales revendications de tous les paysans, écrivait : « *Le syndicat agit au nom de la nation tout entière. Il soutiendra toutes les tentatives ayant pour but l'augmentation de la production agricole en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire de la Pologne. Le syndicat soutiendra le développement des conseils d'auto-gestion rurale, élus démocratiquement. Il fera le nécessaire pour réaliser pleinement l'idée coopérative à la campagne.* »

Après avoir affirmé sa volonté de développer les échanges avec des organisations similaires dans d'autres pays, de lutter pour augmenter le niveau de qualification des paysans et pour l'amélioration de l'enseignement à la campagne, le syndicat paysan de Poznan affirmait « *lutter pour de justes relations entre les prix agricoles et les prix des moyens de production* ». Il annonçait la constitution d'un Institut syndical à Poznan, qui contrôlerait l'application de cette revendication. Enfin, et c'est encore assez rare en Pologne pour le souligner, « *le syndicat prendra la défense des droits des femmes paysannes.* »



Au chantier Lénine à Gdansk. (DR)

eux, être restitués aux paysans. Même chose pour la région de Smolnik où un problème identique se posait.

La restitution des terres est déjà effectuée dans la pratique pour 70 % des terres et des forêts concernées. C'est d'autant plus important que, sur ces terres, il y avait cinq étables avec 350 têtes de bétail chacune, mais dont les vaches n'allaient jamais brouter dans les champs. Elles étaient entièrement nourries dans les étables. Ce qui fait que le kilo de viande produit dans ces étables revenait de 1 000 à 1 200 zlotys, alors que le prix d'achat du kilo de viande payé au paysan individuel est de 50 zlotys...

De plus, nous avons exigé que les *dat-chas* récupérées sur ces terrains d'Arlamow soient transformées de façon à en faire des centres de soin pour les tuberculeux et qu'on ait enfin un sanatorium à notre disposition.

Enfin, nous avons exigé la réouverture des écoles de village pour que les enfants puissent étudier dans des conditions acceptables.

Il y a encore beaucoup d'autres revendications importantes... Par exemple, nous avons exigé qu'ils nous paient 16 000 zlotys pour les terres que nous arrachons à la montagne, comme ils le font pour les coopératives et les fermes d'Etat lorsqu'elles transforment une terre en friche en terre cultivable. Alors que moi, pour mes 22 ha incultes, je paie un bail de 4,5 millions de zlotys plus 12 000 zlotys d'impôts annuellement. Mais nous nous sommes battus pour obtenir une réduction des impôts pour les terres de montagne, et ce sera le cas à partir de fin avril pour celles qui sont situées au-dessus de 350 m d'altitude.

— Et vous pensez que les autorités fi-

niront par accepter l'enregistrement ? Comment voyez-vous la situation dans les semaines et les mois à venir ?

— Oui, je crois qu'ils seront obligés de nous enregistrer. Parce que nous sommes forts et unis. C'était frappant dans le congrès régional que nous avons tenu pour préparer le Congrès national. Pour la petite région de Bieszczady, 200 délégués paysans ont assisté à ce congrès qui a eu lieu dans un petit village, à Ustjanowa. Et nous nous sommes tous mis d'accord pour une délégation au Congrès de Poznan, sur des bases communes. Il faut dire qu'à Bieszczady, il existe déjà des groupes organisés dans chaque village, qui regroupent près de 95 % des paysans.

— Tant que ça ?

— Oui, mais ça va vite, vous savez. Par exemple, dans notre cercle, nous étions 12 ou 13 au début, mais maintenant 50 ou 60 personnes viennent aux réunions. Les gens s'inscrivent tous à « Solidarité rurale » à cause de l'influence que notre syndicat a gagné ces derniers temps.

C'est complètement différent de ce qui se passait avec les « cercles paysans » officiels. Il faut dire qu'ils envoyaient le directeur de la coopérative, le secrétaire du parti ou un membre de l'administration régionale, et, sur une centaine de membres, il n'y avait jamais plus de 10 personnes aux réunions. Et encore, tous n'étaient pas membres des « cercles ». A deux ou trois personnes — le président, le vice-président et le secrétaire — ils faisaient une réunion, envoyaient un compte-rendu. Il y avait beaucoup de cercles, mais peu de gens actifs. C'étaient des structures complètement vides.

— Quelles sont vos perspectives et qu'est-ce qui vous paraît essentiel pour le développement du Syndicat des paysans indépendants ?

— Pour nous, à Bieszczady, le plus important — notre rêve —, c'est de disposer de machines afin de pouvoir cultiver les terres en friche et de les utiliser pour la culture. Car il est impossible de vivre uniquement de l'élevage. Bien sûr, ce ne sont pas de bonnes terres, mais on pourrait y cultiver du seigle et des patates. Mais, pour ça, il nous faut encore des semences, et, pour l'instant, nous n'en avons pas.

Les autorités nous ont pris toutes les bonnes terres, parfois même ils nous les prenaient avant que nous ayons eu le temps de faire les récoltes. Et, à la place, ils nous ont donné d'autres terres, plus haut dans la montagne, sur lesquelles rien ne pousse, parce que ce sont des terres humides ou acides. Et c'est comme ça qu'ils ont donné 400 ha de bonnes terres à la coopérative. Mais il faut voir comment la coopérative les a cultivées... Ils ne ramassaient pas les foin, alors les foin pourrissaient. Et, dès le début du mois de janvier, ils étaient obligés d'acheter du fourrage à des prix exorbitants.

C'est pour cela qu'on veut qu'ils nous rendent toutes ces terres.

Quant aux machines... Celles qui appartiennent aux coopératives sont aujourd'hui complètement abîmées parce qu'elles n'ont jamais été entretenues. Ils ont 38 tracteurs à Ustrzyki, mais je ne sais pas s'il y en a seulement 8 qui fonctionnent. Alors que nous, à partir du printemps, nous n'avons rien pour travailler la terre...

C'est pourquoi nous avons décidé de constituer des coopératives pour pouvoir disposer de deux à trois tracteurs, et les MKZ nous aident à nous organiser. Dans notre cas, c'est le MKZ de Mazowsze (Varsovie) qui nous aide (4). Cela veut dire qu'ils nous ont prêté 4,3 millions de zlotys avec lesquels ils ont acheté 14 tracteurs à l'usine d'Ursus. Ils vont arriver d'un jour à l'autre à Ustrzyki pour la coopérative. Trois personnes s'en occuperont et seront responsables de l'entretien du matériel, de se procurer les pièces de rechange et l'essence nécessaires, de s'arranger pour ce qu'ils ne restent pas dans les champs la nuit. On signera un accord devant le notaire à ce propos.

Mais ce sera une responsabilité collective. Il n'y aura pas de fonctionnaire payé par l'association. Chacun travaillera pour l'association de manière non rémunérée. On aura de l'argent dès le printemps pour payer les pièces et l'essence quand les tracteurs commenceront à être utilisés. Mais ces trois personnes devront faire que les tracteurs soient utilisés au maximum, du matin au soir pendant les périodes d'intense activité, pour que cela représente une véritable aide.

Parce que, jusqu'ici, pour pouvoir disposer d'un tracteur de la coopérative, il fallait se lever à 4 h du matin et faire la queue tous les jours, au moins pendant deux semaines, à attendre comme des chiens que le directeur de la coopérative veuille bien vous prêter le tracteur. Et il y avait tous les jours 20 à 30 personnes à attendre... Et il n'y avait pas de tracteur parce que la coopérative les utilisait en priorité pour cultiver ses propres champs et qu'ils n'avaient aucun intérêt à ce que les paysans indépendants les utilisent.

Alors, grâce au MKZ de Mazowsze, on va sortir de là... Le printemps arrive, et on pourra utiliser ces tracteurs pour les travaux à venir.

A part cela, l'argent provenant de l'utilisation des tracteurs qui ne sera pas nécessaire pour l'entretien des machines, nous l'utiliserons pour des travaux utiles à la communauté, qu'il s'agisse de réparer une route, un pont ou une maison communale, ou même pour en construire une s'il le faut, ou encore pour construire un garage pour nos tracteurs afin qu'ils ne s'abîment pas.

Nous voulons être les premiers à organiser de telles coopératives dans la région de Bieszczady. Cela permettra de faire cesser le trafic qui existait jusqu'ici. Lorsque la coopérative vendait des tracteurs d'occasion, les paysans devaient attendre deux à trois ans pour pouvoir l'acheter, et, la plupart du temps, ils ne le recevaient pas malgré leur demande. Mais, si un membre de la famille du directeur venant d'une autre *voïvodie* payait une commission, alors le directeur lui vendait

le tracteur... C'est ainsi que, dans mon village, il y en a eu un qui a acheté un tracteur pour 12 000 zlotys, et, après l'avoir un peu réparé, il l'a revendu pour 40 000 zlotys ! Et, la même année, il a pu s'acheter un tracteur tout neuf. Il a deux chevaux, et comme il a des parents dans l'administration communale, tout s'arrange sans problèmes pour lui...

— Et en ce qui concerne toutes les revendications sociales ?

— Il y aura bientôt une commission gouvernementale qui doit venir, avec les pleins pouvoirs pour réaliser les accords sur ce plan, car tout est loin d'être parfait. Et il faudra que nos revendications soient appliquées dans tout le pays par la commission nationale qui a été mise en place après les accords de Rzeszow. Qu'on n'ait pas fait grève 54 jours et dormi sur le plancher à 64 pour rien ! Mais ce n'est pas pour rien : regardez l'aide que nous apportent les ouvriers de Mazowsze, est-ce que ce n'est pas un exemple bien concret de l'unité qui peut exister entre les paysans et les travailleurs ? ■

Propos revueillis par Jacqueline ALLIO
Ustrzyki Dolne, 15 mars 1981.

4. Mazowsze est le nom de la région autour de Varsovie, d'où le nom du MKZ (comité inter-entreprises) qui regroupe non seulement les délégués des usines et des entreprises de la capitale, mais aussi des petites villes des environs.

En plus de la gabegie bureaucratique, des inondations ont ravagé en juillet 1980 les récoltes. (DR)



Deux référendums contre l'avortement

Une attaque contre le droit des femmes,
une attaque contre tous les travailleurs

LE 17 mai prochain, les électrices et électeurs italiens sont appelés à se prononcer sur deux référendums (1) qui remettent en cause les acquis de la Loi 194 sur l'in-

terruption de grossesse (voir encadré), adoptée en juin 1978 après de vastes mobilisations des femmes qui avaient réussi à rallier à leur cause les grandes organisations ouvrières.

Anna LIBERA

Ces référendums représentent une attaque contre un droit élémentaire des femmes, mais ils se situent dans le cadre d'un plan d'attaque plus général de la bourgeoisie et des patrons italiens contre les acquis des luttes ouvrières et de masse de ces douze dernières années. Le premier volet de cette attaque concerne l'emploi ; on en a vu la première phase avec le licenciement déguisé (avec la mise au chômage technique prolongée) de milliers de travailleurs de la FIAT. Dans ce cas-là, une fois de plus, les femmes sont les premières touchées, les premières renvoyées à la maison.

Le second volet de l'attaque patronale est la politique d'austérité qui affecte les dépenses publiques, plus particulièrement les dépenses sociales et de san-

té. Là également, les femmes sont la cible privilégiée d'une attaque qui frappe les *consultori* (2), les crèches, le développement des équipements sanitaires pour pratiquer les interruptions de grossesse. Le lien n'est que trop évident entre les deux volets de cette attaque et la remise en cause du droit à l'avortement.

Mais l'offensive patronale vise beaucoup plus : on l'a vu ces dernières semaines avec les propositions de limitation du droit de grève et de remise en cause de l'échelle mobile. La bourgeoisie italienne n'est certes pas en condition de pratiquer une attaque frontale contre le mouvement ouvrier et c'est pourquoi elle lance des ballons d'essai, fait des tests sur des questions où elle estime un succès possible, soit parce que les organisations ouvrières se sont montrées « sensibles » à ses arguments (échelle mobile), soit parce

qu'elle s'attaque à un « maillon faible » (les femmes dans le cas de l'avortement). Ainsi, une victoire des référendums anti-avortement le 17 mai ne représenterait pas seulement une grave défaite pour les femmes, mais serait un signal indiquant à

1. On votera en fait sur 6 référendums le 17 mai en Italie : les deux référendums sur l'avortement, un référendum sur le port d'armes, un référendum sur la prison à perpétuité, un référendum sur les tribunaux militaires et un référendum sur la loi anti-terroristes. La procédure référendaire est une procédure abrogationniste (le référendum doit proposer l'abrogation d'une loi existante); les initiateurs doivent recueillir 500 000 signatures de citoyens pour pouvoir présenter leur référendum.

2. Les *consultori* sont des structures paramédicales existant au niveau des quartiers et développant des activités comparables à celles du Planning familial en France, à la différence près qu'ils sont financés par l'Etat.

Marco Panella, du Parti radical italien. (DR)



Arnaldo Forlani, de la Démocratie chrétienne. (DR)



la bourgeoisie qu'elle peut passer à l'offensive sur d'autres fronts.

L'EGLISE CATHOLIQUE EN PREMIERE LIGNE

Telle est la réalité et tel est l'enjeu de la bataille autour des référendums. Ils ne doivent pas être masqués par le fait que, cette fois-ci, c'est l'Eglise catholique en tant que telle qui est à la pointe du combat, alors que la Démocratie chrétienne (DC) a pu manifester quelque embarras face à un affrontement qui la met en difficulté avec ses alliés politiques du moment.

L'Eglise est bien l'acteur principal de l'attaque et on ne saurait mettre sur le même pied le référendum du Mouvement pour la vie et celui du Parti radical, tant pour leur contenu que pour les forces sociales qui les soutiennent.

Le référendum du Mouvement pour la vie (voir encadré sur le référendum du Mouvement pour la vie) demande l'abrogation de toutes les dispositions de la loi qui permettent l'avortement et limite strictement la possibilité de l'interruption de grossesse au cas où la vie de la mère serait en danger. Il entend ainsi revenir à la situation qui prévalait avant l'adoption de la Loi 194.

Au départ, la hiérarchie de l'Eglise catholique ne s'est pas engouffrée dans cette bataille. Au lendemain de l'adoption de la Loi 194, la Conférence épiscopale italienne (CEI) était divisée sur la marche à suivre. Certains évêques (Benelli, Siri) étaient favorables à un recours immédiat au référendum abrogationniste. Ce secteur, motivé par les intérêts propres à l'Eglise, craignait que l'entrée en vigueur de la loi (à laquelle une majorité de catholiques se dit favorable) ne sape encore plus sa crédibilité et entendait donc profiter du reflux relatif de la radicalisation pour tenter de regagner le terrain perdu.

Mais la majorité des évêques, la fraction de la hiérarchie la plus liée à la Démocratie chrétienne qui ne voulait pas d'un tel affrontement au moment où elle construisait péniblement une alliance gouvernementale avec le Parti socialiste italien (PSI) — qui est favorable à l'avortement —, refusait de s'engager directement dans cette bataille.

La CEI laissait cependant une porte ouverte en se déclarant disposée à appuyer des initiatives prises par d'autres.

Dans un premier temps, le Mouvement pour la vie a eu énormément de difficultés dans la collecte des 500 000 signatures nécessaires. A la mi-septembre de l'année passée, il n'en avait rassemblé que 100 000. La hiérarchie catholique, le pape Jean-Paul II en tête, a alors compris qu'un échec du Mouvement pour la vie retomberait sur tout le front anti-avortement, en premier lieu sur l'Eglise.

Dans un discours fin septembre, le pape enjoignait à toutes ses ouailles, et avant tout aux organisations catholiques, d'entrer en lice. En quelques jours, l'appareil de l'Eglise a su pallier les carences du Mouvement pour la vie, en rassem-

Le Loi 194 sur l'interruption de grossesse

(Ne sont cités *in extenso* que les articles concernés par les référendums, les autres sont résumés.)

1. L'Etat garantit le droit à la procréation consciente et responsable, reconnaît la valeur sociale de la maternité et protège la vie humaine dès son commencement. L'interruption volontaire de grossesse, prévue par la présente loi, n'est pas un moyen de contrôle des naissances. L'Etat, les régions et les administrations locales doivent, dans le cadre de leurs fonctions, promouvoir et développer les services socio-sanitaires, ainsi que toutes les autres initiatives nécessaires pour éviter que l'avortement soit utilisé comme moyen de limitation des naissances.

2. Fonction des *consultori*.

3. Financement public des *consultori*.

4. L'avortement au cours des 90 premiers jours : pour l'interruption de grossesse au cours des 90 premiers jours, la femme qui se trouve dans des circonstances telles que la poursuite de la grossesse, l'accouchement ou la maternité comporteraient un risque sérieux pour la santé physique ou psychique, en fonction de son état de santé ou de ses conditions économiques, sociales ou familiales, ou en fonction des circonstances de la conception ou de malformation ou d'anomalie du fœtus, peut s'adresser à un *consultorio* public, ou à une structure sanitaire habilitée par la région, ou à son médecin personnel pour demander l'interruption de sa grossesse.

5. Procédure : le *consultorio* et la structure socio-sanitaire doivent effectuer les vérifications médicales nécessaires ; ils ont le devoir, dans tous les cas, et en particulier quand l'interruption de grossesse est motivée par l'incidence des conditions économiques, sociales ou familiales de la femme sur sa santé, d'examiner avec la femme et avec le père — si la femme le consent —, dans le respect de la dignité et de la retenue de la femme et de la personne indiquée comme étant le père, les solutions possibles aux problèmes soulevés, de l'aider à surmonter les causes qui porteraient à l'interruption de grossesse, de la mettre en condition de faire valoir tous ses droits de travailleuse et de mère, de promouvoir toute intervention permettant de soutenir la femme, en lui offrant toute l'aide nécessaire tant durant la grossesse qu'après l'accouchement. (Un paragraphe identique concerne les devoirs du médecin.) Quand le médecin du *consultorio*, de la structure sanitaire ou le médecin personnel constatent l'existence de conditions rendant l'interruption de grossesse urgente, il fournit immédiatement à la femme un certificat attestant l'urgence. Munie de ce certificat, la femme peut se rendre à l'une des structures autorisées à pratiquer l'interruption de grossesse. S'il n'y a pas urgence, le médecin remet un document signé également par la femme, attestant l'état de grossesse et la demande d'interruption présentée et l'invite à réfléchir durant sept jours. Passés les sept jours, la femme peut se présenter pour obtenir l'interruption de grossesse, sur la base du document fourni, dans une des structures autorisées.

6. Avortement après 90 jours : prévu en cas de danger pour la vie de la mère, pour la santé physique et psychique de la mère et en cas de malformation du fœtus.

7. Urgence : s'il y a urgence, l'interruption peut être effectuée sans suivre la procédure précédente et hors des structures prévues par l'article 8.

8. Où peut être pratiqué l'avortement : hôpitaux publics généraux, hôpitaux spécialisés, instituts sanitaires et cliniques autorisées par la région.

9. Objection de conscience : prévue non seulement pour le personnel médical mais tout le personnel hospitalier.

10. L'avortement est remboursé par la Sécurité sociale.

11. Les interruptions de grossesse doivent être déclarées sans révéler l'identité de la mère.

12. Avortement pour les mineurs : la demande doit être accompagnée de l'autorisation des parents ou tuteurs. Si ceux-ci refusent, le médecin, le *consultorio* ou la structure sanitaire remettent un rapport motivé au juge de tutelle des mineurs qui décide.

(Les 8 autres articles concernent diverses questions liées à l'application de la loi et les punitions en cas de non-respect de la loi.)

blant les signatures nécessaires. A partir de ce moment, toutes les structures capitales de l'Eglise se sont mobilisées : 60 000 prêtres, 150 000 religieuses, un million de laïcs adhérant à des organisations catholiques, 30 000 paroisses, *Famiglia cristiana*, l'organe de presse le plus vendu en Italie, la première chaîne de télévision, c'est ce redoutable instrument de propagande qui est mis à la disposition d'une bataille que la Démocratie chrétien-

ne n'estime pas pouvoir actuellement mener à la première personne.

Les motivations du Parti radical (PR) — qui, rappelons-le, avait été un des pionniers de la lutte pour la libéralisation de l'avortement — sont tout à fait différentes, même s'il propose, en partie, l'abolition des mêmes articles de la loi que le Mouvement pour la vie. Mais, sous prétexte d'abolir toutes les restrictions mises au droit d'avorter, son référendum

Le référendum du Mouvement pour la vie

Le référendum du Mouvement pour la vie demande la suppression de l'article 4 de la loi qui stipule le droit de la femme de demander l'interruption de sa grossesse dans les 90 premiers jours (13 semaines), en fonction de son état de santé, de ses conditions économiques, sociales ou familiales, des circonstances de la conception, des prévisions de malformation du fœtus.

Le référendum demande la suppression de l'article 5 qui fixe les devoirs des *consultori*, du médecin et des structures sanitaires face à la demande de la femme ; cet article établit que la décision finale revient à la femme.

Le référendum demande la suppression de l'article 8 qui prescrit que l'interruption de grossesse doit être appliquée dans les hôpitaux, de l'article 12 concernant les mineures, de l'article 14 qui oblige le médecin à informer la femme sur les méthodes contraceptives et sur les techniques d'avortement.

Le référendum demande la suppression partielle de l'article 6 qui indique dans quels cas l'avortement est autorisé au-delà des 90 premiers jours : il supprime la phrase « après les 90 premiers jours », limite la possibilité d'avorter au seul cas où il y aurait danger de mort ou grave risque pour la santé de la mère. Si le référendum du Mouvement pour la vie était adopté, ce dernier cas serait le seul où l'interruption de grossesse serait possible en Italie...

Le référendum du Parti radical (PR)

Le référendum du Parti radical (PR) supprime l'article premier de la loi qui reconnaît la valeur sociale de la maternité, exclut que l'avortement soit une méthode de contrôle des naissances et prévoit la création et le développement des structures sanitaires afin de permettre l'application de la loi.

Le référendum supprime l'article 4 et l'article 5, il demande donc la suppression de l'énonciation des cas dans lesquels l'avortement est permis et la suppression de la procédure que la femme doit suivre.

Le référendum demande la suppression de la partie de l'article 6 qui concerne la malformation du fœtus. Il demande également l'abrogation de l'article 7, c'est-à-dire de toute procédure spécifique pour pratiquer une interruption de grossesse après les 90 premiers jours.

Le référendum supprime l'article 8 qui établit que l'avortement doit être pratiqué dans les structures sanitaires publiques. Il supprime ainsi l'obligation de la femme de s'adresser à un hôpital, mais aussi l'obligation pour l'hôpital de pratiquer l'interruption de grossesse.

Le référendum demande la suppression de l'article 12 concernant les mineures ; celles-ci retomberaient alors sous la législation ordinaire qui exige l'accord des parents pour toute intervention médicale sur les mineures...

aggrave en pratique la situation des femmes. Il est facile de le montrer. Le référendum radical (voir encadré) demande l'abrogation de l'article 4 de la Loi 194

qui énonce les différents cas où l'avortement est autorisé. Or, ce n'est pas cet article — qui permet pratiquement à toutes les femmes qui le demandent d'avorter —

qui limite l'application de la loi, mais l'article sur l'objection de conscience à propos duquel le référendum ne dit rien. Parallèlement, le Parti radical demande la suppression de l'article 8, qui stipule que les avortements doivent être pratiqués dans les structures sanitaires publiques (ce qui signifie non seulement que les femmes sont obligées de s'adresser à un hôpital public, mais également que les structures sanitaires publiques sont obligées de répondre à la demande de la femme).

Ainsi, avec le référendum radical, on arriverait à une situation où les médecins pratiqueraient massivement l'objection de conscience dans les hôpitaux publics pour pouvoir mieux effectuer des avortements à prix d'or dans les cliniques privées : les avortements dans les cliniques privées pour celles qui peuvent payer, le recours aux faiseuses d'anges sans aucune condition de sécurité médicale pour celles qui ne peuvent pas payer. Le référendum radical se limite donc à stipuler le « droit », sans rien dire sur les conditions de son application : ainsi chacune l'appliquera non pas « comme elle veut » mais comme elle peut, et c'est une fois de plus le fric qui fera la loi.

Le résultat est similaire pour les mineures : en demandant l'abrogation de l'article 12 concernant les femmes de moins de 18 ans, le référendum renvoie celles-ci à la législation ordinaire qui exige l'autorisation parentale pour toute intervention médicale.

Le sens du référendum du Parti radical n'a trompé personne. Il a d'ailleurs été mis on ne peut mieux en évidence par le dirigeant radical Panella qui déclarait, il y a peu, que si on ne voulait pas voter pour le référendum radical il fallait au moins voter pour celui du Mouvement pour la vie qui abolirait toute législation sur l'avortement ! Il n'est dès lors pas étonnant qu'aucune des forces favorables à l'avortement ne se soit prononcée pour ce référendum.

UNE BATAILLE POLITIQUE A NE PAS MANQUER

Tant l'importance de l'enjeu que la situation politique dans laquelle cet affrontement se situe en font une bataille politique centrale. Mais c'est précisément pour cette raison que les différents partis politiques, trop soucieux de maintenir de fragiles équilibres, sont réticents à se lancer à fond dans la lutte.

La Démocratie chrétienne est isolée, avec le seul Mouvement social italien (MSI), alors que ses alliés laïcs au gouvernement — et en premier lieu le PSI — sont favorables à la Loi 194, et se retrouvent ainsi dans un front anti-abrogationniste avec le Parti communiste italien (PCI). Il est aisé de voir les difficultés que cela crée pour la DC, en accentuant les divisions internes qui se sont fait jour sur la question des alliances gouvernementales (certains secteurs relançant l'idée d'un accord avec le PCI). Mais il ne faut pas se faire d'illusions : si la DC ne se lance pas à fond dans la bataille, elle sait pourtant qu'elle peut compter sur tout l'appareil de l'Eglise pour faire le travail à sa place.

Les alliés gouvernementaux de la DC qui sont favorables à l'avortement se trouvent également dans une situation difficile. S'ils veulent défendre la Loi 194, ils sont également pour l'austérité et contre un affrontement avec l'Eglise et la Démocratie chrétienne. La situation est particulièrement pesante pour le PSI, dont certains secteurs sont très sensibles au discours du PCI sur « l'alternative démocratique » et qui, en tout cas, ne comprendraient pas que leur parti ne se mobilise pas massivement pour défendre la Loi 194.

La situation est quelque peu différente pour le Parti communiste italien. La campagne contre les deux référendums lui permet de sortir de l'isolement dans lequel il se trouvait depuis quelques mois et de dessiner « l'alternative démocratique » qu'il propose pour remplacer le gouvernement Forlani. Il est clair également qu'un échec le 17 mai serait beaucoup plus grave pour lui que pour les autres partis, parce qu'il serait ressenti comme tel par tous

les secteurs de masse qui le suivent et ne manquerait pas de susciter de vifs débats en son sein. Le PCI doit donc faire le maximum pour empêcher la victoire des référendums tout en évitant une radicalisation de l'affrontement avec la DC que le développement d'un mouvement de masse contre les référendums ne manquerait pas de stimuler. Il mobilise donc tout l'appareil électoral du parti mais ne propose aucun cadre de mobilisation de masse aux femmes (même pas son organisation de femmes, l'UDI). Il le fait d'autant moins qu'il a pu constater que le moindre appel à se mobiliser trouvait un large écho, ainsi que l'ont montré les manifestations du 8 mars dernier.

Le PCI a ainsi mis en place un « Comité des partis pour la défense de la Loi 194 » qu'il conçoit comme une opération de sommet ; il n'envisage en aucun cas de le développer avec des comités de base dans les entreprises, les quartiers et les localités.

Cette politique du Parti communis-

te est largement facilitée par la crise que traverse depuis plusieurs années le mouvement des femmes, crise qui le paralyse totalement, et qui risque de le rendre absent de cette bataille.

Le mouvement des femmes est entré en crise, paradoxalement, au moment où il remportait des succès significatifs, comme la Loi sur l'avortement et la Loi sur l'égalité des droits des femmes dans le travail. Cette crise est le résultat des difficultés qu'ont connues beaucoup de mouvements de masse en l'absence d'une direction capable de proposer des solutions d'ensemble. Elle a été aggravée dans ce cas par le caractère spécifique de nombreuses revendications féministes, difficilement traduisibles en termes politiques. On a ainsi une situation de pulvérisation totale du mouvement en petits cercles isolés les uns des autres, parfois à un niveau totalement individuel où les femmes se limitent à « vivre leur féminisme » individuellement, déléguant aux partis et aux syndicats le soin de régler les questions qui exigent des solutions politiques.

Situation illusoire et surtout dangereuse : l'histoire récente a montré que les conquêtes des femmes ont été le fruit de leur mobilisation et qu'elles ne pourront être défendues que par cette mobilisation. Cette passivité du mouvement laisse les mains libres à des partis qui n'ont défendu les droits des femmes que contraints et forcés par les femmes elles-mêmes et qui, si on les laisse faire, ne les défendront que s'ils le jugent opportun pour leurs propres batailles politiques.

L'UDI, l'organisation de femmes liée au PCI, connaît elle aussi de grandes difficultés. Cette organisation qui a été indubitablement l'un des instruments qui ont permis au féminisme de pénétrer dans les organisations ouvrières en Italie, a été tellement réceptive aux thèmes du mouvement des femmes qu'elle connaît aujourd'hui les mêmes contradictions qui en limitent fortement l'action.

Pourtant, l'absence d'un cadre d'organisation, de centralisation et de mobilisation des femmes ne signifie pas que celles-ci ne soient pas sensibilisées par la bataille en cours. A côté d'une réalité féministe pulvérisée — mais réelle —, on assiste à la mobilisation de nouveaux secteurs de femmes : les jeunes d'abord, actives dans le cadre syndical. Elles ne se reconnaissent pas dans le mouvement des femmes tel qu'il existait, mais elles sont prêtes à se mobiliser pour défendre les droits et les acquis des femmes.

Lors du 8 mars, ces femmes se sont mobilisées massivement : plus de 40 000 à Rome, des dizaines de milliers dans le reste de l'Italie, y compris dans les régions frappées par le tremblement de terre. Ces femmes ont commencé à se mobiliser également ces dernières semaines contre les deux référendums, en particulier sur les lieux de travail, faisant adopter des motions syndicales ou créant des « comités locaux » des partis défendant la Loi 194.

Les conditions existent pour développer un large mouvement de masse pour défendre les acquis de la Loi 194 sur l'avortement. La LCR, section italienne



Manifestation de femmes à Bologne. (DR)

de la IVe Internationale, a fait de cette campagne une priorité pour toute l'organisation dans la période actuelle, consciente de l'importance de l'enjeu : défendre un droit élémentaire des femmes, relancer la mobilisation de masse des femmes, battre en brèche l'offensive de la bourgeoisie sur ce terrain pour améliorer les conditions de lutte sur les autres terrains.

Les marxistes révolutionnaires italiens mettent en avant la nécessité de défendre la Loi 194 pour l'améliorer. En effet, la bataille pour l'amélioration de la loi est une condition même de la mobilisation pour la défense de ses points positifs. Ainsi pour combattre les effets nocifs pour les femmes de l'objection de conscience, il faut exercer un contrôle, avec les syndicats, sur les objecteurs en les plaçant dans les services hospitaliers qui ne sont pas concernés par l'avortement. De même, la seule bataille pour l'extension du droit d'avorter aux mineures peut permettre de mobiliser massivement les jeunes lycéennes et étudiantes qui, sinon, ne seraient guère concernées par la bataille en cours. Enfin, si la condition de la victoire est la mobilisation massive des femmes, cette bataille peut être l'instrument d'une relance d'un mouvement fémi-

niste centralisé que les luttes en cours et à venir rendent plus que jamais nécessaire.

La lutte contre les référendums met on ne peut mieux en lumière la situation absurde que les travailleuses et travailleurs italiens sont contraints de supporter : un gouvernement faible, mis en minorité au Parlement ces derniers mois, et qui peut se permettre de lancer les attaques les plus dures contre les conquêtes des travailleurs, à savoir l'emploi, le droit de grève, l'échelle mobile et l'avortement.

Ce gouvernement peut se permettre de le faire parce que les organisations ouvrières lui laissent les mains libres, quand elles ne lui prêtent pas directement main forte : ainsi le PSI, qui participe à ce gouvernement, est le principal complice des attaques anti-ouvrières. Quant au PCI, qui répète aux quatre vents qu'il faut « un autre gouvernement », il n'entreprend rien pour faire tomber celui-ci. La bataille contre les deux référendums en est pourtant une bonne occasion : pour défendre le droit à l'avortement, pour défendre les acquis des travailleurs, il faut battre le gouvernement qui les attaque. ■

Anna LIBERA
22 avril 1981.

« Inprecor » a publié...

Franco Turigliatto, « Au seuil d'une année décisive », numéro 71, du 6 mars 1980.

Anna Libera, « Eurocommunisme : le voyage d'Enrico Berlinguer en Chine », numéro 77, du 15 mai 1980.

Livio Maitan, « Italie : tout est résolu, sauf les problèmes », numéro 80, du 26 juin 1980.

Franco Turigliatto, « Après les élections, la relance de l'austérité », numéro 82-83, du 31 juillet 1980.

A. Duret, « FIAT : les travailleurs contre les licenciements », numéro 85, du 25 septembre 1980.

Franco Rivera, « Epreuve de force à la FIAT », numéro 86, du 14 octobre 1980.

A. Duret, « FIAT, un premier point pour le patronat », numéro 87-88, du 30 octobre 1980.

Elettra Deina, « Les tournants du Parti communiste italien », du 2 janvier 1981.

Un masque progressiste pour un Etat néocolonial

Claude GABRIEL

La République populaire du Congo (Congo-Brazzaville) est généralement citée parmi les pays « progressistes » africains. Le plus souvent, les journalistes parlent de « régime socialiste », « marxiste » ou encore « pro-soviétique ». Il est vrai que ce régime n'a pas mesuré ses efforts pour décorer sa vitrine aux couleurs de la « révolution ». Le drapeau national est rouge, l'un des hymnes nationaux est *l'Internationale*, le parti unique au pouvoir s'appelle le Parti congolais du travail (PCT) et le pays se dénomme « République populaire ».

Le soutien inconditionnel qu'apportent tous les Etats ouvriers, tous les partis communistes et beaucoup de milieux progressistes à ce régime, ajoute à la confusion.

Faire la lumière sur ce pays servira donc à mieux comprendre ce qui se passe dans toute l'Afrique noire. En effet, au-delà du régime congolais, c'est la notion même de « régime progressiste » en Afrique qui doit être remise en question.

UNE ECONOMIE NEOCOLONIALE CLASSIQUE

Avant tout, il faut rappeler que le Congo fait partie de la Zone Franc. Sa monnaie, le franc CFA, est à parité fixe avec le franc français, 1 F CFA équivaut à 0,02 FF. Le Congo est donc logé à la même enseigne que la plupart des anciennes colonies africaines de la France. La Banque de France contrôle la planche à billet de ces pays par l'intermédiaire de divers organismes d'émission régionaux. Ce lien monétaire rigide constitue (après plus de vingt ans d'indépendance formelle), pour le Congo comme pour toutes les autres pays africains concernés, l'entrave fondamentale à toute politique économique indépendante.

Mais l'économie congolaise présente aussi toute les caractéristiques d'une économie néocoloniale classique. Par bien des aspects elle en prend même des formes extrêmes. En 1979, la dette publique intérieure et extérieure aurait été de 150 milliards de francs CFA, soit plus du double du budget général de cette année fixé à 68,5 milliards (1). De source officielle, on évalue, pour l'exercice en cours, la dette à 250 milliards de francs CFA !

Le système bancaire congolais constitué par une banque de développement et deux banques commerciales est — en

théorie — contrôlé à raison de 64 % par l'Etat. Mais il s'agit là d'une pure abstraction puisque ce même Etat ne peut fonctionner que grâce aux émissions monétaires totalement contrôlées par Paris. Parmi les banques étrangères « associées », on note la présence du Crédit Lyonnais et de la BNP françaises.

Le Code des investissements est particulièrement avantageux pour les étrangers et il ressemble à s'y méprendre à bien d'autres codifications dans des pays traditionnellement jugés comme pro-impérialistes : liberté de transfert des capitaux, exonération temporaire des impôts, réduction ou annulation des taxes à l'importation, etc.

Sur cette base, l'impérialisme français se taille une part prépondérante dans le contrôle économique du pays. Le ministère français de la Coopération estime à 79 % sa part dans l'aide extérieure apportée au Congo... La France est le premier pays fournisseur du Congo avec environ 50 % de ses importations. L'Italie vient en second loin derrière avec... 5,9 % seulement. C'est sans doute que l'on appelle la diversification des partenaires économiques.

Mais si le pays est le quinzième client africain de la France, il n'en est que le vingt-cinquième fournisseur africain.

UN PAYS DETRUIT UNE MISERE ACCABLANTE

Quelques chiffres donnent un aperçu du désastre. Une très faible proportion du réseau routier est bitumé. Les trois tronçons qui le sont l'ont été par trois dirigeants successifs, l'abbé Fulbert Youlou, Massemba-Débat et N'Gouabi en direction de leurs villages nats respectifs. Ainsi, pour rejoindre Brazzaville, la capitale, à Pointe Noire, la seconde ville du pays et le port industriel, il faut prendre le train tellement la piste est impraticable. De Brazzaville au nord du pays, il faut huit jours pour un camion équipé pour la brousse...

Dans plusieurs contrées, les paysans peuvent bien procéder à des cultures intensives pour approvisionner les villes en fruits ou légumes, mais — faute d'infrastructure, faute d'argent et souvent faute de volonté du régime —, ces zones sont simplement réduites à l'autosuffisance. Des régions comme celles de Lekana et Kindamba pourraient devenir d'importantes zones de productions agricoles, mais tout concourt à laisser ces provinces sans aide et sans les financements nécessaires.

Echange inégal classique : la France importe du Congo essentiellement du café et du bois ; elle lui vend pour 60 % de produits manufacturés, dont 18 % de biens de consommation, et 42 % de biens d'équipement. Résultat : plus de 200 entreprises privées françaises travaillent au Congo, et l'on compte plus de 5 000 Français sur place, coopérants civils et militaires, ou entrepreneurs et cadres d'entreprises.

La société néocoloniale congolaise n'évite aucune des déformations classiques des économies dominées. En 1977 par exemple, on notait que le secteur tertiaire — et surtout le commerce — drainait la plus large part des crédits, soit 56,4 %.

Mais tout ce tableau n'est compréhensible que si l'on ajoute que le pays est ravagé (et le mot est bien faible) par la corruption, la prévarication et l'anarchie administrative. Si le Congo a tous les traits classiques du néocolonialisme, il est encore loin d'être doté d'un appareil d'Etat un tant soit peu fiable. La comptabilité nationale, les statistiques, les orientations économiques concrètes sont souvent de simples spéculations, tant la classe dirigeante considère tout cela comme une affaire de famille.

Le résultat est accablant. Selon un membre du Bureau politique du PCT, la capitale Brazzaville pourrait — en l'an 2 000 — abriter 1 700 000 des 2 200 000 habitants du pays (2).

Aujourd'hui, Brazzaville et Pointe Noire concentrent probablement 50 % de la population congolaise en y comprenant les familles vivant autour d'un lopin de terre dans les faubourgs. L'administration, qui est le règne du recrutement par copinage, est pléthorique. On trouve quatre ou cinq personnes pour un même poste.

Pendant ce temps, au nord de la capitale, sur le grand plateau Batéké, se constitue peu à peu un vaste désert humain. Les populations descendent vers Brazzaville (« Brazza ») d'autant plus rapidement que les clans petits-bourgeois

1. Toutes les données économiques, sauf indication particulière, sont tirées de *Europe-Outremer*, numéro 604, numéro spécial consacré au Congo, 1980.

2. François-Xavier Katali, *Brazzaville du Centenaire*, Editions d'Etat, Brazzaville.

« nordistes » contrôlent le pouvoir et que l'on espère toujours trouver un appui familial, une combine pour faire son trou.

Mais le Congo c'est aussi des salaires qui n'ont pas augmenté depuis 7 ans. Un SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) à 13 500 F CFA dans un pays où l'essence est à 165 F CFA le litre, où le coût de la vie à dû, en moyenne, augmenter de 20 % par an depuis 5 ans, où le plus souvent un salaire fait vivre toute une famille.

Les autorités ne savent plus comment rançonner la population. Entre autres, elles ont inventé un « Fonds national de solidarité » qui prélève automatiquement 10 à 20 % du salaire... A cela s'ajoutent des impôts très lourds, la cotisation obligatoire au syndicat unique, etc. Pour faire tourner les machines d'une misérable entreprise d'Etat de confection, on oblige les écoliers et les étudiants à revêtir un uniforme ou les professeurs à acheter une toge.

Mais tout cela ne suffit pas. Quand un cadre quelconque du régime se déplace en province, on presse les populations locales à verser leur obole pour recevoir le distingué hôte.

Les hôpitaux sont des enceintes puantes et vétustes. Il n'y a pas de sécurité sociale. Le trafic des médicaments bat son plein, selon la presse officielle elle-même (3). Les parents des malades hospitalisés sont obligés d'apporter la nourriture et aussi — le plus souvent — les médicaments. Mais l'on va sans doute bientôt doter le pays de la télévision en couleur !

A l'ombre du « marxisme-léninisme » officiel, grandissent les hommes d'affaires. C'est dans les transports, l'hôtellerie, l'immobilier et le commerce que prolifèrent ces messieurs, souvent originaires du Nord. MM. Gandzian, Oto, Maurice Ognami, Jonas Ossette sont les exemples vivants de l'étape de « Révolution nationale démocratique et populaire » dont se drape le régime militaire. Petits capitalistes corrompus, ils constituent la vitrine libérale du régime.

Il n'est donc pas étonnant que la masse des Congolais ait fait le choix du cynisme pour survivre au milieu de ce chaos. Lorsque les salaires n'étaient pas payés, la population qui chassait les criquets pour se nourrir avait attribué à ces bestioles le nom d'« avances sur salaire ». Reprenant des slogans du régime, elle les déforme pour mieux s'en moquer. Ainsi, lorsque le régime lançait « *Vivre durement aujourd'hui pour vivre mieux demain !* », les Brazzavillois s'appliquaient à désigner toutes leurs difficultés quotidiennes par la formule condensée « VDA ». Arriver en retard à cause des transports en commun, c'était la faute au « VDA ». Ne manger qu'une fois par jour, faute d'argent, c'était encore ce fameux « VDA ».

Mais, à cette ironie populaire, le pouvoir bestial et grotesque répond généralement par des provocations. C'est ainsi que la presse gouvernementale a été jusqu'à demander à la population de ne plus aller chasser les sauterelles sous les lampadaires de la route de l'aéroport pour ne

La République populaire du Congo

1,5 million d'habitants en 1977 ; capitale : Brazzaville ; régime de parti unique.

Principales productions : pétrole, potasse, bois, café et cacao.

Forces armées : 6 500 hommes dans l'armée de terre, 1 400 gendarmes, 2 500 miliciens, 200 marins et 300 aviateurs, soit un total de 10 900.

QUELQUES DATES

1958 : République indépendante au sein de la Communauté française.

15 août 1960 : Indépendance du Congo.

15 août 1963 : chute du président Fulbert Youlou, abbé de son état, à la suite de manifestations populaires ; arrivée au pouvoir de Massemba-Débat qui fonde le Mouvement populaire de la révolution (MPR).

Août-septembre 1968 : chute de Massemba-Débat et arrivée au pouvoir de N'Gouabi qui va fonder le Parti congolais du travail (PCT).

31 décembre 1969 : le régime devient « marxiste-léniniste » et le pays prend le nom de République populaire du Congo.

Mars 1977 : assassinat de N'Gouabi. La version la plus probable est que N'Gouabi avait l'intention de lâcher le pouvoir pour le remettre à Massemba-Débat ; l'archevêque de Brazzaville aurait servi d'intermédiaire. Résultat : N'Gouabi est assassiné ainsi que le prélat. Des hommes de paille sont désignés comme coupables de ces meurtres et Massemba-Débat est jugé puis exécuté. Mais tout le monde sait au Congo que les groupes autour de Yhombi et probablement de Sassou étaient les véritables inspirateurs de la mort du « père de la nation ». Yhombi remplace N'Gouabi.

Février 1979 : chute de Yhombi, Sassou Nguesso le remplace à la tête du PCT et de l'Etat, Yhombi est emprisonné...

pas choquer les étrangers... Ces fameux lampadaires qui servent à bien d'autres choses, comme par exemple à permettre à des milliers de jeunes de lire et d'apprendre le soir faute de lumière dans leur maison familiale.

C'est surtout à partir de l'arrivée au pouvoir de N'Gouabi en 1968 que le Congo a connu une politique prétendument « progressiste » et « anti-impérialiste ». Mais, si les déclarations ont été tonitruantes, les réalisations ont été beaucoup plus modestes.

Pièce centrale du dispositif « révolutionnaire », le secteur d'Etat est constitué par un certain nombre d'usines nationalisées. Il faut distinguer les entreprises ayant le monopole dans certaines branches (transport, énergie, commercialisation des produits agricoles et pétroliers, assurances), de celles qui exercent des activités industrielles ou commerciales dans des secteurs ouverts à la concurrence étrangère, et enfin des sociétés d'économie mixte (pétrole, mines, banques).

Mais les sociétés d'Etat présentent deux caractéristiques essentielles. D'une part, elles ne limitent en aucune façon la mainmise globale de l'impérialisme sur le pays, comme nous l'avons vu pour les banques. L'économie congolaise, comme nous le verrons en détail plus loin, est largement dépendante du secteur pétrolier. Or, si la distribution est nationalisée dans la main de Hydro-Congo, la recherche, la production et la technologie sont aux mains de ELF-ERAP (française) et de l'AGIP (italienne).

D'autre part, les entreprises d'Etat sont des centres névralgiques de la corruption et des trafics des profiteurs du régime. Très souvent, leur comptabilité est inexistante et leurs ressources financières remplissent les poches de quelques directeurs. Le marché de l'emploi étant le plus

souvent réglé par le clientélisme ethnique, entraîne la concentration d'une masse de bureaucrates inutiles. Enfin, l'anarchie ambiante et le laisser-aller font que les machines fonctionnent au hasard de l'arrivée de pièces détachées.

Ainsi vont les choses au Congo « révolutionnaire ». De 1976 à 1979, les subventions directement accordées aux entreprises d'Etat se sont chiffrées à plus de 8 milliards de francs CFA. Selon le régime lui-même, « quoique mal connue et mal suivie (sic), la dette des entreprises d'Etat peut être évaluée à plus de 88 milliards de francs CFA, non compris les avais de l'Etat de l'ordre de 79 milliards de francs CFA (4) ».

On comprend dès lors que l'actuel homme fort du régime, le président Sassou Nguesso, ait voulu amorcer une reprise en main de ce secteur pour mieux plaider le dossier de son pays auprès des capitales impérialistes. Celles-ci ne sont pas opposées à la nationalisation d'un certain nombre d'entreprises, encore faut-il que ces dernières ne soient pas un gouffre pour un Etat dont on attend rigueur et efficacité pour le plus grand profit des investissements étrangers.

A l'exception d'une brasserie à Brazzaville, mise en service en 1980, aucune industrie n'a été créée au cours de ces dernières années, la plus récente datant de janvier 1975. C'est dire toute l'importance du secteur d'Etat.

La revue *Europe-Outremer* résume bien le dilemme du régime et de l'impérialisme français (5) : « Les capitaux privés étrangers ne se sont guère intéressés au Congo ces dernières années. La situa-

3. Voir Mueti, numéro 282, 14 juin 1981.

4. *Europe-Outremer*, numéro 604, op. cit.

5. Ibid.

tion politique ne s'y prêtait pas, non plus que les graves difficultés économiques et financières. Maintenant, les choses devraient changer, en raison du redressement entamé depuis 1979 et de la stabilité politique qui devrait se maintenir. Le président Sassou Nguesso veut éliminer les hésitations et les réticences du secteur privé étranger. Les orientations du III^e Congrès ordinaire du PCT ont expressément confirmé que l'avenir de ce secteur n'est pas compromis par les options socialistes du gouvernement et que, bien au contraire, il est fait appel à son concours pour accélérer le redressement économique. » En conséquence, le régime établit un plan de reprise en main du secteur nationalisé qui prévoit la réorganisation de la gestion avec entrée de coopérateurs étrangers dans les directions, dénationalisation de certaines entreprises, etc.

Et pourtant, le prédécesseur de Sassou Nguesso, un certain Yhombi, passait pour bien plus pro-occidental que celui-ci. Sassou Nguesso était plus généralement taxé de pro-soviétisme et on évoquait pour cela sa garde personnelle composée de soldats cubains. A peine arrivé au sommet du régime, c'est lui qui négocie avec Paris une reprise en main du secteur d'Etat. Simple paradoxe dans un pays où les réformes apparemment révolutionnaires cachent toutes leur contraire. Ainsi, la prétendue nationalisation

de la terre est une pure escroquerie. Lorsqu'un Congolais veut acheter un lopin, il verse de l'argent à l'Etat et à l'ancien propriétaire. Il y a donc en fait deux propriétaires du sol, ce qui favorise encore un peu plus les combines et les spéculations.

Alors, à quoi tient cette illusion selon laquelle il existerait un régime « révolutionnaire » au Congo ? Ce sont sans doute ceux qui attachent le plus d'importance aux éléments superficiels qui alimentent cette croyance. Le secteur d'Etat congolais produit bien moins que le secteur nationalisé au Cameroun, pays pourtant reconnu comme particulièrement réactionnaire.

Il reste donc comme argument possible celui de la politique étrangère, et particulièrement les déclarations d'amitié du régime congolais avec les Etats ouvriers, notamment l'URSS, Cuba et la RDA. Mais tout cela ne fait pas une révolution...

En fait, le seul moyen de comprendre cet invraisemblable société où un régime « marxiste-léniniste » gère une société sous le contrôle quasi total de l'impérialisme français, c'est de regarder à la loupe la nature et le fonctionnement de la classe dirigeante elle-même, et non de s'attacher à ses seules déclarations démagogiques.

AU NOM DE LENINE...

Le Congo connaît comme la quasi-totalité des pays africains un régime de parti unique. De plus, comme un certain nombre de pays (Angola, Mozambique, Bénin...), le parti unique se prétend parti révolutionnaire et parti des travailleurs. Le Parti congolais du travail (PCT) est régi par le « centralisme démocratique ». Ses cadres vont suivre des stages de formation en URSS et en RDA. Il y a une Commission de contrôle du Comité central qui exclut ou blâme pour déviation tous ceux qui ont cessé de plaire en haut lieu. Le syndicat unique, la Confédération syndicale congolaise (CSC) est un rouage de l'appareil du parti.

Pour exprimer à sa manière cet ensemble institutionnel tendant à caporaliser la population, le régime a trouvé une formule, celle de la « trilogie déterminante ». Ainsi, dans une entreprise, la « trilogie déterminante » qui centralise le pouvoir est constituée par les représentants de l'Etat, du parti et du syndicat. Pure abstraction une fois encore, puisque Etat, parti et syndicat ne font qu'un, avec les cumuls de responsabilités et de fonctions entre ces trois institutions.

En outre, existe également une Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC), dont la tâche principale est de former dans les écoles et les facultés de petits flics chargés de surveiller leurs camarades, de dresser des listes de participation pour accueillir le président à l'aéroport ou pour dénoncer le « maquillage » des filles ou les uniformes non réglementaires. De son côté, une Union des femmes fait bonne figure dans les

terme générique qui évite soigneusement d'outrager les capitaux amies et surtout Paris. En ce qui concerne la fameuse bourgeoisie nationale, il s'agit d'un terme tout aussi vague qui dénonce sans les nommer « les autres », c'est-à-dire les cliques et fractions averses de celle au pouvoir. Les anciens partisans de Massemba-Débat au Sud, des amis de Yhombi emprisonnés constituent généralement les ennemis de la Révolution dénoncés comme « bourgeois ». Au temps de Yhombi, les cartes étaient distribuées autrement, et lorsque Etumba dénonçait cette même bourgeoisie, il fallait lire — entre autres — les partisans de Sassou Nguesso, aujourd'hui au plus haut poste.

Autre difficulté pour le régime, celle de prétendre être un régime anti-impérialiste marxiste-léniniste depuis 1968 au milieu d'autant d'inégalités sociales. La réponse apparaît dans certains articles et documents : il s'agit de l'étape de « Révolution nationale démocratique et populaire ». Lorsque l'arsenal idéologique des staliniensoviétiques ne suffit plus, on va puiser à Pékin un concept passe-partout.

Comment expliquer tout cela ? Le Congo n'est pas différent du Bénin où l'on parle aussi de « marxisme-léninisme ». De même en Angola, au Mozambique et en Ethiopie, où des Etats bourgeois et des couches dirigeantes issues de la petite bourgeoisie urbaine clament leur attachement à Lénine et à Marx.

Mais, au Congo, l'imitation jusqu'à la caricature des bureaucraties staliniennoises a atteint une quasi-perfection. C'est à un véritable décalque des partis communistes d'Europe de l'Est que se livre le PCT.

L'explication ne peut venir que de l'histoire contemporaine de ces pays, au moment de la décolonisation. Les faiblesses de la petite bourgeoisie et l'inexistence de réelle bourgeoisie indigène ont favorisé l'éclosion de tels monstres historiques pour la mise en place d'un appareil d'Etat minimum (7).

Quand Fulbert Youlou, au pouvoir depuis 1960, tombe en 1963 sous la pression de mobilisations de masse dirigées par des syndicalistes de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN), il n'y a pas simplement une vacance du pouvoir : il n'y a plus à proprement parler de classe dirigeante. La France vient d'échouer dans sa tentative de mise en place d'un pouvoir stable autour de couches petites-bourgeoises chrétiennes, du Sud particulièrement.

Le nouveau régime est dirigé par un homme du Sud, Massemba-Débat, mais celui-ci n'a pas les moyens de constituer un système de domination stable. Il va

assemblées internationales traitant de ces problèmes. Enfin, l'Union des écrivains (UNEAC) contient dans ses statuts l'obligation de soutenir et de vanter le régime...

L'idéologie officielle est le « marxisme-léninisme » et le journal du parti, *Etumba*, contient des cours de léninisme tirés de la presse soviétique. Il est d'ailleurs à noter que *Etumba* couvre la situation internationale avec des dépêches de l'Agence Tass, alors que le journal gouvernemental, *Mweti*, contrôlé par les mêmes gens, se sert des dépêches de l'Agence France-Presse...

Les rues sont aussi un lieu de réflexion politique. On y trouve des pancartes avec les portraits groupés de Marx, Engels, Lénine et... N'Gouabi. Certaines portent des slogans comme « *Le travail rend libre !* », « *A bas la bourgeoisie bureaucratique !* », etc.

Le pouvoir pique de ci de là des idées aux pays socialistes. Tantôt on lance le projet des « champs du parti », histoire de faire cultiver quelques heures par an les « militants ». Ces champs monopolisent l'essentiel du matériel agricole moderne, mais produisent fort peu. Puis c'est le gadget de « *Une école, un champ !* » où l'on prétend habituer les bambins à tenir un outil pour nourrir l'instituteur (6)...

Officiellement, on a tout de même du mal à expliquer la situation : les difficultés économiques sont dénoncées comme le résultat d'une entreprise de déstabilisation de l'impérialisme et de la bourgeoisie bureaucratique. Mais jamais il n'est donné un nom à cet impérialisme,

6. Pour les Brazzavillois, il y a un « champ du parti », produisant surtout du maïs, à 100 km de distance de la capitale. Plus c'est loi, plus c'est discret !

7. Pour une explication plus générale, se reporter à Claude Gabriel, *Angola : le tournant africain ?*, Editions La Brèche, Paris, 1978, notamment dans la première partie le chapitre 1 et dans la seconde partie les chapitres 2, 3 et 5.

être obligé de s'appuyer, du moins verbalement, sur les aspirations du mouvement des masses des 13, 14 et 15 août 1963. Il va devoir proclamer une orientation « socialiste scientifique » qui deviendra plus tard « socialiste bantoue ». Le Mouvement populaire de la révolution (MPR) qu'il fonde est ballotté au gré des pressions et ne trouve pas de centre de gravité social qui lui permette de façonner une classe dirigeante. On y trouve pêle-mêle des courants technocratiques avec Lissouba ou d'autres, populistes, autour d'hommes comme Noumazalay, Ndalla et Diawara. Tout le monde se réfère aux journées de 1963. Les batailles de fractions se sont toutes au nom de la « *défense de la Révolution* ».

L'armée est la seule composante à ne pas être véritablement associée au pouvoir. Mieux, elle se trouve en concurrence avec les milices populaires que Noumazalay et ses amis avaient constituées à partir du *lumpen* et que des Cubains avaient entraînées.

En 1966, c'est le premier coup de semence, N'Gouabi tente un premier putsch, en vain. Lorsqu'il réussit en 1968 à renverser Massemba-Débat, deux phénomènes nouveaux s'imposent : l'armée s'installe à la tête de l'Etat et — en son sein — les groupes du Nord monopolisent l'essentiel de la réalité du pouvoir. C'est donc un tournant qui s'effectue alors. Au nom de la « *défense de la Révolution* », N'Gouabi va devoir à son tour s'attaquer à ce problème permanent du Congo néocolonial : la constitution d'une classe dirigeante. Mais très rapidement il va faire reposer son projet sur deux piliers : l'armée et les groupes ethniques du Nord.

Par ailleurs, en intégrant les anciens dirigeants de l'organisation de jeunesse JMNR (Diawara, Noumazalay), N'Gouabi cherche à constituer un bloc qui mette fin au « gauchisme » des années 1960 (8). Mais les groupes du Nord désormais dominants sont encore loin d'être homogènes, d'être constitués de couches petites-bourgeoises stabilisées. C'est de bric et de broc que N'Gouabi assemble des éléments de son régime « révolutionnaire » (9).

Comme dans beaucoup d'autres pays africains, ce qui constitue l'institution fondamentale de la classe dirigeante ce n'est pas l'appareil administratif de l'Etat, c'est le parti unique, cadre de reproduction et de contrôle du pouvoir. Mais l'extrême faiblesse et l'instabilité de ces couches dominantes au Congo va nécessiter la manière forte, celle d'un parti centralisé et omnipotent.

A son arrivée au pouvoir, N'Gouabi dispose simplement d'un groupe d'hommes pour diriger le pays et l'armée. La construction du PCT comme instance de reproduction du groupe dirigeant, et plus généralement comme centre de contrôle et de stabilisation des couches sociales dirigeantes, constituera son œuvre maîtresse. Il lui faudra d'ailleurs toujours rester sur ses gardes. Des complots prendront corps dans le PCT lui-même, mettant ainsi en évidence le fait que des cliques, des couches sociales disparates et

des clientèles n'acceptent pas sans résistance de se fondre dans un même moule contrôlé par un seul homme. La « gauche » y perdra tout. En 1972, Diawara lance une opération désespérée en tentant un putsch. L'aventure se terminera par la mort de ces anciens dirigeants de la jeunesse ; leurs corps mutilés seront montrés dans tout Brazzaville pour intimider les foules.

C'est donc un tel pouvoir qui va entreprendre un certain nombre de nationalisations. Comment pourrait-il faire autrement s'il veut donner un minimum d'assise économique aux couches petites-bourgeoises dominantes ?

Mais, comme dans tous les cas similaires en Afrique noire, ces nationalisations ne touchent pas les centres économiques déterminants. L'économie reste néocoloniale. Le Congo reste dans la Zone Franc et confie l'exploitation de son pétrole à la France. La classe dirigeante se réserve simplement un secteur capitaliste d'Etat, forme collective de propriété privée...

Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que ces gens se servent des entreprises d'Etat comme d'un moyen d'enrichissement immédiat et de vol. Une véritable classe dirigeante consciente de ses intérêts globaux ne se forge pas en dix ans. Les bourgeois et petits bourgeois congolais d'aujourd'hui sont des prédateurs avides calculant au jour le jour leurs combines et leurs spéculations.

En définitive, plusieurs facteurs vont donc se combiner dans les choix « idéologiques » du pouvoir : très grande faiblesse des couches sociales dominantes,



N'Gouabi.

nécessité de créer un cadre centralisé et policier pour produire et reproduire une couche dirigeante, nécessité de contrôler un secteur nationalisé de l'économie, qui serve à légitimer un régime qui pille ouvertement les quelques ressources nationales, etc.

Tout cela conduit N'Gouabi vers le choix d'une idéologie « progressiste », verbalement anti-impérialiste. La séduction qu'exerce sur ces petits bourgeois un régime bureaucratise, omnipotent, les amène à concevoir leur fonctionnement à l'image d'une bureaucratie stalinienne.

Dès lors, le « marxisme-léninisme » officiel n'est plus seulement un vernis progressiste destiné à faire illusion, il est d'abord une nécessité pour faire du PCT l'instrument de centralisation et de fonctionnement d'une *lumpen*-petite bourgeoisie.

UNE CARICATURE DU MODELE STALINNIEN

Le PCT, parti révolutionnaire, parti des travailleurs, guide toute la nation. Mais le PCT est aussi, au niveau de ses organes dirigeants, une hiérarchie pour le partage du gâteau. Cette volonté de hiérarchiser le groupe dirigeant apparaît dans les moindres détails. Ainsi, les plaques d'immatriculation des voitures désignent le rang de l'utilisateur : l'étoile rouge suivie du chiffre 10 signifie qu'il s'agit d'un membre du parti, au dixième rang de la hiérarchie...

Et si la « Commission de contrôle » exclut certains de ces messieurs pour avoir mis la main dans la caisse, c'est tout simplement parce qu'ils ont cessé de plaire ou qu'ils sont membres d'une clique adverse. Mais il n'échappe à aucun Congolais que les responsabilités politiques sont d'abord le moyen le plus direct pour s'en mettre plein les poches.

Au temps de N'Gouabi, une enveloppe de 23 milliards de francs CFA donnée par les compagnies pétrolières disparut, et tout Brazzaville discutait du partage qu'en faisait quelques familles...

Tout comme cette histoire de voitures officielles que le gouvernement a voulu mettre en vente pour réduire ses frais de fonctionnement. Dans un premier temps, on a distribué les véhicules à quelques uns, et on en a dressé la

liste pour paiement ultérieur. Mais la liste a disparu ! Les gens appellent ces voitures des « *merci-Sassou* »...

Ou encore ces examens d'infirmières ou d'agents des PTT auxquels des femmes de ministres ou de cadres politiques sont reçues sans avoir même passé les épreuves.

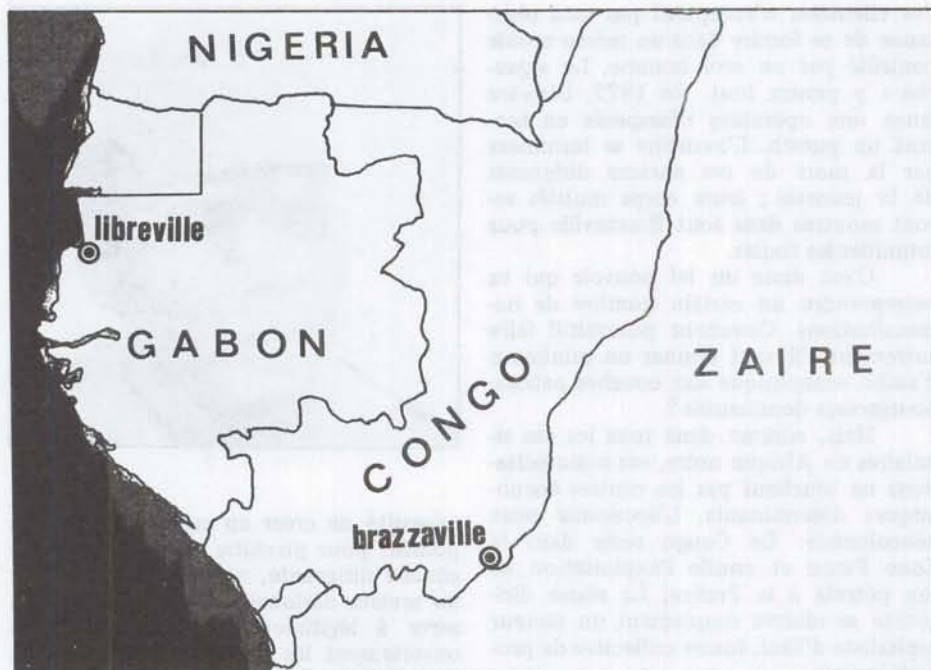
Chaque marché passé par l'Etat est source de commissions et de corruption, que ce soit l'importation de la viande, l'achat d'autobus, etc.

La haine de la population pour le PCT s'exprime d'autant plus qu'il apparaît comme le refuge des courtisans. Ainsi, un beau jour, un professeur connu pour son absence totale de compétence professionnelle, peut revenir avec un titre de responsable de l'enseignement après un stage de deux ans à Moscou en tant que membre du PCT...

Toutes ces pratiques exaspèrent le

8. Les Jeunesses du Mouvement Populaire de la Révolution (JMPR) étaient un mouvement de la jeunesse urbaine quelque peu autonome du MPR de Massemba-Débat et qui avait pris l'aspect d'un courant plus radical (groupes armés, références au Che Guevara, contrôle des quartiers...)

9. C'est le 31 décembre 1969 que le régime devient « marxiste-léniniste ».



peuple congolais. Mais tout le ressetiment accumulé ne trouve pas encore de moyen d'expression dans ce pays où l'armée et le parti se confondent et où la répression est toujours menaçante.

De plus, le fonctionnement général du régime est expliqué au nom du marxisme-léninisme, au nom du parti révolutionnaire. Incontestablement, ce type de propagande a des effets sur la conscience de classe des travailleurs et de la jeunesse.

Une partie des populations du Nord entassées à Brazzaville perçoit d'autant plus difficilement ses intérêts de classe propres que le clientélisme est soigneusement entretenu par les dirigeants qui y trouvent un semblant de soutien.

Les gens du Sud, Bakongos et Laris, généralement chrétiens, ont vis-à-vis du régime des attitudes contradictoires. Dans leurs majorité, ils dénoncent le régime, mais le font souvent par nostalgie des régimes de l'abbé Fulbert Youlou ou de Massamba-Débat, parce que le pouvoir actuel leur apparaît comme celui des groupes du Nord. Ils le font aussi en expliquant qu'« au temps des Français c'était mieux qu'aujourd'hui avec les

Russes ! ». Une partie du clergé exploite la nature prétendument socialiste du régime pour aider à la consolidation d'une opposition réactionnaire.

Mais est-il possible d'en faire grief aux populations paysannes du Sud, discriminées par un régime se disant révolutionnaire et qui maintient sur la route du Sud, à la sortie de Brazzaville, un contrôle militaire permanent qui fouille les voitures et surveille les voyageurs ?

Le régime du PCT n'est pas seulement bourgeois et néocolonial, il est régionaliste. Si quelques hommes du Sud on pu se maintenir dans la hiérarchie, ce sont les cliques du Nord qui monopolisent le pouvoir et les ressources financières en alliance avec des groupes d'ethnies vili de Pointe Noire. Et si ces « marxistes-léninistes » de carnaval — fétichistes et superstitieux au point de toujours se faire reconstruire un nouveau palais présidentiel pour ne pas habiter celui du prédécesseur assassiné ou détrôné — peuvent se maintenir au pouvoir, c'est bien parce qu'ils reçoivent des Etats ouvriers un certificat de marxisme et de progressisme.

LE SOUTIEN HONTEUX DES ETATS OUVRIERS

Aucun des Etats ouvriers ne manque à l'appel pour soutenir le régime congolais. L'URSS, les démocraties populaires d'Europe de l'Est, la Yougoslavie, Cuba, la Chine populaire, la Corée du Nord et le Vietnam apportent régulièrement leur soutien au régime « révolutionnaire » congolais. Aux Congrès du PCT, il ne manque aucune délégation des partis communistes venus du monde entier saluer le « parti révolutionnaire congolais ».

La presse congolaise mentionne quotidiennement les déclarations de soutien et les communiqués fraternels. Le 6 avril 1980, c'était George Marchais, le dirigeant du Parti communiste français (PCF) qui déclarait de passage à Brazzaville

le que les relations PCT-PCF sont au beau fixe (10)...

Les cadres du PCT vont recevoir à Moscou des cours de formation, ceux du syndicat vont en RDA ou à Cuba, etc. Tout cela crée un climat qui laisse à penser que le régime est inféodé aux Soviétiques. La presse occidentale a d'ailleurs souvent laissé entendre qu'il s'agissait d'un régime « pro-soviétique ».

Mais il suffit de voir le peu de place qu'occupent les Etats ouvriers dans la vie quotidienne congolaise pour contester cette analyse. En effet, l'URSS s'est contentée jusqu'à présent de construire la maternité Blanche-Gomez de Brazzaville ainsi que l'hôtel Cosmos. Elle fournit du matériel militaire et des professeurs.

La Chine a essentiellement construit un petit débarcadère en amont de la capitale, un barrage à Moucoucoulou sur la Bouenza, un petit dispensaire à Makelekele dans Brazza, l'usine textile de Kinsoundi et fournit quelques professeurs et médecins.

Cuba entretient deux ranchs à Makola et PK-Rouge, et a mis en place une société de promotion immobilière d'Etat, la SOPROGI, qui vend ou loue des maisons à des loyers relativement élevés (entre 20 000 et 30 000 francs CFA par mois).

Mais ce que la population voit aussi, ce sont les équipements militaires soviétiques, les troupes cubaines stationnées à Pointe Noire, etc. On dit même que Yhombi serait gardé en prison à Makola par des soldats cubains.

Pourtant, là aussi, il est bon de ne pas conclure trop vite. L'armée congolaise est aussi équipée avec du matériel français et américain. Et l'on trouve à Brazzaville des Français vêtus de l'uniforme congolais au titre de la coopération technique militaire.

Si le soutien des Etats ouvriers à ce régime est sans faille, il serait faux de croire qu'il s'agit d'une pénétration profonde d'intérêts économiques ou militaires. Si une ambassade peut faire interdire pour une journée la vente d'un journal étranger parce qu'il contient un compte-rendu du Congrès du parti communiste du pays correspondant, ou si le personnel de l'ambassade de Corée du Nord peut se permettre de se livrer à un rodéo automobile dans Brazza pour poursuivre une délégation sportive de Corée du Sud en tuant un passant congolais au passage, les prérogatives des ambassades « socialistes » ne s'affirment guère que sur des terrains qui ne touchent pas les intérêts immédiats de l'impérialisme français.

Il en va évidemment tout autrement du sentiment des populations. En effet, le pouvoir d'une part, et l'Eglise et les opposants bourgeois du Sud de l'autre, laissent entendre qu'il s'agit d'un régime socialiste soutenu par les Soviétiques, il en découle une confusion totale dans les esprits. Et la coopération entre le Etats ouvriers et le Congo peut dès lors prendre un sens immédiatement coercitif aux yeux des populations.

C'est ainsi que, lorsque Cuba a proposé de recevoir — en plus de ceux qui y sont déjà — 600 nouveaux jeunes « pionniers » congolais pour la durée de toute leur scolarité, il y a eu des rassemblements de parents pour s'opposer à ce qui est senti comme un embrigadement. A la fin du compte, les Cubains durent renvoyer chez eux 26 gosses et 3 professeurs pour comportement inacceptable et indiscipliné.

Si la direction cubaine ne vantait pas les mérites révolutionnaires du régime congolais, si elle n'accréditait pas par sa complaisance politique l'idée que le PCT est un parti révolutionnaire, la coopéra-

10. Etumba, 9 avril 1980.

11. Mwetli, 14 juin 1980.

tion entre Etats ne prendrait pas cette signification pour une partie de la population. S'il n'y avait pas plusieurs centaines de soldats cubains à Pointe Noire, les Congolais ne feraient pas la confusion entre un Etat ouvrier et leur régime militaire et exploiteur. Si, en 1972, Cuba n'avait pas offert au PCT un portrait du Che Guevara pour célébrer une prétendue amitié révolutionnaire, si La Havane n'avait pas soutenu les trois présidents successifs depuis 1968 — sans jamais mentionner que tous trois représentaient des cliques différentes et adverses —, on ne trouverait pas aujourd'hui au Congo des jeunes ou des travailleurs pour raconter que demain ce sont des Cubains et des Soviétiques qui réprimeront les Congolais s'il y a des grèves...

LE MASQUE TOMBE

Les fêtes du Centenaire de Brazzaville, en octobre 1979, ont étonné quelques observateurs. A la tribune officielle se trouvaient comme principaux invités Jacques Chirac, maire de Paris, et Pierre Messmer, président de l'Association d'amitié franco-africaine (mais aussi dernier gouverneur colonial en Afrique centrale)... A cette occasion, les officiels congolais n'ont pas caché qu'il avait depuis belle lurette renoncé à dénoncer la période coloniale, et la *Revue du Centenaire* titre un de ses articles « Brazzaville, capitale de l'Afrique équatoriale française, berceau de la communauté française » ! A cette occasion encore, la France promet un buste de Brazza (12), le conquérant colonial, pour décorer une place de la ville. Paris fournit aussi les crédits pour un pont — le « pont du Centenaire » — pont totalement inutile qui relie deux quartiers de la ville et qui symbolise parfaitement la situation du Congo néocolonial. D'une part ces crédits ont permis à une entreprise française de travaux publics de faire un coquet chiffre d'affaires, d'autre part le pont est équipé d'un éclairage sophistiqué et surabondant dans un pays où il y a un manque permanent d'énergie électrique. Enfin, la partie des travaux qui revenait à la commune de Brazzaville, à savoir la bitumage de la voie, n'était toujours pas réalisé plusieurs mois après la fin du reste de l'ouvrage, faute de moyens financiers...

Ce fut une belle fête que ce Centenaire. Officiels français et dirigeants congolais retrouvaient des intonations gauloises pour célébrer les relations de coopération entre les deux pays.

La presse française parla à cette occasion de tournant à droite du régime (13), pourtant, ce qui s'est passé ces jours-là ne fut rien d'autre qu'une nouvelle démonstration du caractère néocolonial de ce pays.

Paris a accueilli avec satisfaction l'arrivée de Sassou-Nguesso au pouvoir. Les Français s'inquiétaient de voir l'équipe précédente — celle de Yhombi — n'être même plus capable de payer les salaires des fonctionnaires (14). Sassou, lui, affirme qu'il veut remettre de l'ordre dans la maison, résorber le déficit des

entreprises d'Etat, liquider certaines d'entre elles, appeler les Français à poursuivre certaines de leurs activités.

Mais surtout le Congo est en train de bénéficier de la politique pétrolière de l'impérialisme. Tant que tout allait pour le mieux du côté du Golfe et des pays arabes, ELF-ERAP ne trouvait presque pas de pétrole au Congo, malgré de nombreuses années de recherches et de forage. Puis, au fur et à mesure que le prix du pétrole a augmenté, et surtout depuis le déclenchement de la Révolution iranienne, le « miracle » s'est accompli : la production de ELF et celle de l'AGIP italienne devrait ainsi atteindre 5 millions de tonnes en 1982. Déjà, en 1980, les bénéfices pétroliers représentent 62 % du budget de fonctionnement de l'Etat.

Pouvoir contrôler en pleine Zone Franc une production non négligeable d'hydrocarbures est un avantage réel pour les Français. Et le Congo, qui était traditionnellement considéré comme l'un des derniers pays intéressants pour les investisseurs « à cause de son régime provisoire » devient soudain (avec le même régime !) un pays hautement séduisant. Le ministre français de la Coopération, Robert Galley, le cite même maintenant comme un pays d'avenir. Et un dirigeant de l'entreprise d'import-export SCOA explique, avant de mentionner le Congo parmi les pays intéressants pour son entreprise, que « ce ne sont ni la Beauce, ni la Brie qui font la solidité de la Zone Franc. C'est le franc CFA, renforcé, ces prochaines années, par la masse des excédents pétroliers de l'Afrique (15) »... La SCOA fait partie du groupe de la Banque Paribas.

Voilà donc ce qui détermine fondamentalement la nouvelle politique des dirigeants congolais ainsi que celle de l'impérialisme français.

L'augmentation de la rente pétrolière va exacerber les formes décrites plus haut du néocolonialisme au Congo. La classe dirigeante va pouvoir s'enrichir démesurément. La paysannerie va toujours plus désertir les campagnes comme c'est déjà le cas au Gabon voisin. Les villes vont s'hypertrophier d'une surpopulation de miséreux et de laissés pour compte comme au Nigeria (16). Les écarts de revenus vont s'accroître et la bourgeoisie congolaise va continuer à étendre son champ de spéculations. L'augmentation considérable du budget de l'Etat va favoriser les dépenses improductives d'une classe dirigeante assoiffée de prestige et de luxe. Ainsi iront les choses au Congo dans les années à venir.

Le Congo connaît une situation scolaire absolument exceptionnelle pour

un pays néocolonial. En effet, près de 95 % de la jeunesse est scolarisée. C'est là un facteur important de prise de conscience dès lors que la concentration des scolaires et l'enseignement, même médiocre — legs de l'époque coloniale —, permettent une approche de la compréhension du monde.

Incontestablement, l'avenir des luttes dans ce pays, pour un mouvement d'indépendance de classe, partira des rangs de la jeunesse des faubourgs. Les quelques grèves qui éclatent de temps en temps aiguissent peu à peu la contestation de la jeunesse. Mais il faudra encore beaucoup de temps pour qu'un mouvement de masse s'organise réellement.

Il faudra notamment que soit définitivement écarté le danger d'affrontements régionalistes et tribaux. Dans un pays où le pouvoir sait si bien utiliser ces armes, la conscience de classe ne se constituera qu'en faisant reculer les rivalités ethniques qui affectent aussi la jeunesse.

Il s'agit là d'un véritable problème dans une capitale comme Brazzaville où les quartiers Sud comme Makelekele et Baongo, rassemblant les populations Laris et Baongo, font face aux quartiers « nordistes » comme Mougali, Ouenze ou Mouleke. En l'absence de toute opposition anti-impérialiste et ouvrière, en l'absence de grande expérience de lutte de classes, il est toujours possible de voir la lutte contre le PCT se transformer en affrontement régionaliste. Jusqu'à l'équipe de football de l'« Etoile du Congo », composée de joueurs du Nord qui est soutenue par le pouvoir au point de susciter des affrontements sérieux dans les tribunes lors des matches.

Le Congo, sorte de monstre historique où l'on gouverne au nom du « marxisme-léninisme », Etat bourgeois doté d'une économie contrôlée par l'impérialisme français, est au cœur d'une zone agitée. Le Zaïre et l'Angola sont ses voisins. Il est donc important de suivre les péripéties d'un régime qui, malgré la très grande faiblesse de son équipe dirigeante, a réussi — aussi paradoxal que cela puisse paraître — à trouver aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est des soutiens politiques et économiques qui lui ont permis de consolider son assise jusqu'à maintenant. ■

Claude GABRIEL
10 avril 1980.

12. Pierre Savorgnan de Brazza, explorateur et colonisateur français d'origine italienne (né à Castel Gandolfo en 1852, mort à Dakar en 1905). Après avoir étudié à l'Ecole navale dans les années précédentes immédiatement la Commune de Paris, obtient la nationalité française en 1874. Explore à partir de 1875 le cours du fleuve Ogooué et parvient jusqu'au Congo où il fait accepter un traité de souveraineté au roi Makoko. De 1887 à 1897, il fut commissaire général du gouvernement de la

Colonie de l'Ouest africain, appelée par la suite Congo français (Afrique équatoriale française).

13. C'est au cours de la même période que l'on a appris qu'un voyage de Sassou Nguesso à Moscou avait été annulé.

14. C'est le gouvernement français qui fournissait en catastrophe les sommes nécessaires au paiement tardif des fonctionnaires.

15. *Le Matin*, 19 décembre 1980.

16. Cf. notamment le *Monde diplomatique*, novembre 1980.

BOBBY SANDS

A l'heure même de remettre ce numéro d'*Inprecor* à l'imprimeur, nous apprenons par les radios la mort du combattant républicain gréviste de la faim Bobby Sands.

Inprecor reviendra, dans sa prochaine édition, sur le détail de la situation politique irlandaise au moment où une nouvelle épreuve de force est engagée contre l'impérialisme britannique.

Mais pour le moment, nous voulons simplement dire toute la haine et toute la rage que nous inspire le nouveau crime commis de sang-froid, par Margaret Thatcher, l'impérialisme britannique et ses mandants orangistes.

Nous voulons aujourd'hui simplement dire notre solidarité avec la famille, les compagnons de Bobby, les autres grévistes de la faim et tous les combattants du mouvement anti-impérialiste en Irlande.

INPRECOR
5 mai 1981.

